

L'impasse

nippo-américaine

Washington, entre la président

Resgan et M. Nakasone s'est terminée, le vendredi 1º mai, sur

de bonnes paroles. Affaiblis à l'intérieur et obsédés par des échéances électorales à court

terme, ils ne pouvaient guère trouver des remèdes à une situa-

tion économique et monétaire

internationale de plus en plus

Que pesent alors les appels à

une meilleure coordination de la

gestion des grands pays indus-triels, lancés ces jours derniers

encore par le directeur général

du Fonds monétaire internatio-

pour apporter de nouveaux

gages de farmeté à un Congrès

de plus en plus protectionniste,

le président américain a remis à

des jours meilleurs le levée des

sanctions prises à l'encontre du

Japon, bien que le chef du gou-

vernement rippon ait été qualifié d'« ami fidèle ». M. Nakasone, en dépit d'une bonne volonté

apparente allant kagu'à l'aben-

don encore discret male réel de

l'austérité budgétaire, ne peut

promesses de relance et

moment, où les Américains.

va-t-ella dans la bonne direction.

Mais, décidé tardivement par les

Etats-Unis, co mouvement pareit

délicat à orchestrer par

Washington étant donnés les ris-

ques de ralentissement pro-

noncé de l'activité économique

et de troubles graves sur les

Pour le moment, le président

de la Réserve fédérale, M. Paul

Volcker, joue avec doigté. Tout

prêt à resserrer la politique du

crédit. il permet aux banques

d'avancer en terrain découvert

et de relever les taux d'intérêt

de leurs meilleurs clients, le

« prime rate ». C'est un signel

très clair pour les marchés: il

n'est plus question de laisser filer le dollar, dont le contrôle,

ces dernières semaines, a sem-

blé échapper de plus en plus aux

d'alarme suffire-t-elle ? Dans la

cacophonie des menaces de

représailles commerciales - les

refus de Tokyo de les jaire parti-ciper-comme de l'impandent au développement d'un sécond réseau de télécommunications

internationales au Japon et les Etats-Unis renouvellent leurs mises en garde à propos de l'Airbus européen, — un scepti-cisme croissent se fait jour sur les marchés financiers.

Certes, Japonais et Européens

- les Allemands plus que les

Français - disposent d'une

marge de manceuvre suffisente

pour éviter qu'une tension sur

les taux d'intérêt américains ne

se répercute chez aux. Une

baisse des taux d'intérêt des

principaux partenaires des Etats-

Unis est même probable à court

terme. A moins que la défiance à

l'égard du dollar prenne des pro-

portions incontrôlebles, provo-

quant un cycle de hausses des

prix comme des teux d'intérêt et

des pressions protectionnistes

aux Etata-Unia. La croissance

déjà faible, l'emploi et les

échanges commerciaux mon-

autorités monétairés.

seant entendre qu'il est

merchés des capitaux.

Au moins la

Contraint de hausser le ton

nei, M. Michel Camdessus ?

La rencontre, 🌢

DERNIÈRE ÉDITION

sur la circular 1º mai à Chic

Actualité. Sports. Intere

36-15 Tapez LEM

VICES

mon billet que pour en in. des billets, va falloir pa d'appareil vide en appare parane. c'est pas croyabele ne parie pas des malhem partis avec femmes, enlarge bards et cannes à pic obliger à trimballer plain d'ap-Squide - parce que le bon à. butieur, ils le trouveront james. du raque da tout se lave pige

En pleme economie so-teibérale, ça marche, ça bo tiese donc, le fameux cares banques. Nationalisées ou p ies s'arrangent entre eleg nous tondre. D'au vous et au le viennens leurs bénég! nic qui eilles se font avecles de fric. Et la voire. Elles hit C'est pour qui ? Pour elles ;

CLAUDE SARRAUTE

attentats de septembre **la rivalité** des poli

eni resonnansment den e en FARL, Emile Abdabi Georges Ibnanem Abdabbe El Khoury, comme les pa beinde. On précise, superi GRA COS TERRASPIAGOS ROTA les, hammes glieres & Messe a recensu Mes adud itali da ata**da 200**

Le nouveut tempignisse confusion judicione e xi enquête en cours. Et et. mucum élétrent isa et a Activations on the case of the monthquant apparement: des mes ren data les alles tembre. La contera de act de Mes Bente ne imaten transmis La juga Lagrant transmission des protes monwant concerner so preingataoris, matuallement 200 son confrere Gilles Bipavente contre Saich es



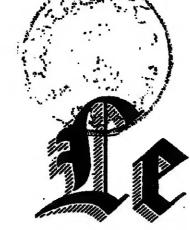


3 cycle créé et développé tut tranco-américain de west (FAM) en association ave WERSTY (New-York) Taudes: 7 à Paris, 4 à New York Septembre 87 - Aout 88 MEA de PACE UNIVERSITY Cartificat IFAM 3° cycle materies...) et. ou experien

preferationnelle + épreures d admission FAM-AISA University

19. rua Cepre. 75015 Par 14, 47-34-38-23

diaux en feraient les frais. (Lire nos informations page 13.)



QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE № 13144 - 6 F Fondateur: Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

Accord «historique» à Ottawa

Le Québec va adhérer

M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, a qualifié de « percée historique » l'accord de principe intervenu dans la nuit du jeudi 30 avril au vendredi la mai sur l'adhésion de la province francophone à la Constitution

Cette entente, dont le contenu doit être précisé d'ici à la fin du mois, reconnaît notamment le Québec comme une « société distincte ».

MONTRÉAL de notre correspondante

Un accord de principe en vue de l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne a été conclu contre toute attente le jeadi 30 avril entre le premier

Les principaux intéressés n'avaient pas osé espérer qu'une seule journée de discussions informelles, tenues à huis clos dans un chalet du lac Meech, près d'Ottawa, suffirait à jeter les bases d'un consensus introuvable

ministre fédéral, M. Brian Mulro-

ney et ses dix collègues provin-

depuis près de seize ans. Lors de la dernière conférence constitutionnelle, réunie en novembre 1981 par le premier ministre de l'époque, M. Pierre-Elliott Trudeau, le Québec, alors dirigé par le Parti québécois (indépendantiste) de M. René Levesque, avait été lâché par la majorité des provinces angiophones et s'était retrouvé plus isolé que jamais. Le Canada Bill, assorti d'une Charte des droits et libertés, avait été rapatrié de Londres l'année sui-

MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 3.)

vante sans son paraphe.

Le voyage du pape en RFA

Jean-Paul II a dénoncé la Constitution canadienne le racisme et l'antisémitisme

Jean-Paul II devait achever son deuxième voyage en RFA par l'Allemagne du Sud, le dimanche 3 et le lundi 4 mai. Samedi, dans la Ruhr, il a rappelé la doctrine de l'Eglise sur le travail, alors que vendredi, au cours de la messe de béatification d'Edith Stein, carmélite d'origine juive, il a dénoncé le racisme et l'antisémitisme. Des contestataires ont manifesté dans les rues de Cologne contre l'intolérance du pape en matière de mœurs.



Lire page 5 l'article d'HENRI TINCO.

Devant les assises du Rhône

Le sens du procès Barbie

par Jean-Marc Théolleyre

Le voici donc sur le point de s'ouvrir, ce procès de Kiaus Barbie, ressortissant allemand inculpé d'une série de faits considérés comme des crimes contre l'hamanité et auxquels il participa entre 1942 et 1944 à l'époque où, lieutenant SS, il commandait à ieutemant SS, il comma Lyon la section IV de l'Einsatzkommando installé dans cette ville par l'occupant. Et le voici tenu pour un événement considérable, en dépit de la médiocrité du personnage qui ne fut jamais historiquement que l'un des adhé-rents, parmi des dizaines de milliers d'autres dans les années 30, tauré par le IIIº Reich hitlérien.

Il est vrai que pendant plu-sieurs dizaines d'années - aidé par des services secrets américains plus intéressés, au lendemain de la guerre, à l'utiliser qu'à le punir – il avait pu échapper à la justice française, réduite à prononcer contre lui, en 1952 puis en

avaient à peine retenu l'attention. Réfugié en Bolivie, où sa présence avait été malgré tout décèlée, il ne devait en être expulsée que le 3 février 1983 pour se retrouver en Guyane française et arrêté. On le transfère aussitôt à Lyon. Il a soixante-neuf ans. L'affaire Bar-

Mais, bientôt, l'opinion se divise à son sujet. Barbie est là, détenu, d'abord à la prison du fort Montluc, celle-là même que les nazis avaient réquisitionnée pour placer les juifs et les résistants; ensuite à la prison Saint-Paul. Pourtant il inquiète. L'accusé ne va-t-il pas se faire accusateur ? Ne se prépare-t-il pas à dire, à démontrer, que les actes qu'on lui reproche, à lui militaire allemand, n'ont pu être accomplis qu'avec le concours de Français et même de Français résistants qui lui auraient livré notamment Jean Moulin ? Dès lors, à quoi bon

1954, des condamnations à mort revenir sur un passé détestable, à par contumace qui, à l'époque, quoi bon souffler sur des braises iamais vraiment refroidies? Aux tenants de ce discours de lassitude ou d'inquiétude s'opposent ceux pour qui le nazisme ne doit jamais être oublié, qu'il convient sans répit d'en remémorer la doctrine et les effets à une époque où sont appartis à son propos des courants « révisionnistes » propres à séduire ou, pour le moins, à faire douter de l'étendus du mal.

S'agit-il alors pour les uns de découvrir (vingt-cinq millions d'enfants sont nés en France depuis trente ans), pour d'autres d'approfondir une période qui fut davantage sujet de douleur que de gioire, de chagrin que de fierté? La France, en cette fin de siècle, chercherait-elle, dans une période de son histoire qui n'arrive pas encore à s'écrire définitivement, matière à se repaître de ses propres misères, de ses illusions perdues dans un naufrage qui mêla les courageux et les lâches, les engagés et les attentistes, et qui

fut la dernière, mais non la moindre, de ses guerres civiles et apparaît la plus durable ?

Il semble en réalité plus établi

que les Français de 1987 restent fascinés par un temps dont ils pensent que tout ne leur a pas été dit. S'il y avait ainsi en premier lieu un appétit de vérité, ce serait du même coup qu'il y aurait lucidité et courage. Pour les plus jeunes, en tout cas, la vérité sur la défaite, l'occupation, la Libération, dont chacun a bien compris qu'elles constituaient dans leur chronologie et leur continuité un tout inséparable, ne saurait être plus inconvenante que celle de la croisade contre les Albigeois, de la Saint-Barthélemy ou de la

Cependant, tout permet de croire, à la lumière du dossier établi contre Klaus Barbie, que le débat qui va s'engager le 11 mai devant la cour d'assises du Rhône n'aura pas le mérite de l'inédit

(Lire la suite page 7.)

M. Raimond en Chine

DIMANCHE 3-LUNDI 4 MAI 1987

Le ministre des affaires étrangères tente de relancer les échanges avec Pékin.

PAGE 3

Raid israélien au Liban

Quatorze morts. PAGE 4

Le 750° anniversaire de Berlin

Pour M. Kohl, la question allemande reste « ouverte ». PAGE 16

La réforme hospitalière

Vote en première lecture malgré une fronde contre M= Barzach.

PAGE 6

Le 1" Mai...

...en France et dans le

PAGES 13 et 16

Menace de crise à TF1

Chassés-croisés entre les partants et les nouveaux PHILL

PAGE 8

Le Monde

RÉGIONS

Le tour de France de nos correspondants Page 12

Le sommaire complet

se trouve page 16

«Les Chinoises», au Printemps des arts de Monte-Carlo

23 RUE DU FAUBOURG SAINT-HONORÉ PARIS 42.65.79.81

Gluck inconnu

Printemps des arts, le Festival de Monte-Carlo a pleinement justifié son titre en nous offrant un spectacle étourdissant de jeunesse dans son palais Garnier du bord de la Méditerranée, un opéra-sérénade inconnu de Głuck, *le Cinesi, les Chinoises*.

Bien avant Orphée, Armide et les Iphigénie, Gluck, âgé de quarante ans, écrivit en 1754 le Cinesi (les Chinoises), sur un livret de Métastase, pour une fête donnée en l'honneur de l'impératrice Marie-Thérèse, qui en avait elle-même chanté une première version, mise en musique par Caldara quand elle avait dix-huit ans.

Trois jeunes filles ravissantes s'ennuient dans un salon chinois à la mode du temps, quand arrive Silango, le frère de l'une d'elles.

on décide de jouer au théâtre; chacune exposers une situation (en récitatif), puis chantera une grande scène : Lisinga (alto) empruntera la tragique figure d'Andromaque; Sivène (soprano) sera une nymphe amoureuse et moqueuse à qui le berger Silango donnera la réplique, et la dernière, Tangia (alto) incarnera un jeune fat rentrant de Chine, selon lequel les Chinois ne sont que des sots, car il n'est bon bec que de Rome ou de Paris.

Trois scènes, trois styles : dragrande ouverture, avec quelques «chinoiseries» d'instrumentation, un fringant quatuor final. La musique de Gluck brille de mille feux, attisée par René Jacobs,

Minauderies, esquisses de flirts, aussi merveilleux chef baroque d'un tout jeune ensemble, le Concerto Köln, qui n'a pas grandchose à envier déjà à l'Orchestre du XVIIIe siècle, de Franz Brüggen ou à la Petite Bande.

A vrai dire, cette musique scintillante et spirituelle comme du Mozart (qui naîtra sculement trois ans plus tard...). d'une somptueuse écriture vocale, on se cramponne pour l'écouter tant elle est emportée, emballée, presque éclipsée par un spectacle d'un esprit et d'une cocasserie irrésistibles, si bien qu'on ne sait plus si matique, pastoral, bouffe. Une c'est le compositeur ou le metteur en scène qui a du génie, ou tous

> JACQUES LONCHAMPT. (Lire la suite page 9.)

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER; Algérie, 3 DA; Marce, 6 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Dansmark, 9 kr.; Espagne, 175 pes.; G.-B., 56 p.; Iralie, 2 000 t.; Live, 0,400 DL; Lucambourg, 40 fr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 130 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 13,70 cs.; Suisse, 1,80 L; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

J.-B. Raimond (jusqu'au 5). Landi 4 mal. - Paris : visite officielle du président camerou-nais Paul Biya (jusqu'au 7). Mardi 5 mai. - Johannesburg : le principal mouvement de

masse anti-apartheid (UDF) appelle à deux journées de nifestation (5 et 6). Mercredi 6 mal - Stras-bourg : 80 session du comité des ministres du couseil de l'Europe. Islamabad : visite de J.-B. Raimond (jusqu'an 8); Johannesburg: élections légis-

nion des ministres des affaires étrangères de la CEE; Lon-Washington . M. Genscher. ministre ouest-allemand des affaires étrangères, rencontre

Vendredi 8 mai. – Pékia : visite du secrétaire général de l'ONU. J. Perez de Cuellar (jusqu'au 14).

amedi 9 mai. — Paris : manifestation contre l'apartheid organisée par la Jeunesse commu-

Smaache 10 mai. — La Valette : élections législatives.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 69 Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-96-81 Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité per la S.A.R.L. le Monde

André Fontaine, directeur de la publication Ancieus directeurs :

Habert Beare-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) Amiré Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter de 10 décembre 1944.

620.000 F Principeux associés de la sociésé : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondate

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



TEI: (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 THEX MONDPUB 206 136 F



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE ABONNEMENTS

Tél: (1) 42-47-98-72 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANCERS PAR VOIE NORMALE 1 337 F 1 952 F 2 530 F ETRANGER (par memogene)

BELGOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
9 F 762 F 1089 F 1380 F

IL SUISSE, TUNISIE
4 F 972 F 1404 F 1800 F

Par vote africane: turif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provioures: nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, Joindre la dernière bande d'envoi à mote correspondance.

Le Monde USPS 755-910 is poblished delly, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/a Speedimpax, 45-45 35 th Street, LcJ., N.Y., 11104. Second claim postuage paid at New-York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/a Speedimpax U.S.A., P.H.C., 45-45 39 th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

Il y a cent cinquante ans, le 2 mai 1837

Comment naquit le monopole des télécommunications

Il y a cent cinquante ans naissait le monopole des télécommunications. Le 2 mai 1837, Louis-Philippe signait en effet une loi réglementant le télégraphe de Claude Chappe au profit exclusif de l'Etat. C'est cette loi qui, jusqu'à la récente modification du code des PTT, ces dernières années, a régi télégraphe, téléphone, radio et télévision en France et inspiré de nombreuses législations étrangères.

A U service de gouvernements forts ou absolus, le télégraphe aérien, inventé par Claude Chappe, a pu s'établir, s'étendre et fonctionner sans problèmes jusqu'en 1830, et cela sans la probiemes jusqu'en 1830, et cela sais la pro-tection d'aucune loi. Tout change avec l'avènement de Louis-Philippe, période où souffle – déjà – le vent du libéralisme. Jusque-là, le télégraphe avait été au ser-vice exclusif de l'Etat, quoique sa rapidité (pour l'époque) aurait bien intéressé les milieux d'affaires, surtout les banquiers. Claude Chappe avait un moment songé à mettre sa découverte au service du commerce et même de la presse, mais Bonaparte, sous le Consulat, s'y était opposé.

Un financier, Alexandre Ferrier, après consultation des plus éminents juristes du moment, décide de créer des lignes télégraphiques privées en France, fonde une compagnie à cet effet et met en route une première ligne entre Paris et Rouen.

L'administration télégraphique, fort inquiète, réalise qu'étant maintenant dans un Etat de droit, elle est sams protection juridique. Son directeur, Alphonse Foy, tente d'obtenir la promulgation d'une loi garantissant le monopole de l'Etat, et soumet à plusieurs reprises des projets au président du conseil.

Mais le ministre de l'intérieur a, en ces années 1831-1834, d'autres préoccupations plus urgentes, il se contente, par des mancenvres dilatoires, à la limite de la légalité, de décourager Ferrier et ne se presse pas de faire étudier et voter une loi.

Les choses restent en l'état jusqu'en 1836, année où éclate un scandale à Bordeaux. Depuis quelque temps, les agents de change et les assidus de la Bourse de cette ville commencent à trouver étrange le «flair» particulier de deux banquiers bordelais, les frères Blanc. Ceux-ci, un ou deux jours avant l'arrivée du courrier transmettant la cote, vendent avant la beisse, ou achètent avant la hausse, réalisant de fructueuses opérations sur la rente d'Etat, le fameux 3 %, base des fortunes

Manifestement ces gens sont rensei-gnés, mais comment? C'est toute la question. Comme, dans le monde de l'argent, on ne croit guère aux divinations, une seule solution apparaît : le télégraphe (Chappe bien entendu, le seul existant à l'époque). Les particuliers n'ayant pas accès à ce moyen, réservé an gouverne-ment, cela suppose des complicités, et une enquête discrète est ordonnée.

Un signal d'erreur bien opportun

Une surveillance attentive est done instaurée à Paris, Tours et Bordeaux, lieux par où transitent les dépêches. Pourtant malgré la vigilance accrue des directeurs et inspecteurs, aucun indice n'apparaît, le mystère demeure, et les opérations conti-

Comment les frères Blance parvenaientils à détourner à leur profit un système de communication parfaitement contrôlé par l'administration publique et qui ne transportait que des messages d'unent agréés par le gouvernement? Le piratage du télégraphe, particulièrement ingénieux, utilisait habilement un des principes de son fonctionnement.

Une ligne comme Paris-Bayonne, qui comportait cent dix postes, était fraction-née en trois tronçons (séparés par deux directions) Paris-Tours, Tours-Bordeaux et Bordeaux-Bayonne. Le rôle des directeurs intermédiaires consistait à traduire les dépêches transmises en signaux Chappe, à les distribuer aux autorités locales, si elles leur étaient adressées, ou au contraire à les retransmettre au-delà si nécessaire. Mais, détail important, avant

de recoder ces dépêches, le directeur corrigeait (on disait purger à l'époque) le texte des erreurs qu'il pouvait comporter. Une dépêche de cent cinquante signaux, reprise par trente postes, donne lieu à quatre mille trois cent cinquante répétitions, des confusions sont donc inévitables, et, dès l'origine, on avait prévu le fait et mis au point une procédure spéciale.

Lorsqu'un stationnaire s'apercevait qu'il avait mal répété un signal porté au fini », c'est-à-dire terminé (il existait des règles de manœuvre réglementaire), ne pouvant l'annuler, le poste suivant ayant déjà noté, il arborait un signal particulier dit signal d'erreur, puis reprenait la bonne figure. Dans ce cas, les trois signaux, le mauvais, celui d'erreur et le bon, correctement reproduit, cheminaient sur toute la ligne et parvenaient à la direction suivante, où le signal suivi d'erreur était annulé par le traducteur et disparaissait de la dépêche finale (mais non des procès-verbaux des différentes divisions).

C'est ce signal d'erreur que les frères Blanc ont utilisé pour recevoir par télégraphe des informations boursières de Paris. Encore fallait-il, pour les acheminer jusqu'à Bordeaux, passer l'étape difficile de Tours, où les informations « pirates » auraient été annulées par le traducteur. Pour y parvenir, les banquiers bordelais ont conçu un système digne du meilleur roman-feuilleton.

En voici la trame : à Paris, un ex-soldat, nommé Franck, pensionnaire de l'hôtel des Invalides, disposant de beaucoup de koisirs, se rendait chaque jour à la Bourse prendre connaissance du cours de la rente. Chaque fois que les variations de la cote étaient supérieures ou inférieures à 25 centimes, il en informait un correspondant à Tours, opération parfaitement licite, seul le moyen en était quelque peu insolite.

Notre informateur confectionnait, su le-champ, un paquet-échantillon confié à la malle-poste pour la ville de Tours. Lorsque la rente avait monté de 25 centimes, le paquet contenait un gant de couleur, si la hausse excédait 50 centimes, c'était alors un gant blanc. En cas de baisse, des bas ou des cravates remplaçaient les gants. A une époque où nombreux étaient les illettrés, ce: procédé n'avait rien d'exceptionnel et, en tout cas, rien d'illépas inquiété lors du procès ultérieur.

Le destinataire tourangeau de ces envois était un dénommé Pierre Guibout, employé comme stationnaire à la direction de Tours au poste tête de ligne côté Bordeaux, place de choix donnée aux agents

CORRESPONDANCE:

instruits et particulièrement expérimentés. Son emploi, comme celui de ses confrères, lui laissait alternativement une matinée ou une soirée libre, et, comme beaucoup de ses collègues, il arrondissait ses fins de mois par un travail annexe. A domicile sur un mêtier manuel, il tissait des bas, que son épouse, conturière et modiste, écoulait aux environs. Ces activités apportaient une magnifique « couveture » aux envois d'échantillons.

Au reçu des échantillons, il lui était facile, avec un complice nommé Lucas; d'introduire au hasard d'une dépêche un signal particulier, convenu avec ses com-parses et annulé aussitôt par le signal d'erreur. Ce signal variable, et pas trop fréquent, réussissait à passer inaperçu au milien d'autres erreurs.

Le réceptionnaire de ces avis était un ancien stationnaire de Lyon nº 1 (également tête de ligne), lequel avait donné sa démission pour venir résider à Bordeaux. Il semble bien, d'ailleurs, que cet homme dénommé Pierre Renaud ait été l'inspirateur de l'opération. Installé d'abord dans une chambre d'auberge, puis dans un meublé à une centaine de mètres et en vue de la tour Saint-Michel, point d'arrivée de la ligne de Paris, il passait ses journées à inscrire tons les signaux qui passaient devant ses yeux.

Insuffisance des arguments

Il lui était facile d'en extraire le signal attendu et, le soir, d'en aviser les commanditaires et bénésiciaires, les frères jumeaux (ce qui ne facilita pas l'enquête) Louis-Joseph et Louis-François Blanc, lesquels sevaient faire fructifier le renseignement. Le nombre de messages était important, puisque l'enquête releva cent vingt et un envois de paquets entre août 1834 et août 1836, dernier envoi, suivant l'arrestation de Guibout.

Le système, très astucieux, parfaitement au point, aurait pu durer longtemps et semblait imparable, la première enquête n'obtint d'ailleurs aucun résultat.

Pourtant, comme dans tous les bons romans, la morale fut sauve et le procédé découvert. Nous allons voir comment en lisant cet extrait de l'acte d'accusation du procès en assises que le gouvernement engages à Tours au mois de mars 1837.

Coitteau (?), l'un des amis de Lucas, le second stationnaire, l'avait soigné dans sa dernière maladie, et celui-ci lui avait confié en mourant que deux bourgeois étaient convenus entre lui et Lucas qu'ils seraient passer par le télégraphe qu'ils

dirigeaient des signaux particuliers, que chacun d'eux reçut d'abord une somme de 1500 francs, qu'ils touchaient, de plus, 1500 francs, qui is conchateur, de prus, 150 francs par mois et 20 francs par nou-velle favorable, que la malle de Paris apportait à Guibout des paquets de gants dont la couleur annonçait la nouvelle. Lucas, en donnant ces détails à Coitteau, lui dit : « Tu es mon camarade, tu n'as » qu'à dire à Guibout que je t'al appris » les rapports qui existaient entre lui et » une société de bourgeois, et il te fera » probablement participer aux avantages » que nous en retirons. »

Mais Guibout, qui, semble t-il, voulait garder pour lui ce bon « filon », eut le tort d'apposer les dénégations les plus fortes, en disant : « Lucas avait sans doute le délire. » Coitteau ne garda pas la confidence et, la jalousie aidant – Guibout était devenu riche, - la nouvelle parvint vite aux oreilles de Bourgoing, le directeur, et notre Guibout fut arrêté le 18 août

L'enquête fut très complète et laissa peu de détails dans l'ombre. Le gouverne-ment, harcelé par l'opposition, décida de faire un exemple et traduisit Guibout (déjà destitué par son administration), Renaud et les frères Blanc en cour d'assises. Le procès, qui passionna la France entière, fut jugé à Tours les 11, 12, 13 et 14 mars 1837. Mais le résultat ne fut pas celui escompté par l'autorité, car la faute professionnelle incontestable de Guibout ne concernait que l'administration télégraphique; pour les autres chefs d'accusation, la notion de crime ne pouvait exister. En effet, il n'y avait aucune loi interdisant d'utiliser un télégraphe à des fins particulières, ce que les avocats n'eurent aucune peine à démontrer.

C'est ainsi que, le 14 mars 1837, la cour d'assises d'Indre-et-Loire prononça un arrêt d'absolution à l'égard de Guibout et des frères Blanc, les condamnant sculement aux dépens.

Le gouvernement, qui connaissait la faiblesse de ses arguments, n'avait pas attendu l'issue du procès, et, dès le 1ª mars 1837, il déposait un projet de loi qui, curieuse coîncidence, fut discuté et voté le 14 mars, jour même de la conchision du procès. Le 21 mars, la Chambre des pairs entérina la proposition, et c'est ainsi que, le 2 mai 1837, Louis-Philippe gué le 7 mai, ce texte, après le télégraphe, a réglementé le téléphone, la radiodiffusion et la télévision jusqu'à nos jours.

MICHEL OLLIVIER. chercheur en histoire

« Les pensionnés de Pondichéry »

A la suite de l'article de Patrice Claude, « Les pensionnés de Pondi-chéry » (le Monde du 2 avril), nous avons recu un abondant courrier, dont nous avous extrait cinq lettres :

M. Koumarane, secrétaire général de Navasharat (association franco-indienne)

Peut-on, anjourd'hui, parler de la pré française en Inde? Pondichéry est-il vrai-ment, comme le souhaitait le pandit Nehru, une senêtre ouverte sur la France? J'aurais tendance à penser que Pondichéry est une tentance a penser que rondichery est une fenêtre plongée dans une mi-obscurité. Cepen-dant quelques espoirs y sont en éveil. Les quelques milliers (environ vingt-cinq mille) de citoyens français de langue et de culture tamoules font de leur mieux pour que la France ait son propre rayonnement à Pondichéry. Its ont un lyoée français, une Alliance française, des départements d'études françaises à l'université, des collèges et des écoles publiques ou privées, des librairies pour apprendre la langue de Balzac ou pour avoir n aperçu de la littérature française.

M. Bellegarde, président fondateur de l'Association des Français de l'Inde et Amitié franco-indienne, souligne:

bendes - et il signale un certain nombre de combines et magouilles dont ils se rendraient

coupables (...). Ces procédés malhonnêtes ne peuvent, toutefois, être rendus possibles que par la carence (ou vénalité) des responsables chargés de veiller à la stricte application des textes de

M^m Jacqueline Lernie-Bouchet écrit de son

Les fonctionnaires du consulat français finissent par confondre les véritables Pondichéryens (les anciens habitants des quatre comptoirs) avec tous ceux qui, d'après M. Patrice Claude, font, depuis les années 80, le commerce du « joli passeport bleu » (...). Les « prévôts » présents ont manqué à leur obligation de réserve en tenant les propos rapportés. Au lieu de s'intéresser au sort des ressortissants français, ce qui est leur devoir, ils préfèrent laisser à des subalternes l'occasion de se conduire en « petits chefs » mal intentionnés envers leurs compatriotes (patrie étant pris dans son sens étymologique : la terre des pères), de nationalité française ou indienne et prêts à «rendre service» à qui saura les récompenser. Parce qu'ils sont recrutés localement à un tanx largement inférieur à celui pratiqué pour les expatriés, ces

subalternes, de nationalité française, ne peuvent que rester sur place. Ils ne demandent peut-être pas mieux que de « lever l'ancre ».

M. Michel Gorlier, responsable du Ras-semblement gaulliste de Pondichéry, estime : Ouf!, l'omert à est rompue. En effet, depuis pen une conscience est née ! Les 30 % de Français éclairés résidant à Pondichéry et ceux plus nombreux en métropole, s'accordent à penser que la situation est telle qu'ils ne peuvent et ne doivent plus observer un silence prudent quand l'intérêt général est en jeu...

Les instances officielles, comme les députés et sénateurs, qui ont connaissance de l'affligeante et scandaleuse situation de Pondichéry, « ont intérêt à être vigilants et à réaliser un changement de mentalité nécessaire. Sinon, c'est toute la communauté française résidant en Inde et les intérêts de la France qui risquent, à terme, d'être discrédités à la fois par les autorités indiennes et par l'opi-nion publique internationale ».

Enfin, M. Ludovic Sanjivy, ancien élève du lycée français de Pondichéry, regrette que l'auteur de l'article, dont il « ne conteste pas la bonne foi, ait oublié la douloureuse situation des geus sans terre, victimes des aléas de l'histoire à Pondichéry ». Il regrette ce qu'il appelle « la partialité » de l'auteur sur certains points de l'article.

Votre correspondant fait le reproche à mes compatriotes de considérer la France comme "GRAND JURY" RTL- Le Monde dimanche 18 h 15 en direct sur animé par Henri MARQUE avec André PASSERON et Bruno DETHOMAS (Le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Jean-Yves HOLLINGER (RTL)

MI. Chirac et K leurs vues sur

. r swjet.

17 Chirar & tien d'un bred-

Le premier ministre n des entretiens prolonges arec M. Gorbatchev

Relance des échanges

mela France et la Chia I les-Bernard Turping Pares is tan Pikin ou i والمراجعة والمراجعة ₩ cil y mo-

127

3 5 to 12 to 1

The state of the TE . West Street ...

LE CARLETTE. ER

dirigenient des signaux particulien, chacun d'eux reçut d'abord une some, chacun d'eux reçut d'abord une some, i 150 francs par mois et 20 francs par velle favorable, que la malle de he apportait à Guibout des paquets de la couleur annonçait la nom Lucas, en donnant ces détails à Cone hui dit : « Tu es mon camarade, he Justin, en acres mon camarade, la hul dit: « Tu es mon camarade la qui à dire à Guibout que je l'a la les rapports qui existaient enn la les société de bourgeois, et il les anne société de participer aux probablement participer aux men que nous en retirons.

Mais Guibout, qui, semble-til, m garder pour ini ce bon « filon », ente d'opposer les dénégations les plus le ca dissant : « Lucas avait sans des dissant : « Coitteau ne garda pas la la jalousie aidam » Ca deace et, la jalousie aidani - Go stait devenu riche, - la nouvelle pe wite sun orcilies de Bourgoing, ke tour, at notre Guibout fut arrêté le lie.

L'esquête sut très complète a peu de détails dans l'ombre. Le gon-soent, barcelé par l'opposition din faire un exemple et traduisit Ge (déjà destitué par sen administra Resaud et les frères Blace es d'assistes. Le procès, qui passina Presce entière, fut jugé à Tours le II IB et 14 mars 1837. Mais le réselue pas colai escompté par l'autorité e faute professionnelle incentesuel-Guibout ne concernait que l'admistion télégraphique; pour les aures wait exister. En effer, il n'y avait :: in interdisant d'utiliser un télégre des fins particulières, ce que les se A secret andure peine à démenter

Cest ainsi que, le 14 mars 1857, he Castings Cladre-et-Leire present antit d'absolution à l'égard de Guis des fries Blanc, les condamnant : MICH BES OFFICE.

Le gouvernement, qui cannaissirle Sieste de ses arguments, naver attenda l'issue du procès, et de France 1837, il déposant en propté qui, queieuse caincidence, fut dice yoté le 14 mars, jour même de la co eion du procès. Le 21 mars, la Car des puirs entérins la propositio de Masi que, le 2 ma, 1:27, Leas-Fif arena cette lei dite du monipole fin the 7 mai, ce texte, apres e telegeglementé le téléphone. is m All fumon et la tétévision jusqu'à 2250

MICHEL OLLIVE ehersheur in hinin der wier meretan

Bolto, M. Ladreis Sanger, andries

m points de l'arreit.



leurs vues sur la CEE et le désarmement

Dans le malaise encore relative-ment discret, mais bien réet, qui se manifeste dans les relations franco-allemandes, les problèmes de la CEE ne sont sans doute pas les plus spectaculaires, ni même les plus nouveaux, mais on se garde de les sous-estimer à Paris. Le dossier agrisous-estimer à Paris. Le consider apriculer, présente un cer-tain nombre de points de désaccord technique entre les deux capitales. Le premier est celui du démantè-lement des montants compensatoires monétaires positifs, soubaité par la France mais refusé par la RFA. Ce

système déjà ancien d'aide à l'exportation agricole joue en faveur des agriculteurs de la République fédérale, pays à mounaie forte, contre les Français ; or la majorité au pouvoir à Bonn a pris à l'égard de ses électeurs ruraux des engagements qu'elle entend honorer. On ne désespère pas, toutefois, du côté français, d'obtenir prochainement de M. Kohl un compromis qui pourrait être ensuite généralisé au sein des Douze. Cette épineuse question n'est d'ailleurs pas la seule qui reste à régler dans le domaine agricole : de réelles dissonances francoailemandes se manifestent aussi en ce qui concerne la taxation des matières grasses végétales et la fixa-tion du prix des céréales.

De même s'agissant du budget de la Communauté, qui affiche un défi-cit d'au moins 5 milliards d'ECU (environ 35 milliards de francs)

M. Jacques Chirac fera une visite

officielle à Moscou du 14 au 16 mai,

a-t-on annoncé le jeudi 30 avril

simultanément à Moscou et à Paris, mettant ainsi fin à l'incertitude qui avait régné ces dernières semaines

sur ce voyage. Le premier ministre sera de retour à Paris le 17 (le

Le porte-parole de l'Hôtel Mati-gnon, M. Denis Baudonin, a déclaré que M. Chirac aurait , des entre-

ilens importants et prolongés avec M. Mikhail Gorbatchev ». Il a

sjouté que le premier ministre parti-

ciperait également à une émission de télévision « à destination des Sovié-

Le ministre des affaires

ond, devait quitter Paris le

étrangères, M. Jean-Bernard

et pour Islamabad, où il se ren-

ministre français des affaires étran-

M. Raimond devait s'entretenir avec

les principaux responsables chinois

x pays étant rares, Français et

Chinois feront le point des relations

bilatérales et des grands problèmes internationaux. Nul doute que les

Chincis interrogeront le ministre français sur la visite que M. Chirac

devrait faire à Pékin en septembre,

Une armée

médiocre.

mais qui n'est pas encore certaine.

dra mercredi et jeudi.

de notre correspondent

Monde du 2 mai).

Le premier ministre

aura « des entretiens prolongés »

avec M. Gorbatchev

La visite de M. Jean-Bernard Raimond à Pékin

Relance des échanges

entre la France et la Chine

M. Chirac devait rencontrer le chancelier Kohl le dimanche 3 mai à la préfecture de Strasbourg. Le premier ministre français et le chancelier ouest-allemand se retrouvent pour le déjeuner, qui sera suivi d'une séance de travail et d'une conférence de presse commune. L'ordre du jour de ces entretiens comporte essentiellement deux volets : les questions comunautaires et celles du désarmement nucléaire telles qu'elles sont posées aux Européens après les der-nières propositions de M. Gorbatchev. De son côté, M. Raimond est allé, jeudi, exposer à différents responsables américains, à l'occasion d'un bref déplacement à Washington, la position française sur

A Strasbourg

MM. Chirac et Kohl vont tenter d'harmoniser

pour 1987. Les Allemands manquent pour le moins d'enthousiasme à l'égard d'une éventuelle augmentation du taux de TVA de 1,4 à 1,6 %, considérant qu'il s'agit plus d'une sorte de fuite en avant que de la vraie réforme de la politique agricole commune dont ils soubaite-raient l'examen,

Il reste que, l'actualité aidant, ce sont surtout les problèmes du désar-mement nucléaire qui ont suscité à Paris quelques «inquiétudes alle-mandes». Ce n'est pas tant le chan-celier Kohl qui préoccupe M. Chirac (on son ministre de la défense, M. Giraud) : ce serait plu-de la ministre des efficies étrestôt le ministre des affaires étran-gères, M. Genscher, et, avec lui, un certain nombre d'autres responsables politiques de RFA, an sein du Parti libéral, ou même, quoique

l'Académie des sciences. Comme on

demandait à M. Baudouin si le pre-

La préparation du voyage de M. Chirac avait été perturbé par le

chassé-croisé d'expulsions entre

diplomates français et soviétiques qui avait suivi l'affaire de la fusée

Ariane, et Moscou a beaucoup tardé

à répondre aux propositions de dates formulées à la mi-février par la

France pour la visite du premier ministre. Ce sont finalement ces

ministre. Ce sont finalement ces dates, cependant, qui ont été rete-

sera heureux de le rencontrer. >

dans une moindre mesure, de la CDU chrétienne-démocrate. La double « option zéro » telle qu'elle est aujourd'hui proposée par M. Gorbatchev — démantèlement des euromissiles, mais aussi des fusées nucléaires intermédiaires à courte portée (SRINF) – a en effet à Bonn des adeptes influents. A commencer, même si les choses ne sont pas dites aussi clairement dans les discours officiels, par le chef de la diplomatie ouest-allemande. Sans parier, naturellement, de l'opposi-

tion social-démocrate. Dans quelle mesure M. Kohl pourra-t-il résister à la pression de ses alliés du FDP, de certains de ses amis de la CDU et, sans doute plus que tout, d'une opinion allemande prompte à estimer qu'il ne faut pas, en l'occurrence, se montrer plus royaliste que le roi, autrement dit

que Washington? C'est la question que l'on se pose à Paris avec une cer-taine anxiété, convaincu que l'on y est de la nécessité de ne pas échanger contre de vagues propos sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (et de l'arsenal central soviétique, qui, pour avoir une portée « transatlantique », n'en est pas moins une menace permanente pour l'Europe aussi) la sup-pression des fusées nucléaires qui, actuellement, protègent la partie occidentale du continent.

La France est de plus en plus convaincne que, sur un tel sujet, la précipitation n'est pas de mise, quelle que soit la hâte du président quelle que soit la hâte du président Reagan de conclure un accord de paix avec l'URSS. C'est ce que M. Raimond est allé dire, jeudi, aux dirigeants américains, quitte à assu-rer que « le fait de prendre un temps de réflucions provides pas faire de réflexion ne signifie pas faire traîner les choses en longueur». C'est là un langage que le chancelier Kohl devrait pouvoir entendre, et même partager, estime-t-on à Paris, où l'on observe que le chef du gou-vernement de Bonn n'a jamais apprécié, dans le passé, qu'on le presse de se décider. De ce point de vue, l'insistance de M. Shultz auprès de ses alliés européens en général, et des Allemands en particulier, peut être pour M. Chirac, dimanche à Strasbourg, un renfort paradoxal.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les juridictions constitutionnelles en Europe

Le système français brille par sa simplicité

mier ministre rencontrerait M. Sak-LISBONNE harov, il a répondu : « S'il vient à l'Académie des sciences, M. Chirac de notre envoyé spécial

Un système de contrôle de conformité des lois à la Constitution d'une très grande simplicité. Tel est apparu, au cours de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes, qui a eu lieu à Lisbonne du lundi 27 au mercredi 29 avril (le Monde du 29 avril et du 2 mai), à la lumière des approches comparatives d'ensemble ou des iples puisés dans les expériences de divers pays, le dispositif français. Le mérite essentiel n'en revient pas, du reste, su Conseil constitu-tionnel, lui-même chargé à la fois de « gérer » ce contrôle et de veiller, au fil des années et des décisions successives, à la cohérence et à l'enri-chissement de son contenu.

Ce sont les « règles du jeu » fixées par la Constitution en 1958, et considérablement enrichies par l'initia-tive de M. Giscard d'Estaing en 1974 (la possibilité de saisine parle-mentaire) qui sont les principaux ressorts de cette simplicité.

Cette situation tient, en effet, au caractère préventif et abstrait du contrôle de constitutionnalité tel qu'il est mis en œuvre en France. Les lois, les règlements des assemblées parlementaires on les traités internationaux que le Conseil constitutionnel doit ou peut, selon les cas, être conduit à examiner ne sont pas encore en vigueur lors de cet exa-

En sorte que les modifications ou retranchements qui s'imposent éven-tuellement, après les décisions du Conseil constitutionnel, sont effectués aussitôt après cet examen et avant la promulgation des textes dont la conformité à la Constitution ne peut plus, ensuite, en règle générale, être contestée.

Seules exceptions: le premier ministre peut soumettre au Coaseil constitutionnel des textes déjà entrés en vigueur dans le cadre de la vérification de la répartition des compé-tences entre la loi et le règlement. D'autre part, le Conseil constitutionnel a admis, en janvier 1985, que «la régularité au regard de la Constitution d'une loi déjà promulguée peut être utilement contestée à ion de l'examen de dispositions législatives qui la modifient, la complètent ou affectent son domaine ». Seule la loi nouvelle pourrait éventuellement s'en trouver tement modifiée.

. A Pinverse, il a été observé au cours de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes que «le contrôle a posteriori est plus généralisé et surtout plus com-mun dans les systèmes connaissant une juridiction constitutionnelle institutionnelle ».

Dans certains pays, il n'est pas prévu de contrôle préventif des normes. Le plus souvent ce type de contrôle n'est qu'une exception ou l'un seulement des éléments d'un ensemble diversifié et généralement assez complexe.

Les inconvénients du système de contrôle préventif abstrait ont souvent été dénoncés. On lui reproche de figer une conception que nul cas

concret, mile évolution des mœurs et du droit après l'entrée en vigueur des textes ne peut venir remettre en cause. Il est par son «abstraction» même, objectent encore ses détracteurs, incapable de sanctionner les conséquences dommageables du point de vue constitutionnel de l'application d'un texte par définition inaperçues à ce stade préalable.

Mais les inconvénients du ces systèmes complexes et diversi-fiés ne sont pas moindres. A quand faire remonter l'effet d'une déclaration d'inconstitutionnalité qui sur vient parfois des années après l'entrée en vigueur d'un texte sou-vent lourd de conséquences irréversibles? Surtout, comment faire appliquer alors ces décisions?

Controverses périodiques

Si le Conseil constitutionnel peut connaître anssi, dans une certaine mesure, ce dernier problème, ses dif-ficultés ne se comparent pas à celles que peuvent rencontrer d'autres cours constitutionnelles hors de France. Ainsi, les responsables du Tribunal constitutionnel fédéral d'Allemagne reconnaissaient-ils qu'il leur arrive régulièrement de lancer des «appels» au législateur allemand afin qu'il modifie ultérieurement telle on telle règie on disposi tion. Dans bien des cas le Tribunal constitutionnel de RFA ne peut se

An Portugal, où les conventions internationales, en vertu d'un système complexe de référence, ont un valeur supralégislative mais infra-constitutionnelle, les deux Chambres de la Cour constitutionnelle développent une jurisprudence contradictoire à propos des consé-quences de violations de conventions internationales par les lois internes de ce pays. Les dispositions en vigueur au Portugal sont du reste telles qu'un article du traité de Rome peut, à tout moment, être conteste, ce qui risque d'entraîner un jour ou l'antre des situations relativement confuses en cas de contradiction avec la Constitution portu-

Les travaux de la septième Conférence des cours constitutionnelles européennes ont montré que le franchissement supposé ou réel des fron-tières, qui doivent séparer le législateur de ses «juges», engendre dans de nombreux pays des controverses périodiques.

La France n'échappe pas à ce sort commun. Mais le Conseil constitutionnel devrait an moins trouver grâce aux yeux de certains de ses détracteurs et des citoyens en général puisqu'il offre aux uns et aux autres l'exemple précieux de cette simplicité assez rare de fonctionne-

Ne serait-ce que parce qu'elle permet de concentrer toute l'attention... ou toutes les critiques sur le contenu de ses décisions sans qu'il soit besoin de s'égarer dans le labyrinthe des procédures.

MICHEL KAJMAN.

ÉTATS-UNIS

La Maison Blanche dément toute implication de M. Reagan dans l'aide privée aux « contras »

Washington (AFP). - La Mai-son Blanche a démenti, le vendredi le mai, que le président Reagan ait eu une discussion avec le lieutenant-colonel Oliver North et avec M. Robert McFarlane, à l'époque membres du Conseil national de sécurité, à propos d'un important don privé aux « contras », à un moment où toute aide américaine était interdite par le Congrès. Le Washington Post s'était référé, le même jour, à un tel entretien en citant un rapport qui avait été
perdu» par le FBI. Le directeur
du FBI, M. William Webster, avait fait état récemment de ce rapport devant la commission du renseigne-

S'appuyant sur le rapport Tower consacré à l'Irangate, les souvenirs du président et les documents de la présidence, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwa-ter, a déclaré : « A ma connaissance, cette discussion n'a jamais eu lieu.

Selon le Washington Post, c'est la première fois qu'il était établi que le colonel North avait parlé directe-

VENEZUELA

Violentes manifestations d'étudiants contre la hausse des prix

des transports en commun

Caracas (AFP). - Trente-trois personnes ont été blessées, le jeudi 30 avril, à Caracas au cours de violentes manifestations d'étudiants contre la hausse de 50 % des tarifs des transports en commun. Selon une information non confirmée, un étudiant aurait trouvé la mort pendant les affrontements avec la police. Le gouvernement socialdémocrate du président Jaime Lusinchi a accusé, vendredi, des « agitateurs professionnels » et des « activistes d'extrême gauche » d'être à l'origine des troubles.

De leur côté, les porte-parole des étudiants, sans exclure la présence de « provocateurs », ont accusé la police d'avoir agi avec une violence inhabituelle et gratuite contre les

Avant d'affecter sérieusement la capitale, jeudi, les troubles avaient commencé lundi dans la ville universitaire de Merida (sud-ouest du pays) et à San-Cristobal. L'univer-sité centrale de Caracas a été occupée par la police. - (AFP.)

Le Québec va adhérer à la Constitution canadienne

(Suite de la première page.) « C'est un grand jour pour le Canada», a déclaré M. Mulroney. « Nous pouvons avoir confiance en l'avenir du Québec au sein de la Confédération cana-dienne », a renchéri M. Bouressa, premier ministre de la province francophone, qui avait défini l'an passé les cinq conditions posées par le Québec pour donner son adhésion à la Constitution.

Un projet d'accord détaillé doit être rédigé, puis entériné, le 29 mai, lors d'une nouvelle conférence constitutionnelle entre les premiers ministres. Le texte sera législatives des provinces et au Parlement fédéral.

D'importeats compromis

L'entente intervenue au lac Meech ne constitue donc qu'une première étape franchie au prix d'importants compromis. Quatre des privilèges que le Québec réclamait pour son propre compte ont dû être aussi accordés aux neuf autres provinces. Si l'accord est entériné, elles pourront ainsi obtenir des pouvoirs accrus en matière d'immigration (droit de regard dans la sélection à l'étranger et fixation d'un nombre d'immigrants proportionnel à leur population pouvant être augmenté de 5 % · pour des raisons démographiques »).

Elles disposeront en outre d'un droit de veto pour toute modification constitutionnelle relative aux institutions fédérales. Elles pourront réclamer des compensations financières lorsqu'il s'agira de transférer des pouvoirs provin-ciaux au gouvernement fédéral ou

lorsqu'elles décideront de ne pas participer à certains programmes fédéraux. Elles auront enfin un droit de regard dans la nomination des juges de la Cour suprême, dont trois des neuf membres sont et resteront québécois.

Les provinces anglophones ont, quant à elles, fait une importante concession en acceptant de reconnaître que le Québec « forme au sein du Canada une société distincte ». L'entente précise, en outre, que « l'Assemblée natio-nale et le gouvernement du Québec ont le rôle de protéger et de promouvoir le caractère distinct

Ces deux derniers points, considérés comme les * éléments majeurs » de l'entente par M. Bourassa, ont été les plus critiqués par les indépendantistes du Québec et par le Parti québécois, que dirige M. Pierre-Marc John-son depuis le départ de M. Lévesque. Ils considèrent notamment que les droits linguistiques de la majorité francophone de la province ne sont pas explicitement garantis et redoutent que les . tribunaux canadiens - sient, de ce fait, le champ libre pour imposer au Québec un retour au bilinguisme, en s'appuyant sur la charte des droits et libertés. La Cour suprême du Canada doit prochainement statuer sur la langue ou les langues à utiliser au Québec dans l'affichage commer-

L'entente a été accueillie plus favorablement à Ottawa par les partis d'opposition (libéral et néodémocrate), qui avaient récemment approuvé la plupart des conditions posées par le Québec. MARTINE JACOT.

LEGENDE du SIECLE DIRECTEUR ROLAND CASTRO

UNE FETE POUR UN JOURNAL au CIRQUE D'HIVER

LUNDI 4 MAI de 16 H à 4 H du matin

J.-M. Bouguereau (Libération), M. Butel (l'Autre journal), Ph. Gaillard (ILP), D. Garnier (La Tribune). D. Jamet (Quotidien de Paris), Y.-M. Labé (Le Monde)...

Débat avec

Michel Polac,

peintures, photos, dessins d'archi Cuisine de tous pays Show avec Carte de Séjour,

• Expo-vente de

Didier Lockwood, Bernard Lavilliers et des orchestres jusqu'à

> LEGENDE du SIECLE (1) 42 71 97 56

🚾 🚾 nationalité française 🕬 the game resident sur place. His no term M pas mieux que de « lever l'arri M. Michel Gorlier, responsable all mas gaulliste de Produkty, 50 Out ! Forer 1 st rempte E dispute para une cuesciente est red la la financia fectares résidents résident à Pendine wa plus sombrett en managele sand poster quant l'active product de la company Les tresses of the same of the at Municipal, que del contractor de p a am belett i gire ingrant fin

THE CHARGE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE COST STREET OF SUSPENIES AND SECURE m en lade et les mieres de di d clames. 6 serme. Tope distribute place problègue intellement

le français de Puni, des remais The fact of the state of the st Bonne for all outside in confirmation in die pene tale farre. I committee de la partie de la pa

Pékin accorde beaucoup d'importance à l'Europe et à la politique une solution à la crise.

française d'indépendance. Les Chinois soutiennent la politique nucléaire de Paris et sont fort inté-

ressés par le programme Eurêka. Une Europe forte tenant tête à l'URSS mais qui ne soit pas trop dépendante de l'autre superpuis-sance est conforme à leurs intérêts. Les Chinois sont par ailleurs préoccupés par la question cambodgienne, qui demeure le principal obstacle à toute normalisation de leurs relations avec l'URSS, et suivent avec intérêt les efforts de la France, qui a proposé à plusieurs reprises ses bons offices pour trouver

Mais Pékin - comme Paris considère que la position de la France en Chine est trop faible : sur

le plan commercial, elle se place loin derrière les principaux partenaires du pays et même derrière d'autres puissances européennes (RFA, Ita-lie, Grande-Bretagne). Les exportasamedi 2 mai pour Pékin, où il séjourners de dimanche à mardi, tions de céréales se sont effondrées ces dernières années, celles de pro-duits semi-finis ont subi de plein fouet la baisse du dollar, celles des PMI ont fortement chuté. Ce qui fait qu'en dépit de plusieurs gros contrats (centrale nucléaire de Days-Bay, centrale thermique de Dagang, World Trade Centre de Pékin...), 1986 a été une année Il s'agit de la première visite d'un gères en Chine depuis celle de M. Roland Dumas en septembre 1985, et de la plus importante d'un membre du gouvernement depuis le retour de la droite au pouvoir. médiocre : environ 10,5 milliards de france d'importations et d'exporta-tions, selon les chiffres français, que ent les Chinois. Cenx-ci se plaignent du déséquilibre des échanges, en bonnes partie dû à leur insuffisante capacité d'exportation. et espérait être reçu par M. Deng Xiaoping. La dermère visite d'un La France demeure bien placée sur d'autres grosses affaires et compte dirigeant chinois à Paris remonte à juin dernier: il s'agissait de M. Hu Yaobang, limogé depuis lors de son poste de secrétaire général du PCC. Les sujets de désaccord entre les renforcer son implantation dans les différentes provinces. Mais ses entreprises ne sont pas toujours assez compétitives, et la Chine man-

one de devises. Un autre volet des relations franco-chinoises, susceptible de favoriser les échanges commerciaux, est la coopération scientifique et technique. Celle-ci vient de recevoir un important coup de fouet en 1987 avec une augmentation du tiers de ses crédits publics accompagnée d'une réorientation dans un sens moins académique et plus pratique, dans des domaines (nucléaire, télécommunications, transports on espace) où l'industrie française est

Dans le domaine culturel, l'accent se déplace également vers une amélioration qualitative de la coopération et vers une meilleure corrélation avec le monde économique : le niveau des étudiants chinois envoyés en France (1 700 contre 100 français en Chine) sera relevé par la préparation sur place d'un DEA (litté-rature et civilisation françaises à Wuhan, puis linguistique à Pékin) - une expérience encore unique à l'étranger – par la formation en français de médecins (à Shanghai et à Tianjin), de scientifiques (à Wuhan), de juristes et de gestionnaires, de traducteurs et d'inter-

prètes scientifiques et techniques... PATRICE DE BEER.

Amman dément l'existence d'un accord avec Jérusalem concernant la tenue d'une conférence internationale

Le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Pérès, a démenti, le jeudi 30 avril, les rumeurs hi prêtant l'intention de provoq la rupture du cabinet d'union nationale et ganisation d'élections législatives anti-les «Mon objectif, a-t-il souligné, est staurer des négociations directes entre Israël, la Jordanie et les Palestiniens», accasant ses partenaires du Likoud d'avoir sciem-ment organisé des fuites, «afin de torpiller les efforts en voe de la réun ion d'une com internationale de paix sur le Proche-Orient».

De notre correspondent

Plusieurs membres du gouverne-ent jordanien, dont le ministre de l'information, M. Mohamed El Khatib, celui des territoires occupés, M. Marwan Dudin, cet démenti, le vendredi 1º mai, les informations en provenance d'Israël au sujet d'un accord entre le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, et le roi Hussein sur les modalités d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. . Je n'ai pas connaissance d'un quelconque développement concernant la possibilité de convoquer une telle confèrence dans un futur proIl a amoucé par ailleurs qu'il soumettra « prochainement » au cabinet israélieu ses propositions en vue de la tenue de cette conférence.

Anx Nations unies, le secrétaire général de PONU, M. Javier Perez de Cuellar, a indiqué qu'il fera commaître sous peu son point de vue sur les chances de relance du processus de négociation au Proche-Orient dans un rapport qu'il publiera d'ici au 15 mai. Cependant, diplomates et responsables des Nations unies

notemment déclaré

Ces informations et celles qui faisaient état, il y a quelques jours, d'une récente rencontre entre M. Pérès et le souverain hachémite à Londres aga-cent visiblement les dirigeants jordaniens. Chaque fois que le roi Hussein se rend en Europe, on peut s'attendre à de telles «révélations», et, comme par hasard, les fuites sont toujours d'origine eme. En tout état de cause, si une telle rencontre a en lieu, ce qui reste à prouver, les Jordaniens (du moins ceux qui savent vraiment ce qu'il en est) ne l'admettront jamais. Les « révélations » israéliennes sont essentiellement à usage interne et s'inscrivent dans la querelle politique entre le

paratifs de la conférence internationale na par les dirigeants travaillistes israéliens et les Etats-Unis. «Le plan américain n'est pas celai du secrétaire général de PONU», a confié à PAFP un hant responsable de l'organisation que le moment ne semblait pas encore mûr pour permettre aux Nations unies de lancer des invitations à une telle conférence interna-

premier ministre israélien, M. Itzak hamir, et son rival travailliste, fait-on raloir dans les milieux gouvernementaux à Amman. « Nous ne pouvons passer notre temps à démentir les bal-lons d'essai de M. Pérès. Vous entendres probablement d'autres informations de ce genre dans les semaines à venir. Mals sachez qu'en ce qui nous concerne notre position n'a pas changé », soulignait un bant responsa-ble jordanien.

Les autorités jordaniennes contiment de soutenir qu'une éventuelle conférence de paix devra avoir des pouvoirs étendus. Le scénario qu'elles envisagent actuellement est le suivant : une fois le principe de sa convocation

de sécurité de l'ONU discuteraient de ses modalités; puis les invitations seraient adressées, y compris à l'OLP. laquelle serait alors libre d'en accepter on d'en refuser les termes : à savoir la unce des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU et, selon toute vraisemblance, le renoncement à la violence. Etant entendu qu'en rejetant ces conditions, l'OLP rait elle-même des négociations.

Les dirigeants jordanieus semblent cependant compter sur l'Union soviétique pour amener le moment venu l'OLP à participer à la conférence dans le cadre d'une délégation jordano-

EMMANUEL JARRY.

Afrique

TCHAD

Mutisme francais sur la mission de M. Wibaux à N'Djamena

M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement fran-çais, a été reçu, le jeudi 30 avril, par le président Hissène Habré à N'Djamena. A l'issue de cet entretien, d'environ une heure et demie, il s'est refusé à tout commentaire, affirment que toute déclaration sur sa mission au Tchad serait un manque de courtoisie à l'égard de ses interlo-

Arrivé à N'Djamena dans la mit de mercredi à jeudi, il est reparti aussitôt après sa conversation avec le chef de l'Etat.

Les informations officieuses solon lesquelles il y aurait « certains malentendus » à lever entre Paris et N'Djamenz (le Monde du 2 mai) ont suscité, jeudi, une réaction de source proche de l'ambassade du Tchad en France: - Certaines informations tendent à nous présenter comme des ingrats vis-à-vis de la France, mais c'est, au contraire. Paris qui ne tient pas ses promesses el ses engagements. >

Rappelant que - la coopération franco-tchadienne se porte bien - et que - N'Djamena ne cherche pas à faire monter les enchères -, on insiste, dans les milieux tchadiens. sur le fait que Paris - n'offre rien pour le moment et n'a pris aucune disposition nour mettre à l'abri des bombardements libyens et des bancs de sable un hélicoptère MI-24 et le matériel capturé dans le Nord ».

De même source, on précise ou'une vingtaine d'experts français se sont rendus à Quadi-Doum, le 23 mars, mais qu'ils ne se sont pas occupés de l'hélicoptère. Les Tcha-diens ont été « choqués » par cette

Dans les milieux français, une certaine irritation a fait suite à la venue au Tchad d'experts améri-cains. Du côté tchadien, on précise que ces experts civils, au nombre de quatre, sont arrivés le dimanche 12 avril à bord d'un avion français. Il est exagéré de dire que les Américains vont prendre la place de la France. Ce ne sont pas quelques experts civils qui vont marquer de façon décisive l'évolution des relations américano-tchadiennes. Il faut simplement que la France adapte sa politique aux nouvelles circonstances », ajoute-t-on de source tcha-

Après la diffusion de ces déclarations, les ministères français de la défense et des affaires étrangères se

> STERN GRAVEVR . depuis 1840

CARTES DE VISITE, INVITATIONS la distinction d'une gravure traditionnelle

cartes et papiers à lettres de belle qualité Atelier: 47, Passage des Panorama PARIS 2º Tél. 42.36.94.48-45.08.86.45 MAROC: l'évasion manquée des enfants du général Oufkir

La Ligue des droits de l'homme estime « sérieux » le chiffre de quatre cents « disparus »

L'image libérale que le Maroc officiel tient à donner de lui-même en a pris un coup, le jeudi 30 avril, au cours de la conférence de presse tenue à Paris sous les auspices de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et de la Ligue française des droits de l'homme (LDH) par trois organisations de défense des libertés dans le royaume chérifien (1), à l'occasion de l'évasion manquée de quatre enfants de feu le général Mohamed Oufkir, internés sans motif judiciaire depuis la mort mystérieuse de leur père en 1972 (le Monde du 28 et du

L'amiral Antoine Sanguinetti, expert de la FIDH et membre du comité central de la LDH, a indiqué que cette dernière « considérait comme sérieux le chissre de quatre cents disparus au Maroc ». M. François Della Sudda, au nom de l'Association de soutlen aux comités de lutte contre la répression au Maroc, a estimé pour sa part, à propos de la famille Oufkir, qu'e il propos de la faintile Odikir, que u fallait remonter à Staline pour trouver un régime se vengeant sur des femmes et des enjants des erreurs politiques d'un père » (le général Onskir avait, selon la version officielle, tenté de faire abattre l'avion du roi Hassan II en 1972).

Il a souhaité que la fuite ratée des enfants Oufkir soit l'occasion d'« un coup de projecteur durable sur la situation des libertés dans cet État de non-droit » (2) qu'est, à ses yeux, le Maroc ; il a laissé ensuite la parole à plusieurs militants maro-cains des droits de l'homme, qui ont apporté chiffres et témoignages.

Il en ressort notamment que les disparus - se divisent en deux grandes catégories : d'une part, des individus condamnés pour des actions politiques violentes (notam-ment une bonne centaine de militaires) ou des adolescents ayant par-ticipé à des émeutes, d'autre part des personnes qui, tels une trentaine de membres de familles d'opposants à la politique de Rabat au Sahara, ou l'épouse et les enfants du général

d'être perents de « traitres au roi ». A l'égard des enfants Oufkir, la FIDH, la LDH et les organisations marocaines se sont étonnées que le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme. M. Claude Malhuret, ait. invoqué la « clémence » d'Hassan II, puisque cette vertu consiste en effet, de la part de qui dispose d'une

ou les crimes ». Or, M= Fatima Oufkir n'a pas, que l'on sache, joué de rôle politique, et ses enfants, qui ont été récemment repris à Tanger par la police — Malika, Raouf, imane et Abdellatif, - étaient tous mineurs au moment de leur « disparition » en 1972 (le général Outkir avait deux autres enfants, dont l'un, malade incurable, serait resté, lors de l'évasion manquée, dans le lieu de détention avec sa mère, et l'autre serait décédé de longue date de mort naturcile).

L'« effet Sakharov»

Parmi les témoignages de parents d'autres « disparus », on relève celui de M. Rachid Manoazi, réfugié politique en France, rescapé des prisons chérifiennes, et frère de M. Hussein Manouzi, opposant politique condamné à mort par contumace en 1971 au Maroc, «enlevé en 1972 à l'aéroport de Tunis par des policiers marocains agissant avec l'accord de la police tunisienne - et qui, en 1975, s'échappa de sa geole marocaine avec des codétenus. Repris, on est depuis lors sans nouvelles de lui.

 On peut craindre qu'il en soit désormais ainsi pour la famille Oufkir », a conclu Mª Michel Blum, ancien président de la FIDH, qui a souligné que « les enfants du géné-ral Oufkir sont à l'évidence innocents bien que leur père ait été un criminel célèbre, auteur notamment Barka à Paris en 1965 ». Mª Blum a également tenu à rappeler qu'il exis-

tait aussi au Maroc des aspects encourageants à côté de graves atteintes aux libertés et que la FIDH « ne condamnait pas globale-ment le régime chérifien, sans pour autant qu'elle puisse fermer les yeux sur les disparus, parce que les positions diplomatiques d'Has-san II sont souvent positives ». M' Blum a souhaité qu'il y ait un « esset famille Oustir, comme il y a eu un effet couple Sakharov en Linion soviétique ».

Enfin, à côté d'une action publique pour les «disparus», l'amiral Sanguinetti a indiqué que la France menait une «action occulte» en leur faveur et que M. Mitterrand, lors de son dermer voyage au Maroc, avait dans sa valise plusieurs dossiers, dont celti de la famille Oufkir. M. Sanguinetti a toutefois rapporté des propos peu encourageants prêtés à ce sujet au roi Hassan II : « Ne me parlez pas des enfants d'Oufkir! Si leur père avait gagné en 1972 je sais où seraient mes propres enfants... »

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

(1) Comités de lutte contre la répression au Marce, Association des parents et amis de disparus au Marce, Association de soutien aux drain de (2) Voir à ce sujet le récent ouvrag

de Claude Ariam, Rencontres quec le Maroc, La Découverte, 200 pages, 80 F.

 La Ligue tunisienne des droits de l'homme demande la libération de son secrétaire gén rai. - Dans un communiqué publié à Tunis le jeudi 30 avril, la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) demande la « libération immédiate » de son secrétaire général, M. Khémaïs Chamary, interpellé mardi, et dénonce cette « mesure répressive » comme étant destinée à « limiter la liberté d'action de la Ligue et à resserrer l'étau autour d'elle ». Elle constate « l'échec de toutes les tentatives entreprises auprès des auto-rités pour connaître le motif de cette

RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : la visite privée en France d'un chef zoulou

M. Buthelezi s'estime encouragé dans son action par le gouvernement de M. Chirac

Le chef zoulou Mangosuthu Gatsha Buthelezi, ministre principal du Kwazulu, l'un des bantoustans sud-africains, a été reçu par M. Jacques Chirac, le jeudi 30 avril, au quatrième jour de sa visite privée en France (le Monde du 29 avril). Le chef du mouvement antiapartheid modèré Inkatha avait déjà rencontre M. Chirac en 1985, alors ou il était seulement maire de Paris. qu'il était seulement maire de Paris. Selon M. Buthelezi, le projet d'établir un gouvernement et un Parle-ment multiraciaux dans la province du Natal (est de l'Afrique du Sud) a vivement intéressé le premier ministre, qui l'aurait qualifié de ministre, qui l'aurait quainte de grande contribution à une solution pacifique. Ce projet dit « Indaba », est défendu par l'inkatha et le Parti fédéral progressiste (RFP, opposition officielle au Parlement blanc), mais il est rejeté à la

fois par l'opposition noire et par le mement sud-africain. MM. Léotard et Malhuret ont

M. Buthelezi a suggéré au pre-mier ministre que M. Fernand Wibaux, conseiller diplomatique du gouvernement, déjà envoyé en mis-sion dans les pays de la « ligne de front », effectue aussi un séjour en Afrique du Sud. Mais M. Chirac lui aurait opposé un refus de principe, la France ne dépêchant pas de tels ssaires à Pretoria.

M. Buthelezi s'est félicité de la qualité de ses entretiens en France. aussi bien avec des personnalités de la majorité (M. François Léotard. ministre de la culture et de la com-munication, M. Claude Malhuret, secrétaire d'État aux droits de l'homme, M. Jacques Chabannationale, M. Alain Poher, président du Sénat, etc.) qu'avec M. Michel

MM. Léotard et Malhuret ont annoncé mercredi qu'ils apportaient leur soutien au projet « Indaba ». M. Léotard, qui a reçu M. Buthelezi en tant que secrétaire général du Parti républicain, a jugé cette rencontre « très cordiale et très positive ». « Nous avons des attitudes très proches si ce n'est communes », a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Mal-huret a réitéré son opposition à la fois à l'apartheid et aux » solutions violentes ». Il a rappelé qu'il avait reçu, il y a quelques mois, le président du Congrès national africain (ANC, interdit). M. Oliver Tambo, et les dirigeans de l'UDF (Front démocratique uni, principal mouvement anui-apartheid légal).

LIBAN SUD

Un raid sur le camp de Myeh-Myeh fait 14 morts et 37 blessés

La chasse israélienne a effectué, le vendredi 1= mai, le raid le plus artrier de l'année contre le camp de réfugiés de Myeh-Myeh, à l'est de Saïda (43 kilomètres au sud de Beyrouth), tuant quatorze Palestiniens et en blessant trente-sept autres, en majorité des civils. Les appareils israéliens ont largué, en trois vagues, une quinzaine de bombes de 1500 kilos chacune, seion un responsable militaire du

Cinq permanences des trois comsantes principales de l'OLP - le Fath, le Front démocratique (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP de M. Georges Habache) - ont été entièrement détruites, out constaté les correspondants sur place. En outre, au moins quinze habitations du camp, qui abrite plus de deux mille réfugiés, ont été très gravement endomma-

qui qualifie ce raid de « véritable nassacre contre les civils », sept habitants - dont deux enfants de moins de quatre ans - et sept comcivils, en majorité des femmes, des adolescents et deux enfants de moins de quatre ans, out en outre, esés, ainsi que quinze combat-

Aussitôt après le troisième bom-bardement, des habitants accourus sur les lieux tentaient de dégager ombres le corps d'un enfant de deux ans qui jouait dans une des comme toutes les autres positions palestiniennes dans ce secteur, depuis le début du mois d'avril.

En effet, l'état d'alerte maximum avait été décrété dix jours plus tôt après que trois raids héliportés israé-liens eurent été effectués en avril contre la région de Salda, faisant quatre morts et dix-sept blessés.

La panique a gagné la population du camp, et plusieurs familles ten-taieut de fuir à pied, parmi les colonnes de fumée blanche, les sirènes d'alarme des ambulances et le bruit des tirs des batteries antiaériennes, vers les faubourgs de

Ce même vendredi après-midi, deux postes de la Force intérimairedes Nations unies au Liban (FINUL) ont été la cible de tirs d'armes automatiques en provenance de positions israéliennes. Le Liban a déposé jeudi une plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU contre les « dernières agressions israéliennes » au sud du

Par ailleurs, l'hebdomadaire Al Chiraa, qui avait révélé en novembre dernier l'affaire de la vente d'armes américaines à l'Iran. affirme qu'un fonctionnaire iranien de l'ambassade d'Iran a été récem-ment enlevé par le Parti socialiste progressiste (PSP, du chef druze Walid Joumblatt), en vue de l'échanger contre l'emissaire angli can Terry Waite, disparu depuis le 20 janvier. - (AFP.)

22.2.2

1000135

Section 2

5157457 TE 4

<u>ඇත්තේ එලාගමෙ</u>

ment from the co

Ratter & messe de

The state of the s

the name are let

ಡಪ್ಪಡೆಯ ಸಂಗ್ರಹ

The St. Compan. Co. was

BETTER THE STATE OF THE

For a restrict to the

riteres erre ...

The second of the second

State of the second

THE RELEASE OF

Printer than the

that is an in-

Address in

And Cart is series.

SEAST CONTRACTOR

See Contract

Se Steel or

Seminario.

A A STATE

Sea 5 ---

Plus de seize mille morts dans les guerres avec les pays arabes. — La ministère israélien de la défense a annoncé, le jeudi 30 avril, que 16 200 soldats et civils iens ont étá tués et 36 384 autres biessés au cours des guerres menées depuis 1948. Les Israéliens ont eu 6 087 tués (soit 1 % de la population de l'époque) lors de la guerre de l'indépendance (1948-1949), 232 morts pendant l'expédition de Susz (1956), 785 morts pen-

dant la guerre de juin 1967, 1 414 morts durant la eguerre d'usure a qui l'a suivie. 2 676 tués pendent la guerre d'octobre 1973. 1 936 tués dans des opérations contre des combattants palestiniens entre 1974 et 1982 et 1 154 morts durant la guerre du Liben (1982-1985). Depuis leur retrait du Liben, les Israéliens ont eu 294 tués au cours de divers accrochages. (AFP.)

Le président Moubarak accuse l'OLF de vouloir chercher à se battre jusqu'au dernier soldat égyptien

de natre correspondant

Le président égyptien Hosni Mon-barak a menacé d'adopter de nou-velles mesures de rétorsion à l'égard de l'OLP, « au cas où l'Egypte serait en butte à de nouvelles attaquer - de la part de l'Organisation palestinionne. « Dans ce cas, je ne me tairai pas et j'aurai toutes les raisons de ne pas le faire », a ajouté le rais, au cours d'une longue dia-tribe contre l'OLP, dans son discours à la nation, à l'occasion du

Justifiant la fermeture des bureaux et organisations annexes dépendant de l'OLP, le chef de l'Etat a indiqué que le différend avec l'OLP remontait à plusieurs mois et n'était pas uniquement dû aux résolutions adoptées la semaine dernière par le Conseil national palestinien. Citant diverses déclarations de responsables palestiniens au cours de ces deux derniers mois, le raß a laissé entendre qu'il avait été particulièrement choqué par la partie de la résolution de la réunion d'Alger qui évoque « le soutien de la lutte du peuple égyptien et de ses forces patriotiques pour mettre un terme à la politique de Camp David». Il a précisé, à cet égard, qu'il n'était pas question d'abroger les accords de Camp David tant qu'il sera au pouvoir, « car cela signifierait une déclaration de l'état de guerre avec Israël », et a accusé l'OLP de « chercher à nouveau à se battre jusqu'au dernier soldat égyp-

tien ».

Le président Moubarak n'a pas caché sa déception à l'égard de e l'ingratitude » de l'OLP, M. Yasser Arafat - « que je respecte », a-til dit mis à part. Amer, il a énuméré « tout ce que l'Egypte a fait pour l'OLP » depuis décembre 1983, au terme du siège de Tripoli, « quand Israël voulait couler ses bateaux ». Nous avons même accepté, à cause d'eux, la détérioration de nos relations avec certains Etats .. 2-1-il ajouté, en se référant implicitement à l'affaire de l'Achille Lauro, et octobre 1985, et à ses conséquences sur les relations égypto-américaines. On sait que, depuis, le rais n'a tou-jours pas remis les pieds aux Etats-Unis. Autre conséquence indirecte de cette affaire, Washington a été la capitale occidentale la plus tiède en ce qui concerne le soutien de l'Egypte auprès du FMI, dont Le Caire a absolument besoin pour renflouer sa balance des paiements.

Ce qui inquiète le plus les quelque quarante à cent mille Palestiniens sidant en Egypte, dont certains se sont vu retirer leurs armes malgré un permis de port du ministère de l'intérieur, c'est que la dégradation des relations entre l'OLP et Le Caire finisse par les toucher. La décision de fermer les bureaux de l'OLP a, jusqu'à présent, reçu un écho assez favorable parmi la population. Cette situation pourrait déboucher, si l'escalade se poursuit. sur un sentiment antipalestinien croissant, pareil à celui qui avait prévalu après l'assassinat de l'écri-vain égyptien Youssef El Sebal, par un commando de l'OLP en

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Le Monde sur minitel-L'ACTUALITÉ EN DIRECT

36.15 TAPEZ LEMONDE

En beatifiant & Cu Paul II s'élève

Service of the

Land Mittell &

"277 . THE WARRING WITH tier eine, ser gund THE PERSON NAME AND ADDRESS OF OF WHITE SAME ! trattur & come a

Alas Pa fore # Con Con Control Cartain for Julie ALT POPICS ON COMMENT

Artic probability A LELE Quelente des

FOUGOSLAVIE time dissident Dragoslav Para mé à trois ans de « sale

in treathe, is sing of mortales de STATE OF STATES OF STATES OF STATES STANDS 486 46 NAME Cr ichter min Total Paris and Control Paris Titte de Zagrie, es

Europe

En béatifiant à Cologne Edith Stein, juive morte à Auschwitz

Jean-Paul II s'élève contre le racisme et l'antisémitisme

Paul II devait se rendre successivement dans la Ruhr pour rappeler la doctrine de l'Eglise sur le travail, et à Munich, pour béatifier le Père Rupert Mayer, un jésuite résistant

COLOGNE

de notre envoyé spécial

A Auschwitz le 7 juin 1979, Jean-

Paul II s'agenouille devant le mémo-rial du « Golgotha » des temps

modernes. A Vienne, le 11 septem

bre 1983, il plante une croix sur la

Heldenplatz, la célèbre place des Héros, d'où Hitler, en 1938, haran-

guait les foules autrichiennes. Déjà

jalonné d'images-choc, le pèlerinage du pape à travers la mémoire blessée

de l'Europe a franchi, à Cologne, le 1= mai, dans un stade rempli par

plus de soixante-dix mille Alle-

mands enthousiastes, une étape sup-

Il a proclamé bienheureuse de

l'Eglise catholique une juive conver-tie — cas unique de l'histoire — mar-tyrisée à Auschwitz. Il a exalté la

protestantes allemandes hostiles au nazisme, qualifié « d'idéologie nés d'esprits déments sévissant avec une

sauvagerie crépusculaire contre

tous ceux qui avaient le courage de

défendre les juifs ». Enfin, chei

Attentats |

détruite vendredi matin 1" mai

sistance de figures catholiques et

plémentaire et spectaculaire.

Le samedi 2 et dimanche 3 mai, Jean- antinazi. Le temps fort du début de ce deuxième voyage du pape en Allemagne fédérale a été la messe de béatification d'Edith Stein, prosoncée vendredi 1º mai, au grand stade de Cologne, devant

72 000 personnes, parmi lesquelles le chan celier Helmut Kohl et M. Johannes Rau. ministre-président de Rhénanie-Westphalie. candidat malheureux du SPD à la Chancel-

plein de vénération, a dit le pape au Conseil central des juifs à Cologne, Elle était née un jour de Kippour en 1891, et Jean-Paul II a compacé Edith Stein à Esther, . fille d'Israël nous voulons réfléchir aux consécaptive de Babylone » dont la célèquences effroyables que ne manquebre supplique (« Seigneur, viens à raient pas d'avoir le reniement de mon secours... ») est récitée par tous les juifs le jour du Grand Pardon. Dieu et la haine raciale collective. (...) Nous commémorons par De même l'Evangile de la messe de béatification a été celui de la Samasolidarité fraternelle le martyre nombreux peuples d'Europe et fai-sons acte de foi en un engagement ritaine, à qui le Christ dit : «Le salut vient des juifs...» commun, pour renouveler la civili-sation de l'amour, ici, en Europe, pleinement animés des meilleurs Le choix des personnalités qui ont

Idéaux juifs et chrétiens. » Antisémitisme, racisme, persécutions religieuses, voilà l'ennemi, répète le pape aux étapes d'un deuxième voyage en Allemagne fédérale dont les catholiques les plus bienveillants eux-mêmes ne voyaient ni l'urgence, ni la cohérence, et qui se transforme en appel à une résistance active. Théologien en rupture avec Rome, Hans Küng avait déclaré à la presse, à la veille de l'arrivée de Jean-Paul II, que celuici allait aborder des thèmes sans tapport « avec la politique inté-rieure catastrophique de l'Eglise et du Vatican ».

Les Verts attaqués

Comme celui de Lyon, en octobre dernier, où l'exemple de figures saintes jocales était également exalté, ce voyage en Allemagne est une sorte de pèlerinage de la noire et de la catéchèse vivante. Certains jugeront pourtant trop rapide le raccourci effectué par le pape à Münster. Le vendredi 1e mai

au soir, il s'est longuement recueilli à la cathédrale sur la tombe du comte et cardinal von Galen, le seul prélat allemand à avoir protesté peudant la guerre, dans des sermons restés célèbres, contre les méthodes

En août 1941, l'évêque de Münster s'était notamment révolté contre l'extermination des invalides, afirmes et malades incurables. Prétexte pour Jean-Paul II à souligner l'actualité brulante - de la question de l'euthanasie et de l'avortement dans un message à destination spécifiquement allemande : « Aucun mouvement pacifiste, a-t-il déclaré, ne mérite ce nom s'il s'attaque avec la même force à la vie du fœtus. Aucun mouvement écologique n'est à prendre au sérieux s'il ferme les yeux sur l'extermination d'un nombre incalculable d'enfants viables dans le giron de leur mère. »

La veille au soir, les « femmes des Verts » avaient organisé une Nuit de Valpurgis et, protestant contre l'inquisition antiféministe dans l'Eglise, une procession autour de la cathédrale de Cologne. « Plutôt sorcières sur la terre qu'anges au ciel », proclemaient leurs bande-

Des groupes d'homosexuels ont défilé dans les rues le 1" mai, ainsi que des contestataires, le visage recouvert de masques du pape et d'hommes politiques allemands, dénonçant la collusion entre les

Eglises et l'Etat fédéral.

AUTRICHE : les suites de l'« affaire Waldheim »

Le chancelier Vranitzky maintient sa visite aux Etats-Unis

de notre correspondante

Le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, a décidé de maintenir son voyage à Washington prévu du 17 an 24 mai, en dépit de la décision du département américain de la justice d'interdire au président Kurt Waldheim l'entrée aux Etats-Unis. Le chancelier a pris cette décision - après mure réflexion dans l'intérêt de l'Autri-che », estimant qu'un « isolement volontaire ne contribuerait pas à résoudre les problèmes ». Le ches du gouvernement profitera de son séjour pour prendre des contacts avec la presse américaine afin d'expliquer la position de l'Autriche. Le chancelier a pris cette décision contre une forte opposition non seu-lement du président Waldheim mais aussi du ministre des affaires étran-

gères, M. Alois Mock, qui auraient préféré que ce voyage fût annulé. L'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Ronald Lauder, a 616 convoqué jeudi au ministère des affaires étrangères pour être informé par M. Mock du « rejet formel des accusations injustifiées élevées contre le président Waldheim » par le gouvernement. M. Mock, qui estime que les relations austroaméricaines « sont soumises à leur plus dure épreuve depuis 1945 », a invité M. Lauder à mettre à la dis-

position du gouvernement autrichien

tous les documents sur la base des-

quels le département de la justice a

pris sa décision. Par ailleurs, M. Kurt Waldheim a déclaré ven-

dredi qu'il n'envisageait pas de

CK3C I

démissionner, jugeant qu'un tel geste - ne servirait en rien les intérêts du pays .. Un sondage publié dans le quotidien conservateur Kronenzeitung indique que 74 % des Autrichiens estiment que M. Waldheim doit rester à son poste, 19 % étant d'un avis contraire. Le président autrichien a commenté la décisions du département américain de la justice en marge d'une réunion d'anciens combattants de la seconde guerre mondiale en la mettant sur le compe du « labby de la côte est des Etats-Unis .. qui s'est montré, selon

M. Mock a indiqué que le prési-dent de la République effectuers son premier, voyage bors d'Autriche en Jordanie du 1e au 4 mai, à l'invitation du roi Hussein. M. Waldheim a également reçu des invitations à se rendre en Egypte et en Hongrie.

WALTRAUD BARYLL

• Une Roumaine d'origine rest. - Une ressortissante roumaine d'origine allemende qui voulait émigrer en RFA s'est immolée par le feu le lundi 27 avril à Bucarest, a indiqué vendredi un porte-parole du ministère des affaires étrangères ouestallemand. Bonn a refusé de révéler l'identité de la victime, âgée d'une sobtentaine d'années. Elle se rendait lorsqu'elle a été empêchée d'y pénétrer par la milice roumaine. Elle s'est alors versée sur le coros un liquide inflammable et y a mis le feu. Elle est morte à l'hôpital. Bonn a demandé à Bucarest des explications sur ce drame. — (AFP.)

le camp de Myeh-Myel morts et 37 blessés permanences, vide de cont a effectué, aid le plus

LIBAN SUD

OLP - L

et ic Front

E in Palos-

ierement

WALL DROVEN

de POLP,

a véritable

dit . sept

sfesta de

et 36 384

palestiniennes dans cr kg depuis le début du mois d'ani ret, a l'est as sud de En effet, l'état d'alene evait été décrété dix jour le après que trois raids hélipus. hem eurent été effectué par la région de Catalonne de Catalon contre la région de Saita azaine de

quatre morts et dix-sepi bles La panique a gagné la par du camp, et plusieurs famil taient de fuir à pied, par colonnes de fumée black sirènes d'alarme des ambies le bruit des tirs des banois aériennes, vers les father Sarda.

Ce même vendredi api deux postes de la Force me des Nations unies at (FINUL) ont été la cibe d'armes automatiques at nance de positions israffin Liban a déposé jeudi un devant le Conseil de santi-PONU contre les - denibe sions Israeliennes . In E

Par zilleurs, l'hebden Al Chirac, qui avan mi novembre dernier l'affan vente d'armes aménesies: affirme qu'un fonctioninde l'ambassade d'Iran a éin ment enlevé par le Pan a progressiste (PSP, de del Walid Joumbiatt), es e Pechanger contre l'émisse can Terry Waste, cispan & 20 innvier . - 457

dant la guerre de jus-1 414 mons dirent his d'astra a qui la suile 25 pendant la guere dimm 1 936 tuda pars ces pe comments des companiers de erare 1974 of 1932 et 118 durant la guerre du Ligit . **198**5). Gezus leur remita les israélens ont eu 294: cours de divers accorr

EGYPTE

Moubarak accuse I'0 r chercher à se battre lernier soldat égyptie

Le président Moutant enché sa décertion) E ser Arafat - - asay mad didentification Attender - topi se que l'Espais TOLP - depute decembe terme du siège de Tapis Iwail soulait coule tale . Nous avera même atten 1 Zgrpu Cents, la Gérénoranes de plants area comercial Eleajdelf. on se referen imit \$ 13513.00 to 14.000 to October 1855, 21 a St. 222 Bed fer relation egypter On Mit que, sepen la Ta pour pas fema as pess Unis. Acres consequents de cere allere, Water CAPILLE MANTETURE LETA

CE QUE COSCETTO A MI PENPIS BUTTER ET الم المستناد و المستنا Ge del manure e dales. The second of th l'interiore, con que la dre relations com t areis fet Le Caure The second in the POLP 2 1-44-1 Seles and lay radio many unter de la 40 de 200 Inist. Colle Brudit

Mir 22 Serverse Limits CARLES AND A COLUMN --ALEXANDRE SUCCE pote é si des égy

LITE EN DIREC

contre des églises Cologne (AFP). - L'église catholique Saint-Brictius, du villege de Hürth-Stotzheim, près de Cologne, a été complètement

> par un incendie très probablement d'origine criminelle. L'église était située à soule ment quelques kilomètres du stade Müngensdorf de Cologne où le pape Jean-Paul II a prononcé vendredi la messe de

Edith Stein. La police suppose que cet incendie est en rapport avec la Agnès, située au centre de Cologne, et qui a été recouverte vend'inscriptions antichrétiennes, appelant notamment à « brûler les

d'une Eglise à qui on a reproché avec constance son silence sur les horreurs du passé, il a élevé la voix pour dénoncer ce qu'il juge aujourd'hui être des atteintes à la vie: avortement, enthanasie, manipulations géaétiques, stérilité volon-taire des couples, allusion directe à la crise démographique allemande. La mémoire contre l'oubli et la banalisation du crime. La parole et l'engagement contre le renonce-

Le pape venait-il à Cologne béati-fier Edith Stein, la philosophe juive allemande gazée à Auschwitz, ou Bénédicte de la Croix, la convertie carmélite nourrie de philosophie avec Max Scheler, de mysticisme avec Jean de la Croix, de fisiement avec Thomas d'Aquin - égaleme les auteurs favoris de Karol Wojtyla, - déportée de son couvent de Hoilande à la suite de représailles visant l'épiscopat catholique, qui avait dénoncé, en 1942, l'antisémitisme des nazis (le Monde du 30 avril)?

es nazis (le Monde du 30 avril) ?

Edith Stein et Bénédicte de la Croix ne font qu'une. Avec un luxe de détails symboliques, les cérémonies de Cologne n'ont eu pour but que de souligner la double filiation spirituelle — juive et chrétienne — d'une figure de l'histoire allemande moderne, dont le pape a voulu faire la «synthèse pathétique» des drames du siècle et de ses formes de

Appel

Christ dans sa vie. >

concélébré avec le pape n'était pas non plus dû au hasard : le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, dont la mère aussi a été tuée à Birkenau,

le cardinal Macharski, archevêque

du diocèse de Cracovie, sur le terri-

toire duquel se trouve Auschwitz, le

cardinal Meissner, archevêque de Bertin, symbole de l'Europe coupée

en deux, puis l'archevêque de Tokyo, seul cardinal d'un pays qui a

Le pape s'est surtout attaché à

dissiper les craintes que l'annonce de la béatification d'Edith Stein avait soulevées chez les juifs, qui ont

parlé à son propos de « travestisse-ment hagiographique ». Baptisée, elle n'a jamais rompu, a-t-il dit, avec son peuple d'origine. C'est parce que juive qu'elle a été tuée : « Au camp

d'extermination, elle est morte en fille d'Israël. » Autre souvenir

d'Esther: «Elle a vu dans son

impuissance apparente, a ajouté le pape, un dernier moyen de rendre

Mais Edith Stein a aussi donné un

es chrétien à sa mort et au « sacri-

fice » qu'elle pressentait : « Plus les

croix gammées se multipliaient

dans les rues, a dit Jean-Paul IL, et

plus haut se dressait la croix du

à la résistance

un dernier service à son peuple.

alement souffert, le Japon.

terminée, le pape a reçu les repré-sentants de la communauté juive allemande, réduite à 30 000 per-sonnes. Malgré le souci d'explication onnes. Maigre le souci d'explication - près de 200 000 exemplaires du fascicule ont été distribués par l'archevêché de Cologne, - la ques-tion reste posée de l'impact d'un tel geste du pape sur la réconciliation des juifs et des chrétiens, en Allema-

Certaines déclarations ne servent pas objectivement le dialogue. Présent à Cologne avec vingt-cinq membres de sa famille, le neven d'Edith, M. Gerhard Stein, a par exemple déclaré que la béstification de sa tante était « un monument spirituel que l'Eglise bâtit pour tous ceux qui sont morts par les persécutions nazies ». En revanche, Mª Suzanne Batzdorff, nièce d'Edith Stein a critiqué l'attitude de l'Eglise sous le III. Reich et déclare : « Je suis toujours convaincue qu'elle est un martyre juive, une parmi les six mil-lions de victimes juives de l'holocauste, une parmi les quatre de notre famille ».

A la question de savoir si elle était heureuse d'avoir assisté à la béatification de sa tante, elle a répondu « J'aurai été plus heureuse si elle avait pu être sauvé par l'Eglise catholique. C'est précisément la crainte de toute « sacralisation » de la Shoah, d'où qu'elle vienne, qui avait déjà conduit les juifs à protester contre l'installation d'un carmel aux portes du camp d'Anschwitz et à le faire déplacer.

La portée symbolique de ce pèle-rinage allemand dépasse cependant la seule question des rapports judéo-chrétiens. « En respectant un stlence

se met en 7 pour vous 1er JOUR



Louer une voiture est chose facile et peu onéreuse. La conduite à gauche réserve quelques petits gags sans danger. Décou-vir les 4 côtes si différentes est un ravissement. Nous visiterons Mont-Orgueil, forteresse dominant le beau part de Garey. Friende balade sur les immenses plager

Sur cette ile, c'est incroyable ce qu'il y a pour se distraire. Les sports: golf, surfing sur les rouleaux de 51-Ouen, tennis, équitotion. Et le soir, cabarets et spectodes de music-hall : girls et numéros de grande classe. Fort-Régent est un lieu extraordinaire : jeux de toutes sortes, fête 2° JOUR 1

l'ambience. Les pubs fleurant bon le bois patine, le cuir et la bière brune. Les hôtels où, le soir, nous dinons et dansons vêtus comme des princes. La rencontre avec les Jersiais si occueillants, fait de cette journée de contact une journée chaleu-



"Shopping" le mot qui a un si jaii son. Dans les rues piétonnes de St-Hélier la capitale, c'est la tentation malérialisée: costmeres, shelland, disques, parfums, bijoux, sans oublier whisky et tabac. Le "free of taxes" permet de faire quelques économies. Les valises vont souffrir,



la campagne pomponnée. Des champs de fleurs, ençore des champs de fleurs. Des primeurs cultivées à profusion. Des prés bien gras où règnent les petites vaches jersiaises. Des fermes-manoirs enchassées dans la verdure, enfin, tout ce qui rend la vie digne d'être vécue.



Ah, les breakfasts jersicis: œufs, bacon, marmelode d'orange, toasts grillés c'est un bon départ pour la journée. Nous partons dénicher une bonne table, et il y en a ! Les petits homands gnillès, les poissons frais du jour, les pâtissenes nappées de la fameuse crème de Jersey. Et pour accompagner tout cela, les meilleurs vins français. Ah I JERSEY!



Aujourd'hui, c'est notre journée "écolo". Nous allons visiter la réserve d'animerveilleux site paradisiaque, gorilles, orang-outans, lémunens, oiseaux rares, etc... coulent des jours paisibles. Ils s'y reproduisent, bichonnès par l'équipe de

	þ
	Po Co
(1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1) (1)	coul ce d
	N

NOM	
ADRESSE_	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	u

YOUGOSLAVIE

Le dissident Dragoslav Paraga condamné à trois ans de « silence »

BELGRADE

de notre correspondant A l'issue de six jours d'audience,

le dissident Dragoslav Paraga a été condamné, le jeudi 30 avril, par le tribunal de Zagrob à six mois de réclusion avec sursis. Cette peine est assortie d'une interdiction de s'exprimer en public et de faire des déclarations pendant trois ans. Le tribunal avait entendu cinq témoins à charge, y compris le directeur de la prison dans laquelle Paraga avait déjà purgé quatre ans de réclusion pour avoir présenté d'une façon « mensongère » la situation des prisonniers politiques en Yougoslavic.

En revanche, le tribunal a rejeté près de soixante dix documents à décharge présentés par la défense et a refusé d'entendre treize témoins, dont onze avaient déjà publié dans un journal slovène une lettre soulignant que la situation des prisonniers politiques était « bien pire » que celle présentée par Paraga.

Co verdict relativement clément (Paraga risquait trois ans de réclusion ferme) paraît destiné à apaiser l'opinion publique, qui s'était mobi-lisée contre ce proces, y compris le cardinal Kuharic, archevêque catholique de Zagreb, qui était intervenu en faveur de l'accusé (le Monde du

PAUL YANKOVITCH.

JERSEY l'Île Fleur, un merveilleux séjour

TAPEZ LEMONDE

Nouveau vent de fronde contre M^{me} Barzach

Le projet de loi relatif aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire a été adopté, le jeudi 30 avril, en première lecture, par l'Assemblée nationale.

La majorité (UDF et RPR) a voté pour le texte de M. Barzach. Le Front national, jugeant trop timorée cette réforme, s'est abstenu, tandis

Il n'est pas fréquent de voir le président de la commission des affaires sociales, M. Jacques Barrot, en colère dans l'hémicycle. Pourtant, dans l'après-midi du jeudi 30 avril. le député centriste, furieux, a gravi quatre à quatre les marches qui séparent le banc de la commiss de celui où étaient regroupés un petit noyau de députés UDF récalcitrants qui souhaitaient, par amendement, donner un coap de pouce supplémentaire aux établissements nitaires privés. M. Barrot, le doigt tendu, a tancé les élus UDF qui menaçaient de déborder le gouver

Objet du litige : le fait que, dans le projet de réforme hopitalière, le regroupement des établissements privés soit autorisé, mais au prix d'une réduction du nombre des lits. Pour un certain nombre d'élus de la majorité, le secteur privé hospitalier ferait ainsi les frais de l'inflation de lits dont le secteur public serait le principal responsable. C'est du moins l'argumentation qu'ont défendue tour à tour MM. Bernard Savy (apparenté RPR, Nièvre) et Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques). Les amendements qu'ils ont déposés tendaient à pla-fomer la réduction du nombre des lits imposés par la loi. « Vous ouvrez de fausses fenêtres, a lancé M. Lamassoure en direction de M= Michèle Barzach. Vous prenez d'une main ce que vous donnez de l'autre. La symétrie n'est pas juste entre le privé et le public », a-t-il ajouté, avant de présenter un amen-dement plafonnant à 5 % la réduction du nombre des lits.

L'amendement déposé dans le même sens par M. Savy avait été repoussé, mais celui de M. Lamassoure semblait avoir le soutien de tës UDF, parmi les quels MM. Bruno Durieux (Nord) et Jean-Marie Daillet (Manche).

Prenant la parole pour calmer ses troupes rebeiles, M. Barrot a admis le bien-fondé, dans l'esprit, de ces amendements: « Nous souhaitons en effet que le privé soit traité avec la même équité que le public », a-t-il dit, en demandant à Mª Barzach de s'engager à rétablir l'équilibre entre les deux « dans un esprit de complé mentarité ». Mais le secrétaire général du CDS a demandé le rejet de ces amendements, jugeant inutile de bloquer à l'avance les négociations qui seront engagées dans ce domaine avec les intéressés avant la parution des décrets d'application.

C'est également le point de vue qu'a défendu le ministre de la santé, affirmant ne pas comprendre le procès d'intention » que lui faisait une partie de la majorité. Rappelant que le groupement des établissements privés était - un plus - de sa réforme, M= Barzach a expliqué qu'elle ne souhaitait pas que l'on fige dans un cadre rigide ce qui devrait découler d'une concertation avec la profession.

Améliorer la situation légale des

mariés, tout le monde est pour. Le projet de loi de M. Claude Malhuret sur l'autorité parentale (le Monde

du 13 mars) a donc été adopté sans

opposition par la commission des lois de l'Assemblée nationale le mer-credi 29 avril, les commissaires du PS, du PC et du FN ne prenant

pas part au vote ou s'abstenant. Le dispositif juridique du secrétaire

d'Etat aux droits de l'homme a pour-

tant été jugé bien léger par la tota-

Le financement des partis politi-

ques ne sera pas réglementé dans un

proche avenir. C'est en tout cas la

conclusion qu'a tirée M. André Rossi (UDF, Aisne) après la réponse que lui a faite M. Charles

Pasqua sur ce sujet, le mercredi

9 avril, à l'Assemblée nationale, lors

de la séance consacrée aux questions d'actualité. Le député barriste avait

demandé au premier ministre s'il

« accepterait la création d'un

groupe de travail dont les membres désignés à parité par le parlement et

par le gouvernement, seraient

Financement des partis politiques:

plus tard...

que les députés socialistes et commun lénoncant cette « restauration », votaient contre. le renouvellement quinquestnal des chefs de service (le Monde des 29 et 30 avril), le ministre délégué chargé de la santé et de la famille a essuyé un second grain à propos de l'équilibre entre le secteur public et le secteur privé.

« Je ne fais pas de procès d'intentions ! », a répliqué M. Lamassoure en insistant sur le fait qu'il ne demandait pas l'application d'un taux uniforme, mais seulement celui d'un plafond.

Vous mettez des baskets au privé! >

Sautant sur cette trop belle occasion de verser un pen d'huile sur le feu majoritaire, M. Claude Barto-lone (PS, Saint-Denis) a expliqué que les amendements Savy et Lamassoure ne faisaient que pousser jusqu'au bout la logique libérale de Mª Berzach en donnant des avantages « exorbitants » au privé. « Vous faites un croche-pied aux établissements publics et vous mettez des baskets au privé. Mais M. Lamassoure est cohérent, il tire les leçons de votre projet, a protesté M. Bartolone. Cela va ranimer la guerre entre le public et le privé. -

A l'issue d'un scrutin public demandé par le RPR pour imposer à ses amis de l'UDF la discipline majoritaire, l'amendement Lamas-soure a finalement été repoussé : seuls de la majorité, MM. Savy et Lamassoure sont allés jusqu'an bont

Le ministre de la santé a demandé, d'autre part, à l'Assem-blée nationale de rejeter les amende-

Après la fronde des députés de la majorité sur

ments socialistes tendant à ce que les services et les départements hos pitaliers soient mis sur pied d'égalité. Certains amendements de la commission ou du gouvernement ont, en revanche, en pour but de bien préciser les prérogatives des chefs de service nouvellement réins-

C'est ainsi notamment que l'article 8 du projet de loi a été complété par la précision suivante : « Le chef de service a pour rôle d'organiser le ctionnement technique du service, d'en proposer les orientations médicales et de régler les rapports avec l'administration. » M. Jean Bardet (RPR, Val-d'Oise), à l'origine de cet amendement, a estimé que le chef de service étant obligé. pour son renouvellement quinquennal, de présenter un rapport d'activité, il devait - avoir les moyens de définir les grandes lignes de l'orientation de son service ».

S'agissant, enfin, des pôles d'activité à la tête desquels, par déléga-tion, se trouveront nommés de jeunes praticiens, la majorité a sonhaité préciser qu'ils scralent « créés ou supprimés sur proposition du chef de service concerné » par une délibération du conseil d'administra-

PIERRE SERVENT.

En attendant la vraie réforme

reconnu : la texte de loi que vient d'adopter le Parlement n'est cu'une « étape ». Seion le ministre de la santé, la véritable réforme hospital'hôpital de l'an 2000 et qui intégrera les réformes du budget global, du statut des personnels hospitaliers, des directeurs d'hôpitaux, de la carte sanitaire et de l'hospitalisation à domicile... - ne sera élaborée que

plus terd. Vivement demain donc. A n'en pes douter, la départementalisation hospitalière sera la « vedette » de cette future (oi. De droite comme de gauche, pendant trois jours, tous les députés n'ont cessé d'en vanter ses mérites. Au point d'ailleurs qu'un observateur peu averti pourrait se demander pourquoi la loi Barzach en supprime e caractère obligatoire...

L'autre point d'accord entre la droite et la gauche a concerné opposition au principe du quinquennat : quasiment tous les députés ont condamné le principe de la nomina-tion des chefs de service pour cinq ans. Les reisons en étaient certes différentes : à droite, certains députés semblaient recretter le mandarinat d'antan. A gauche, on s'est inquiété de la « mise sous surveillance » des chefs de service regrettant la procédure d'élection des chefs de département par les médecins hospitaliers pour une durée de quatre ans instau-rée par la loi de 1984.

Le projet de loi sur l'autorité parentale

adopté sans opposition

sont efforcés de lui donner un peu plus de consistance juridique. Résul-

tat, le texte a été pratiquement

entièrement réécrit, sans que pour autant son esprit en soit modifié.

matière a pourtant été mise en cause

par M. Mazeaud, qui n'est pas per-

suade qu'il soit besoin d'une loi pour

chargés de formuler des proposi-

tions quant au financement des

partis politiques et des campagnes électorales ». Il avait ajouté : « Quel

délai donneriez-vous à ce groupe pour qu'il mêne à bien ces travaux? Enfin, serait-il autorisé à étudier

l'origine de financement des spots politiques à la télévision? » Le ministre de l'intérieur s'est contenté

de lui répondre : « La question est à

l'étude. Quand ces études seront

achevées, nous ne manquerons pas

d'en faire connaître les résultats au

La nécessité de légiférer en la

lité des commissaires, qui, conduits par leur rapporteur, M. Pierre Mazeaud (RPR, Hauto-Savoio), se du projet gouvernemental.

principe du quinquennat qui devrait inquiéter que le pouvoir quasi discré-tionnaire accordé au ministre de la santé : c'est à lui, en effet, qu'il d'activité rédigé tous les cinq ana par le chaf de service et de décider du ranouvellement de son mendat. Il s'agit, à l'évidence, d'une procédure lourde - il y a plus de cinq mille chefs de service - exposant aux risques d'una politisation de cas nominations. Une structure indépendants n'aurait-elle pas été préférable ?

Pour le reste, la discussion perlementaire n'a donné lieu à sucune surprise. La « lobby du privé » a bien essayé, au cours de diverses escarmouches, de se voir accorder par MP Barzach d'autres avantages que celui de pouvoir regrouper plusieurs ments privés. En vain. Le ministre de la santé a préféré laisser planer un doute dans l'attente de la publication des décrets d'application

Ce n'est donc pas au cours de ces trois jours de discussions que l'on a pu voir se dessiner le profit de l'hôpital de demain. Peut-être les regards étaient-ils déjà tournés vers le conseil des sages, tant il est vrai que c'est de la santé de la Sécurité sociale que dépendra en grande partie le sys-

M. Mazeand a surtout fait remarquer que - la garde conjointe ne

saurait concerner que des parents décidés à collaborer et qui sont

accues à cottaborer et qui sont prêts à s'entendre sur les options fondamentales en matière d'éduca-tion. Il est évident, en effet, que ni le législateur ni le juge ne peuvent

imposer aux parents de s'enten-

Il a donc profité de l'occasion pour se livrer à un véritable toilet-tage de la législation. Considérant

que la notion de garde > des

enfants (le parent ayant la garde disposant automatiquement de l'autorité) était difficile à définir

avec précision, M. Mazeaud propose

de la remplacer par celle plus pré-cise d' - exercice de l'autorité

parentale » dans tous les articles du code faisant référence à la première.

Avec l'accord de la majorité, M™ Paniette Nevoux (PS, Val-de-

Marne) a, d'autre part, fait adopter

un amendement rendant obligatoire l'audition, par le magistrat, des enfants de plus de treize ans, si les

parents sont en désaccord sauf en

cas d'impossibilité on d'inconvénient

trop grand pour les cofants.

FRANCK NOUCHL

Le débat sur la Nouvelle-Calédonie au Sénat

Ouestions de confiance

On n'apprend pas à un vieux singe à faire des

Le madré rapporteur de la commission des lois du Sénat, M. Etienne Dailly, a tout de suite perçu les arrière-pensées du groupe socialiste quand il a constaté, le jeudi 30 avril, à la reprise du débat sur le projet de référendum en Nouvelle-

Calédonie, que MM. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort), Claude Estier (Paris) et Jean-Luc Melenchon (Essonne) étaient décidés à prolonger la discussion aussi longtemps que possible en intervenant à propos de chacun des dixneuf articles du projet de loi, amendements et sous-amendements à l'appui.

Il a vite compris et pour cause : il avait fait de même, il y a deux ans, pour retarder la mise en œuvre des projets présentés par M. Edgard Pisani : « Vous cherchez à gagner du temps. Vous espérez atteindre ainst l'élection présidentielle. Je puis le comprendre - a-t-il d'ailleurs admis avec fair-play, - nous aussi, en 1985, nous avons tout fait pour retarder la consultation que vous prévoviez alors, parce que nous estimions que l'on trompait les électeurs en leur posant une seule question », (celle l'indépendance-association). (celle

M. Dailly no se trompait pas. Il y a bien une part de calcul politique dans l'attitude, au Sénat, des socialistes, qui ne seraient pas fâchés, en effet, d'exploiter jusqu'à l'échéance de 1988 un dossier qui divise la majorité, et ce avec la bénédiction de l'Elysée. M. François Mitterrand n'a-t-il pas été le premier à faire savoir aux dirigeants du mouvement pouvaient compter sur lui pour maintenir la pression sur le gouver-nement ? (le Monde du 5 avril).

S'ils ne font que retourner contre la majorité sénatoriale des armes de procédure que celle-ci avait employées contre eux, les socialistes ne sont pes dépourvus d'arguments sérieux pour inviter le gouvernement - d'accord en cela avec les centristes – à «un délai supplémentaire de réflexion ».

Défendant une motion de reavoi en commission, M. Dreyfus-Schmidt jouait ainsi sur du velours lorsqu'il a réclamé de différer le référendum jusqu'à ce qu'ene mission des lois ait pu sion de la com se rendre en Nouvelle-Calédonie. pour aller constater la situation réelle des régions, vérifier si des morts figurent ou non sur les listes électorales de Nouméa, s'il existe ou non un quadrillage du territoire par les forces de l'ordre ».

Le Sénat n'avait-il pas pris une telle précaution en 1985, à la demande même de M. Dailly, qui avait alors mis en garde contre tout débat « précipité » ? Or, à l'époque, la consultation electorale s'annonçait dans des conditions beaucoup plus favorables qu'aujourd'hui puis-que tout le monde acceptait d'y participer, ce qui n'est plus le cas

En outre est-il superflu d'insister, dès lors qu'il s'agit d'un scrutin d'autodétermination, pour que soient levées toutes les suspicions engendrées par les précautions exceptionnelles envisagées afin d'assurer « la sécurité et la sincérité » de cette consultation ? C'est le président de la commission des lois en personne, ML Jacques Larché, qui soulignait, dans un rapport rédigé au lendemain des élections régionales du 29 septembre 1985, la nécessité de procéder « à un contrôle très strict et systématique des listes électorales » après avoir relevé le caractère » précipité » dans lequel « s'étaient déroulées les inscriptions nouvelles et l'incertitude qui règne sur certaines d'entre elles ». C'est lui aussi qui, dans ce même rapport établi au nom d'une délégation de la commission des lois envoyée sur place, se félicitait que le gouvernement de M. Laurent Fabius ait alors renoncé à regrouper certains bureaux de vote des régions de brousse dans l'espoir de mieux contrôler le déponillement du scrutin parce que cette mesure - retenue, cette fois, par le gouvernement de M. Jacques Chirac - aurait été ressentie par les tribus canaques

« comme une brimade inutile ». Les sénateurs socialistes ne se privèrent donc pas de taxer le gouvernement d'incohérence en offrant par a même occasion aux dirigeants indépendantistes de nouvelles rai-sons de préconiser le boycottage du

Les assurances de M. Pors

A défaut de faire avancer les choses, la poursuite du débat a ainsi confirmé la prédominance stérilisante des présupposés idéologiques. Ce dont convint volontiers M. Larché: « On nous oppose notre attitude à l'égard du gouvernement précédent. Nous en avons changé, c'est vrai, car ce gouvernement n'avait pas notre confiance politique... »

A ce rythme sénatorial, sculs cinq articles avaient été adoptés jeudi soir, au moment de la suspension du débat, qui doit reprendre mardi metin 5 mai. La Hante Assemblée a toutefois apporté d'ores et déjà trois retouches au texte voté par l'Assemblée mationale.

1. Chacune des commissions administratives ad hoc chargées d'établir les listes électorales sera présidée par un magistrat de l'ordre ndiciaire désigné (et non simplement proposé) par le premier président de la Cour de cassation;

2. L'INSEE n'étant pas compétent sur le territoire, c'est l'Institut territorial de la statistique et des études économiques de Nouvelle-Calédonie qui sera chargé de tenir un fichier général des électours ;

3. C'est à partir de la date de promulgation de la loi que sera calculé le délai de trois ans de résidence requis pour pouvoir participer au

Accusé à la fois par M. Meleschon de défendre un projet « qui prépare la guerre civile », par M. Albert Ramassamy (PS, la Réu-nion) d'avoir » pour seul but d'amener les indépendantistes à résipir-cence, et par M. Henry Bangon (apparenté PC, Guadeloupo), de rottuer « une France colonialiste et esclavagiste qui a toujours défendu les privilèges de la for-tune», le ministre des DOM-TOM a protesté de sa bonne foi: «Le gouvernement n'a pas l'intention d'aider la majorité qui se dégagera des urnes à exercer une pression sur la minorité, a-t-il déclaré. Le gouvernement n'est pas sur de détenir toute la vérité, mais son obsession est de maintenir l'harmonie dans ce territoire et d'aider la communauté calédonienne à se retrouver ellemême. Notre objectif est de faire un pas vers la réconciliation. Je ne veux pas amener le FLNKS à rési-

piscence, mais je souhaite qu'il reprenne contact evec la réalité sans se laisser éblouir par un miroir aux

M. Bernard Pous a également apporté quelques précisions sur ses entions pour ce qui concerne le futur statut du territoire si les électeurs, dans leur majorité, se prononcent pour le maintien de la Nouvelle-Calédonie au sein de la République française : « Le délai de trois mois qui va s'écouler entre la publication de la loi et la consultation sera suffisant pour permettre à la concertation de se développer et d'enrichir la définition du statut (...). L'exécutif élu comprendra les présidents des quatre régions, assurant ainsi la représentation de toutes les forces politiques du terri-toire (...). Je souhaite donner aux régions, si mes interlocuteurs en sont d'accord, des compétences élargies, en particulier en matière de développement économique, social et culturel. » Il a retenu la suggestion, faite par M. Roger Ch (UDF-PR, Paris), de présenter les grandes lignes de ce projet au congrès du territoire réuni en séance exceptionnelle en présence de repré-sentants à l'Assemblée nationale et

Ebranié peut-être par les craintes des uns et les réserves des autres, le ministre des DOM-TOM a mên repris à son compte, sur se lancée, en conclusion, ce que ne cessent de répéter M. Mitterrand et les socialistes sur la nécessité de remédier aux inégalités dont pâtit le territoire : « L'Etat, a-t-il dit, doit être le garant d'une certaine justice pour qu'une majorité n'impose pas sa loi au mépris de la minorité. »

C'est bien là, en effet, que le bât blesse depuis longtemps la Nouvelle-Calédonie. Mais il s'agit, là aussi, d'une question de confiance adres tement autant à la majorité nationale qu'à la majorité territo-

ALAIN ROLLAT.

• Une mise au point du procureur de la République. - Rémy Maréchal, le gendame tué le mard 28 avril en Nouvelle-Calédonie, a été abattu avant que les forces de l'ordre n'ouvrent le feu, a indiqué, vendredi 1" mai, dans un communiqué le procureur de la République de Noumés, sur la base des premiers éléments de l'enquête. Ce texte précise que plusieurs gendarmes participaient à une opération de police judiciaire dans la tribu de Néami, à près de 290 kilomêtres au nord-ruest de Noumés lorsqu'ils ont essuyé des coups de îeu : ∢ Rémy Maréchal a été atteint per le second coup de feu, tiré per des individus se trouvent à l'intérieur de la maison où il avait pénétré en compagnie d'un officier de police judiciaire. Les gendarmes ont alors riposté, et c'est à ce moment qu'Antoine Poadja, délinquant notoire, plusieurs fois condamné, a été atteint aux deux jambes par des

tirs de riposte au pistolet. » Le FLNKS, pour sa part, avait affirmé que le meurtrier présumé du gendarme n'avait fait feu ∉ qu'après

PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard :

Tout va bien

« La bande à Léo se porte très bien », a déclaré, jeudi 30 avril, à Toulouse, M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, ajoutant qu'il souhaitait « à beaucoup de navires de la majo-

M. Chaban-Delmas:

La guerre des bandes

€ Je ne crois pas que l'opinion publique apprécie la bande de celui-ci, la bande de celui-là, et pourquoi pas la bande d'un troisième. Parce que ça fait désordre », déclare, dans un entratien publié par les Demières Nouvelles d'Alsace du samedi 2 mai M. Jacques Chaban-Delmas. Le président de l'Assemblée nationale qua-lifie de « gamineries » la course aux cendidatures à l'élection présiden-tielle au sein de la majorité et estime qu' e il y a nécessité pour le premier ministre de resserrer son dispositif de

telle manière qu'il ne prenne pas au long des semaines l'air d'une mar-guarite qu'on effauille ».

M. Lang:

Révolution tranquille

« Il faut être prêt à proposer au pays une alternance paisible, sereine, constructive et réaliste », a déclaré, le jeudi 30 avril, au micro de RFO, M. Jack Lang. « Le maintien de Fren-çois Mitterrand à la tête de l'Etat peut marquer une sorte de révolution tranquille dans les mentalités et dans les mœurs. Le Parti socialiste va apparaître de plus en plus comme le centre, au sens du cœur, de la vie politique française - par l'ampleu de son ravonnement, la diversité de son électorat, la force de ses idées autour duquel s'ordonnera la majo-rité de demain », a ajouté l'ancien

M. Messmer:

Chrysanthèmes

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée natio-

nale, a expliqué de la manière suivante, le jeudi 30 avril à Antenne 2, la forte cote dont dispose M. Mitterrand dans l'opinion : « Comme c'est un homme habile, au'il distribue des bons points, des mauvais points de temps en temps, et ou'il se fait voir à droite et à gauche en province et à Paris, il a pris la popularité que les présidents de la IIIº République avaient parce qu'ils inauguraient les

M. Doubin:

Sottises

M. François Doubin, président du Mouvement des radicaux de gauche, est « très favorable » à la candidature de M. Le Pen à l'élection présidentielle. « Sa candidature, a-t-il déclaré, le mercredi 29 avril, va lui donnes l'occasion de dire beaucoup de sottises. Plus cet homme-là periera, plus les Français s'en rendront compte at plus ses voix baisseront. >

Le sens

Stanger House

The state of the

والمستنظر المستنظر

Carrie and

get with the fi

: ** *:

ga productions

3114ff frei ...

E1944 --- 1,1

Name of the Parks of the Con-

Maria Maria

da kara Caranta da da mar and the

22:12: A44:1

Berger

im try items

Paragraph - N

tani tertire de

A FRENCZ. S. . Le

Rtt 2 Antenna 2

Biela feireme

ifer fartige gang

1000 ement 12 d. t.

pine in 112, 1, 25 1

ARTERIAL STATE

MAN 1944 48 1 a. ticker finne fo cipations. . F X : E ? ES : O. market am det fill

A CONTRACTOR OF THE STATE OF TH guter date 4 CARREL TAMBORNE arment de s'este : Managadan i

rizza je posisteni 🗀 10. godiniše 🦚

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

Marine to the - . .

Charles or

THE PROPERTY OF

2000

SCALE STREET

A STATE OF THE STA

Section 19 Parents

Managara and

State .

A Printer & Table

Aga Car

Se de Para :

The same

The state of the s

description of the second

A Company of the Comp

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

A Car of Later of

The State of

7. 1. 1.

A Comment

A Carter Laure

Quins Carrefour se voient rente des « faux socres» Contract of the second of the second

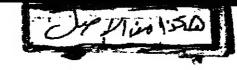
The party of the second of the Actiff Carrier TATION PORT AN ter. et fait deleme de sider & de -- Ir WELLINGER

Arris made & Trade po M. Rose Care Care avan refered of artem Leciers de por Sestandel un terter an Brent & Dane Cing Sent Continue

ber en phon Ceram qu'al me production de la company de l e Mende du l partiel And in town Canada Petrobie serifen

Petable serve de la communication de la commun The gue to product to Temention d'un production de la company de l Cable que le personne ter letime west par and tenente milienes de effe

Dane plusieurs page @ of the photosoft Sant afterne d'ane f The state of the state of THE STATE STATE The serieum



Monie au Sénat

mfiance

to d'acce

ARTEST

met été

or per-

a mine

A WAR

ine, que MV. Michel Drevfus-Scholar de Belfort). Claude Estier (Parint Melenchon (Essonne) étaiem décision de Mecanion aussi longremme in the discussion aussi longremps que le summi à propos de chacun des é i hatermant à propos de chacun des à

piscence, mais je souhaite et reprenne contact avec la realiste, se laisser éblouir par un mirab p

M. Bernard Pons 2 este apporté quelques précisions are intentions pour ce qui concret fatur statur du territoire si la èteurs, dans leur majorité, se pre-cent pour le maintien de Nonvelle-Calédonie au sem k République française : Le des trois mois qui va s'écouler en publication de la loi et la cons tion sera suffisant pour permanta concertation de se dévelopat d'enrichir la définition du c tas !... l. L'execut! élu compa tes presidents des quatre riqu assurant ainsi la représentala; toutes les forces politiques die torre (_). Je souhaile dome a renous, si mes interioriten. som d'accord, des compétentes gies, en particulier en main; developpement economique, in at culturel . Il a retene li an tion, faite par M. Roger Chia (UDF-PR, Paris), de prisere graedes lignes de ce projn; congrès du territoire réun mie exceptionnelle en présente de m seetants à l'Assemblée mimbe

Ebranië peut-être par le can des une et im tosen es des aums ministre des DOM-TOM a ± ectels à son dempte, sur se les es conclusion, ce que ne came repeter M. Metterrand et is m Lettes mer la nécessité de priès Autor . L'Erat anni an doren girant d'une cercaine justice si gu nice magionite a lerrose guint au mépeis de la ristinté le

Cest bien ib, er effet quebt. biesse depais les giernes la New Colombonie, Man, a rapid tratt d'une question de confinct En see vertement autant a a mit nationale at a sa majorité ter

ALAIN ROLLAT

. **Истина** ви регит фирта stur de la République. - 👺 Maracha, le gendame Lélect 28 and on Native e-Calestons, IE ACCESSES AND COME OF COLORS OF THE Contest to fee, 3 made, 1855 THE MAN CHARLE UP CONTINUES OF manufe to in Republic on the Nation me to have ses are ers establish Fampline. Ce texte preuse usp bisers gendarmes particulastiff operation of police process 100 de Austri. a 2125 28 28 28 2 BENES DE TOTO-CLES: CE NOS torage its ont essure ses and See : & Ramy Marieta a eld for pie le second con de les mis des indirectes se program à resi to a meson Cu - 2/31 Strait pulpore des persones de se riposta. et a est à sa fiff Qu Antoine Post, a de aud SCHOOL DESIGNATION OF THE PARTY OF CONTRACTOR SET STATE STATE STATE

ers de recette au pistoiel à Le FLAKS, DUL SI DE SE affermit Gas is The Time and the Continue of State of the State Brow Ste Diesse #3" 45 ger mingt

The state of a market Martin in Account of the same to horte one and order is med days some comments se horres and a feel money bors 300015 205 -32175 205 SERVICE OF TOWNS OF THE SERVICE Constant of Service of Strategy Section of the sectio grandents to de la mare Beller Corne Corne Succession CATTER TO DE TOS !

M. Doubin :

Somises

M. Repries South Profes Manager Services Services WE A TIME 13 OF SOLD OF STREET Mary and the Party of the Control of the THE PARTY OF THE STATE OF THE S the marginal and party of a great Taxable Se one relicing the Marie 185 Francis Services Secretary of Secretary Secretary

Le sens du procès Barbie

(Suite de la première page.)

Le dossier de l'occupation n'a pratiquement pas cessé d'être ouvert depuis 1944. Durant les dix années qui suivirent, de multiples procès ont eu lieu.

Durant ces années-là, on a jugé en France non seulement des Français accusés de trahison ou d'intelligences avec l'ennemi, qu'ils aient été ministres, membres ou dignitaires du gouvernement de Vichy, journalistes engagés dans la collaboration. dénonciateurs, tortionnaires ou auxiliaires de tortionnaires, mais aussi des Allemands. Et parmi ceux-ci îl en fut de tous grades et de tous

Il y cut des gardiens d'un camp de concentration comme le Sruthof en Alsace, des médecins nazis auteurs d'expérimentations sur des détenus de ce même camp. Il y eut des membres d'autres einsatzkommando, tel celui de Bordeaux. Il y eut surtout le général Carl Oberg et son adjoint Helmut Knochen, chefs suprêmes de la police allemande dans la France occupée, et, à ce titre, supérieurs à Barbie. Il est, du reste, significatif que, pour restituer la place et le rôle de celui-ci à Lyon, ce soit au dossier Oberg que l'accusation se soit aujourd'hui encore référée et que Knochen lui-même ait été appelé à déposer pendant l'instruction. Il est vrai que cela est anjourd'hui bien oublié. Il est vrai aussi que Klaus Barbie sera le premier accusé en France à répondre de crimes contre l'humanité, ses prédécesseurs en justice ayant été poursuivi comme auteurs ou complices de crimes de guerre aujourd'hui prescrits en ce qui le concernait.

C'est pourquoi il a fallu rechercher, pour le poursuivre, des faits qui jusque-là étaient demenrés ignorés et pouvaient, par leur nature, constituer des crimes contre l'humanité déclarés imprescriptibles per la loi française du 26 décembre 1964. Ce sont notamment la rafle opérée le 9 février 1943 au siège de l'Union générale des invalites de France, 12, rue Sainte-Catherine. à Lyon, suivie de la déportation de plusieurs dizaines de personnes; l'expédition du 6 avril 1944 au l'Ain, où furent enlevés quarantequatre mineurs et six membres du personnel; l'envoi en déportation, le

Lire aussi l'article de Thomas FERENCZI sur le Magazine d'Antenne 2 consecré à « La deuxième vie de Klaus Barbie » dans notre supplément radiotélévision page 7.

CONSOMMATION

Les magasins Carrefour se voient interdire la vente des «faux sucres»

Les tentatives opérées successivement par des grandes surfaces de vente en libre-service pour comme cialiser les édulcorants de synthèse parfois appelés «sucre de régime», semblent vouées à l'échec, et la vente de ces produits restera pour quelque temps encore le privilège des pharmaciens.

Après les centres Leclerc, ce sont les magasins Carrefour qui viennent de se voir interdire la vente des faux sucres. Les laboratoires Famar avgient accepté de vendre à la société Carrefour le Maxisuc, un édulcorant de synthèse à base d'aspartam qu'un hypermarché de la chaîne, simé à Saran, proposait à la clientèle. Mais le Conseil national de l'ordre des pharmaciens avait saisi le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, le 13 avril dernier, afin de faire cesser

cette vente. . Dans une ordonnance rendue le 29 avril, M= Monique Honorat, vice-président du tribunal, a donné raison à l'ordre des pharmaciens, en relevant que l'aspartam, principe actif du Maxisuc, est contre-indiqué à certaines personnes pouvant présenter une intolérance à la phényla-

Après avoir constaté que la mention de cette contre-indication, inscrite en caractères minuscules de conleur blen pâle, était difficilement déchiffrable, le magistrat déclare : Il apparaît que la vente dons ces conditions de ce produit dans des grandes surfaces qui pratiquent le libre-service, c'est-à-dire dans lesquelles le client, enfant ou adulte, se sert lui-même sans l'assistance d'un vendeur, est de nature à provoquer un dommage imminent pour la santé des consommateurs non éclairés, notamment pour les ensants atteints de phénylcétomurie, alors que la délivrance en pharmacie de tels produits est faite par un vendeur spécialisé par sa formation et qui a une mission traditionnelle

Continues of the state of the s

ement, l'explication est simple. 'affaire Jean Moulin est tenue pour un crime de guerre aujourd'hui prescrit, et non plus un crime, imprescriptible, contre

d'actions dont furent victimes indivi-

duellement des hommes ou des

femmes en 1943 et 1944, tous ces

faits entrant dans - l'exécution d'un

plan concerté pour réaliser la déportation, l'asservissement et

l'extermination de populations

civiles ou des persécutions pour des

motifs politiques, raciaux ou reli-

Un délai

de quatre ans

S'étonnera-t-on de ne pas voir figurer dans cette liste l'arresta-

tion à Caluire, banlieue de Lvon,

de Jean Moulin et de six de ses

compagnons, le 21 juin 1943, dont

Klaus Barbie s'est toujours targué

d'être l'auteur, se défendant seu-

lement de s'être ensuite comporté

en tortionnaire de l'unificateur de

la Résistance française? Juridi-

l'humanité. Théoriquement, elle

n'aurait pas à être évoquée devant la cour d'assises du Rhône.

Il n'en reste pas moins que,

depuis la fin de la guerre, le nom de Barbie reste lié à ce drame et

11 août 1944, de plus de six cents juifs ou résistants, ainsi qu'une série que l'ancien SS doit ce que l'on osera appeler sa «célébrité». Comme de surcroît ce fut là le résultat d'une trahison ou pour le moins d'une imprudence, l'occasion était trop belle pour lancer une version nouvelle faisant de Jean Moulin non plus une victime de Barbie, mais celle d'autres résistants décidant de se débarrasser d'un compagnon avec lequel ils se trouvaient politiquement en opposition en le laissant tomber dans un traquenard dont ils auraient su les inévitables consé-

> Ainsi, M. Jacques Verges aidant, et au mépris de deux procès aujourd'hui bien lointains - 1947 et 1950 - qui mettaient en cause René Hardy, mort récemment (le Monde du 15 avril 1987), le seul résistant du rendezvous de Caluire qui échappa à la Gestapo, acquitté il est vrai tant par la cour de justice qu'ensuite par le tribunal militaire, on en arrivait à la version d'un Jean Moulin mort, non plus des tortures subies, mais ayant décidé de mettre fin à ses jours par déses-

Ainsi, l'affaire Barbie allait révôler, non seulement une France occupée délatrice et auxiliaire zélée de son occupant, mais encore une Résistance capable de qu'en France au moins c'est à lui livrer l'un des siens. Quoi d'éton-

nant alors que le procès Barbie fasse peur? C'était à qui expliquerait d'un air entendu qu'il n'aurait jamais lieu, que l'on attendrait patiemment la mort dans sa prison de ce détenu encombrant, en se mordant les doigts de l'y avoir mis. Autant pour les augures! Car s'il a effec-tivement fallu attendre plus de quatre ans, la seule vraie raison de ce délai incombe à certaines associations de résistants qui estimè rent que le juge d'instruction de Lyon, M. Christian Riss et. après lui, la chambre d'accusation de cette ville avaient eu de la notion de crime contre l'humanité une conception trop étroite en la limitent aux seules actions menées contre les juifs. La Cour de cassation lear donna raison mais son arrêt rendu le 20 décembre 1985 entraîna deux suppléments d'information dont le dernier ne

Il reste à souhaiter que le procès Barbie - auquel, comme l'a montré le sondage réalisé par IPSOS pour le Monde du 2 mai, une majorité de Français déclarent s'intéresser. estimant que la justice doit l'emporter sur l'oubli - puisse être mené dans la dignité que commande cette même jus-

fut achevé que le 18 mars 1987.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

La thèse de Me Vergès sur l'arrestation de Jean Moulin a été jugée diffamatoire par le tribunal de Paris

suppression des passages du film

que sa décision considère comme

première fois à Lyon, en mars 1943,

pour être peu après libéré, on pou-

vait se demander si cette arrestation

n'avait pas permis aux Allemands

d'obtenir des informations sur le

rendez-vous de Caluire où Raymond

Aubrac devait lui-même se rendre

effectivement le 21 juin pour être

arrêté de nouveau, en même temps

que Jean Moulin et ses autres com-

diffamatoires.

Avocat de Klaus Barbie, Mº Jacques Vergès a été condamné le jeudi 30 avril par la 17º chambre du tribunal de Paris à deux amendes de 15 000 F, l'une pour complicité de diffamation envers Raymond et Lucie Aubrac, l'autre pour avoir commis le même délit à l'ésard de M. Pierre Guillain de Bénouville. Les mêmes peines ont été infligées en qualité d'auteur principal de la diffamation à M. Claude Bal, réalisateur du film Que la vérité est amère, tourné en 1984 et consacré essentiellement aux conditions dans lesquelles fut arrêté Jean Moulin à Caluire (Rhône) le 21 juin 1943.

Mª Vergès et M. Bai sont, en outre, condamnés solidairement à verser 50 000 F de dommages et intérêts à chacun des époux Aubrac qui en demandaient l'un et l'autre 250 000 F et le franc symbolique que réclamait simplement M. de Bénouville. En outre, le tribunal,

d'informer et de renseigner la clien-

la société Carrefour de vendre le Maxisuc, sous astreinte de

1000 francs par infraction consta-tée, et fait défense aux laboratoires

Famar « de céder à d'autres per-sonnes qu'à des pharmaciens le pro-

Cette décision peut être rappro-

chée de l'arrêt rendu le 18 février

dernier par la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai. Le

6 février, le juge des référés, M. Pierre Culié, vice-président du tribunal, avait refusé d'interdire aux

centres Leclerc de commercialiser le

Sucrandel, un sucre synthétique lui

aussi à base d'aspartam, fabriqué

par la Société d'applications et de

être réservée aux pharmaciens

Mais la cour d'appel, en notant que l'emballage du Sucrandel com-

portait un avertissement concernant

une possible intolérance, avait

estimé que cette inscription

Sucrandel est apparemment

convaincu que ce produit a des pro-

priétés pharmaceutiques et présente en outre des inconvénients justifiant

l'intervention d'un professionnel de la santé, capable d'éclairer et de

MAURICE PEYROT.

démontre que le fabricant du

(le Monde du 8 janvier).

En conséquence, le juge interdit à

pagnons. Mais comme, quatre mois plus tard, un commando de résistants avait réussi à le délivrer dans les rues de Lyon, Me Vergès répondait à M. Bal que cette libération avait été faite, selon lui, en accord avec un adjoint de Barbie. ce cui revensit à signifier que la police allemande remerciait ainsi un délateur. Les témoins entendus à l'audience

du 3 avril - d'où M. Vergès s'était retiré au motif que le tribunal avait alors refusé un renvoi de l'affaire (le Monde daté 5-6 avril) - avaient répondu à cette thèse en rappelant que l'attaque menée pour délivrer M. Aubrac, loin d'avoir été un simulacre, s'était soldée par une véritable bataille rangée au cours de laquelle trois Allemands furent tués et M. Aubrac lui-même blessé.

Pour ce qui concernait M. Pierre Guillain de Bénouville, M. Bal et Mº Vergès, dans le même style de ayant su que René Hardy, arrêté par

présidé par M™ Marie-Claude Barbie le 7 juin 1943 et ayant alors Duvernier, a ordonné la saisie et la accepté, sous réserve de l'accord de ses chefs, d'obtenir sa liberté en livrant Jean Moulin - lui donna délibérément l'ordre de se rendre à la réunion de Caluire, sachant donc Ces passages se présentaient sous la forme d'un dialogue entre M. Bal et Mª Vergès. Il ressortait de ces échanges de propos que M. Ray-mond Aubrac ayant été arrêté une pertinemment que la Gestapo ne manquerait pas de l'y suivre. Pour le tribunal, il apparaît ainsi que « le film disfuse la thèse selon laquelle Pierre de Bénouville aurait participé à la trahison qui livra Jean saurait être contesté que de telles allégations constituent une grave atteinte à l'honneur ».

> Pour les époux Aubrac, le juge relève que les témoignages recueillis et les documents produits établissent qu'ils « n'ont jamais suscité de la part de leurs compagnons d'armes qu'admiration et confiance ». De même, au sujet de M. de Bénouville, il est relevé que les documents et les attestations produits dans ce dossier montrent que « le comnortement de résistant de la partie civile n'a jamais suscité qu'admiration et confiance de la part de ceux qui battaient à ses côtés ».

Airei se trouve donc jugée diffamatoire la thèse que Me Jacques Vergès, depuis qu'il est l'avocat de Klaus Barbie, a maintes fois déclarée que c'était celle qu'il entendait soutenir au procès de l'ancien SS à propos de l'affaire Jean Moulin. Pour autant, ce jugement, dont le défenseur de Me Vergès, Me Francis Szpiner, a annoncé qu'il allait en interjeter appel, n'interdit évidemment pas au défenseur de Barbie de défendre l'ancien SS comme il

L'affaire du Carrefour du développement

Le parquet estime la justice incompétente pour juger les faits reprochés à M. Christian Nucci

Conformément aux conclusions du juge d'instruction chargé du dossier du Carrefour du développement, M. Jean-Pierre Michau, le parquet de Paris a estimé, le jeudi 30 avril, que la justice était incompétente pour ce qui concerné les faits susceptibles d'être reprochés à M. Christian Nacci, ancien ministre — socialiste — de la coopération. Cette décision était et de la conforme de sion était attendue depuis une semaine (le Monde du 24 avril). Il ne reste plus au juge Michau qu'à rendre une ordonnance d'incompétence, ren-voyant ainsi le dossier au Parlement.

Pour le juge d'Instruction comme pour le parquet, il existe des « présomptions graves et concordantes » que M. Nucci se soit rendu coupable de « complicité de faux en écriture publique et usage, complicité de faux en écriture privée et usage, soustraction par dépositaire et recel ». Dans la mesure où la justice estime que ces éventuels délits et crimes out été commis dans l'exercice de fonctions de ministre, les magistrats deviennent incompétents: conformément à la Constitution, M. Nucci ne peut être jugé que par ses pairs, députés ou sénateurs, réunis en Haute Cour de justice.

Les réquisitions du parquet de comportent une présentation géné-rale de l'affaire, puis une analyse des détournements de fonds soit par le biais de fausses factures espèces. Le parquet estime que M. Nucci a profité de l'organisation du sommet franco-africain de Bujumbura, en décembre 1984, confiée à son ministère, afin de détourner à son profit des fonds, à travers deux initiatives personnelles: le recours à l'association Carrefour du développement et le recours, pour l'alimenter, à des subventions du ministère de la coopération et du Fonds d'aide et de coopé-

Selon le parquet, au moins 7 048 490 F ont été ainsi mis à la disposition de M. Nucci, dont les dépenses vérifiées ne s'élèveraient qu'à 5 000 744 F. Le trou serait donc d'un peu plus de 2 millions, ce qui est en deçà des évaluations précodentes du parquet qui faisaient état d'une fourchette allant de 5 à 6 millions (le Monde du 24 avril).

ration (FAC).

La justice lance sinsi un défi aux parlementaires, notamment à ceux de la majorité dont on comprendrait quement ce scandale, ils se refusent à engager la procédure de mise en accusation devant la Haute Cour (elle nécessite une résolution signée par 58 députés on 32 sénateurs). Le risque est évidemment que, en retour, les socialistes contre-attaquent sur - l'affaire dans l'affaire » et le rôle du ministre de l'intérieur dans la délivrance d'un «vrai-faux» passeport à M. Yves Chalier, principal accusateur de

Mª Francis Szpiner, l'un des avo cats de M. Nucci, a ainsi qualifié de Grande Guignol - les réquisitions du parquet justifiant l'usage du secret défense en ce domaine (le Monde du 1" mai). « Si l'actuel garde des sceaux est choqué par cette expression, je suis prêt à en répondre devant la justice », a-t-il ajouté. « Les charges retenues contre Christian Nucci ne valent que ce que valera les propos de Cha-lier, a également déclaré Mª Szpiner. La procédure devant la Haute Cour relève plus du règlement de comptes politique que de l'analyse sérieuse des faits. Nous assistons à une manipulation politique et il faudrait que cela cesse. Nous assistons à une sacro-sainte alliance entre Chalier et certaines thèses du parquet. Il est scandaleux que l'on fasse de Christian Nucci le bouc émissaire de la classe politique. Que ceux qui l'accusent produisent les justificatifs de toutes leurs dépenses en campagne électorale. Chacun maintenant est placé au pied du mur et devra prendre ses

Les nouveaux revenus de M. Chalier 459 100 francs ou 4 591 francs?

pement n'en finit pas d'accumu-ler les ambiguités. M. Yves Chalier, principal accusé et accusateur, ancien chef de cabi-net de M. Christian Nucci, a reçu, dans sa cellule de la Santé, il y a quelques semaines, un avis de « récapitulation des traitements et salaires perçus au cours de l'année 1986 » libellé au nom du « ministère des relations extérieures », rebaptisé ministère des affaires étrangères après le 16 mars 1986 (le Monde du 2 mai). Ce document lui signale son « montant imposable », indépendamment de son salaire administrateur civil pour lequel il a recu un autre avis. « Grade : chargé mis. hc. coop. » « libellé du poste : coop. cab. du minis-tre », « période d'emploi du 01-01-1986 au 31-12-1986 », pré-

cise ce formulaire. Jusque-là rien de très mysté-rieux. Mais il y a la somme. « 459 100 » francs, lit-on sur le document, sans virgule ni espace détachant les deux zéros, soit donc, logiquement, près de 46 millions de centimes. Une

aubaine pour M. Challer et ses défenseurs, leur permettant ainsi de justifier l'existence de revenus occuites pour des missions de renseignement, qui en retour iustifieraient le secret défense invoqué sur les aides policières dont il a bénéficié dans sa fuite.

Mais voilà que le Quei d'Orsay précise à l'AFP que M. Chalier a reçu « une somme de 4 590 F, remise pour le premier trimestre 1986 comme prime de cabinet ». Les deux zéros correspondraient donc aux centimes, bien que sur le document rien ne l'indique. Le Quai d'Orsay estime maintenant qu'il s'agit d'une « arreur », la somme correspondant à des « indemnités » de 1 500 F par mois. Primes ou indemnités ? En liquide, de la main à la main, faide la haute fonction publique, et n'étent surtout pas déclarées. Enfin la période d'emploi aurait alors dû être : « du 01-01-1986 au 31-03-1986 ... Dernier détail : M. Yves Chailer assure, lui, avoir bien reçu 459 000 F.

Au congrès de la Confédération syndicale des avocats

M. Albin Chalandon s'élève contre « la politisation insidieuse, les partis pris idéologiques et le goût du vedettariat »

recherches en pharmocologie phyto-thérapentique (SARPP), en consi-dérant qu'il ne s'agissait pas d'un médicament dont la vente puisse

de notre correspondant

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, qui participait le vendredi 1º mai à Reims au congrès national de la Confédération syndicale des avocats (CSA), a appelé avec vigueur à se ressaisir d'un pays qui depuis quinze ans musarde, lambine et se refuse à faire l'effort nécessaire » à l'adaptation au monde moderne, devant l'organisation la plus représentative de la profession, laquelle groupe près d'un tiers du

conseiller le consommateur (...). Il est établi que le personnel des cen-Le garde des sceaux a reçu un tres Leclerc n'est pas en mesure de accueil cordial. Il est vrai qu'il s'est renseigner utilement la clientèle ». prononcé pour le maintien de la liberté des honoraires. Il est vrai Dans plusieurs pays étrangers, les sucres de synthèse ne sont plus le aussi qu'après avoir jugé « obsomonopole des pharmaciens, mais, lète» au regard du contexte eurodans l'attente d'une réglementation péen, la séparation des professions européenne, la Cour de cassation d'avocat et de conseil juridique, il a souhaité leur rapprochement, voire sera amenée à se prononcer afin de trancher les litiges entre officines et leur unification. Du reste, il prépare un projet qui permettra aux avocats d'exercer, « très rapidement », sous

(SARL ou SA). M. Chalandon pose néanmoins une condition impérative : le capital devra être entièrement détenu par les avocats, seul gage à ses yeux de leur indépen-

S'agissant de la répétibilité de l'honoraire, M. Chalandon, comme la CSA et son président, le bâtonnier Christian Gérigny, trouve « normal que la partie qui succombe lors d'un procès prenne à sa charge une partie de l'honoraire que son adversaire a dû verser à son conseil ». A cet égard, semble-t-il, la répétibilité est de nature à faire réfléchir avant d'entamer une action judiciaire ». Pour le reste; le ministre a annoncé son intention de réduire de moitié les délais de jus-tice dans le cadre d'un plan de cinq

S'interrogeant sur le rôle du juge, M. Chalandon a préconisé la redéconverte des « valeurs fondamentales de la collégialité » et affirmé que « le juge perd sa légitimité dans,

la forme de sociétés de capitaux l'exercice de ses fonctions des lors qu'il laisse transparaître ses opi-nions ou une idéologie ».

Enfin, le ministre de la justice a défini les périls qui, d'après lui guettent la machine judiciaire et ses acteurs, magistrats ou avocats. La justice, est-il persuadé, ne redeviendra « sereine et équilibrée » qu'en bannissant tous les faux-semblants qui l'encombrent : « La politisation insidieuse, les partis pris idéologique, le goût du vedettariat. »

DIDLER LOUIS.

Le Monde **PUBLICITÉ FINANCIERE** Renseignements:

45-55-91-82, peste 4330

A Metz

Un adolescent écroué à la suite du meurtre de deux garçonnets

Plus de cinq cents interrogatoires, menés par une vingtaine de policiers durant sept mois, viennent d'aboutir l'inculpation, à Metz, d'un adolescent âgé de seize ans et demi pour les meurtres d'Alexandre Beckrich et Cyril Beining, deux garçonnets âgés de huit ans, retrouvés le crâne : : fracassé à coups de pierres, le :: 28 septembre 1986, dans la banlieue de la ville. L'adolescent, apprenti cuisinier « modèle » selon ses parents et son patron, a été inculpé d'« homicides volontaires » par M™ Mireille Maubert, juge d'instruction, et placé en déter

Dans un communiqué, le procureur de la République de Metz a indiqué que cette décision avait été prise « après une exploitation rationnelle de tous les éléments recueillis et la reconstitution chronologique minutieuse de toutes les constatations ». Le magistrat s'est refusé à dévoiler les mobiles du double meurtre, commis à Montignylès-Metz le long d'une voie de manœuvre de la SNCF, utilisée souvent comme terrain de jeu par les enfants du quartier.

La Chambre des lords ordonne la stérilisation d'une handicapée mentale

La Chambre des lords, la plus haute instance juridique de Grande-Bretagne, a décidé, le jeudi 30 avril, d'autoriser la stérilisation de Jeanette, une handicapée mentale de dix-sept ans (le Monde des 18 et 24 mars). Confirmant en cela la récente décision d'un tribunal de Newcastle-upon-Type, les Lords ont estimé qu'une grossesse serait - un véritable désastre » pour la jeune fille. La stérilisation devra intervenir avant le 20 mai prochain, date du dix-buitième anniversaire de la jeune handicapée, car au-delà, selon le droit britannique, le consentement de l'intéressée serait nécessaire.

Les associations britamiques d'aide aux handicapés mentaux ont exprimé leur » profonde préoccupation » devant la décision de la Chambre des lords, ajoutant que « ce jugement ne doit en aucun cas constitues une invisorudence ». La « ce jugement ne doit en aucun cas constituer une jurisprudence ». La presse britannique est partagée, quant à elle, sur ce jugement : le l'imes estime qu'il s'agit d'une « décision humaine », étant rejoint en cola par l'independant, pour qui le jugement est « attristant mais inévitable ». Le Guardian, lui est beaucoup plus réservé, estimant qu'il est difficile d'admettre que cette décision d'ordonner une stérilisation irréversible soit « le jugement le plus humain ».

EDUCATION

Marc Fumaroli professeur au Collège de France propose un autre déchiffrement pour l'Europe classique

Marc Fumaroli, qui enseignait depuis 1976 à Paris-IV la littéra-ture française du dix-septième siècle, a été élu au Collège de France en juin 1986 à une chaire intitulée « Rhétorique et société en Europe (seizième et dix-septième siècles) ». Dans la leçon mangurale qu'il a prononcée le mercredi 29 avril, il a, avec une superbe érudition, défini

Il a fait valoir le péril qu'il y a à interpréter les formes littéraires et même les formes de civilisation de l'Ancien Régime à partir des méthodes forgées par les Modernes d'après leur expérience propre. Adoptant la démarche inverse, il veut retrouver dans les catégories et les conventions de la phétorique les conventions de la rhétorique humaniste les clefs de déchiffrement dont les contemporains disposaient et les utiliser comme une grille d'inter-prétation historique non seulement des textes, mais aussi des faits

A la différence de ce qui se passe A la différence de ce qui se passe aujourd'hui où la rhétorique a disparu, elle était su seizième et au dixeptime siècle en pleine lumière. Elle fournissait les moyens d'une conscience commune des formes à toute l'Europe. Et elle était modulée de telle sorte que plusieurs styles au Nord et au Midi, en terre protestante

SCIENCES

 Déchets radioactifs : les Britanniques renoncent à l'implantation de quatre sites de stockage. - Le gouvernement britannique a annoncé, le vendredi 1" mai, qu'il renonçait à l'implantadéchets nucléaires dens le nord-est de l'Angleterre, qui sont très contestés par la population de la région. Les observateurs soulignent que les quatre sites - South Killinchoime, Fulbeck, Bradwall at Elstow - sont tous situés dans les circonscriptions de députés conservateurs dont la réélection s'annonce difficile. Trois d'entre eux sont secrétaires d'Etat dans l'actuel

• Fuite à la centrale nucléaire du Bugey (Ain). - Une des cinq tranches de la centrale nucléaire du Bugey, dans l'Ain, a été arrêtée le jeudi 30 mai dans la soirée en raison d'un ∉ manque d'étanchéité interne x aur l'un des générateurs de vapeur, indique la direction, qui précise que « cet incident sans gravité particulière n'entraîne aucune dispersion radioactive à l'extérieur ». L'ensemble des réparations (identification et bouchage du tube défectueux) devrait durer une guinzaine de

 Un astronome américain tué par l'effondrement d'un télescope. - Un astronome américair réputé, M. Marc Arnold Aaronson, est mort écrasé, le vendredi 1º mai, par le dôme d'un télescope géant de l'observatoire de Kitt-Peak, près de où il s'apprétait à sortir du bâtiment que le dôme mobile, d'un poids de 150 tonnes, en cours de rotation, s'est effondré sur lui. Agé de trente sept ans, M. Aaronson avait, en 1984, reçu un prix de la Société américaine d'astronomie, en récompense d'un mémoire selon lequel l'univers est beaucoup plus petit et plus récent qu'on ne l'admet en

• KHEOPS : L'existence de les cavités se confirme. — Toutes les recherches actuellement menées sur la pyramide de Kheops en Egypte semblent indiquer que la pyramide recèlerait d'autres cavités. C'est la conclusion vers laquelle tendent des chercheurs argentins, japonais et français, qui ont confronté leurs études, le jeudi 30 avril, au cours d'une réunion à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette à Paris. Après la mise en évi-, en 1986, à l'initiative de deux architectes français, d'anomalies de densité au voisinage du couloir menant à la chambre de la reine, des Japonais ont fait des mesures par

ou catholique, pouvaient se réclame

Sur les traces de Max Weber. Marc Fumaroli voit dans la diffusion de la doctrine rhétorique de Pierre Ramus à travers l'Europe du Nord les véritables fondations de l'individualisme démocratique moderne. Il n'empêche que l'Institution oratoire de Quintilien, en latin, redécouverte en 1416, continuait d'apporter à l'éducation européenne un modèle unammement reconnu. Attentif à cet exceptionnel ferment d'unité. Marc Fumaroli n'en a pas moins souligné les nuances que l'Italie, l'Espagne et la France devaient lui donner.

Son enseignement, qui fera resur-gir des structures anciennes capables de s'adapter aux réalités pendant plus de deux mille ans, est dans la ligne des recherches de beaucoup d'esprits d'aujourd'hui. Parmi ceuxci, Marc Fumaroli a cité Valery Lar bend, Jean Paulhan, Paul Riccor, Yvon Belaval, et naturellement Paul Valéry, dont il a rappelé l'admirable et rude sentence : « La force nait de la contrainte et meurt de la liberté. » JACQUELINE PIATIER.

• RECTIFICATIF : Contrainement aux informations publiées par le ministère de l'éducation nationale et rapportées dans notre édition du 29 avril, des places seront créées dans des lycées de l'académie de Créteil à la rentrée prochaine. Leur nombre devrait s'élever à plus de deux mille, dont près de huit cents dans des préfabriqués, le reste dans des salles nouvellement créées ou

Communication

Chassés-croisés à TF 1

Menace de crise sur la Une

« Même aux heures les plus noires de TF 1 nous n'avions commune telle situation. » A quelques nuances près, la même phrase se répercute à Cognacq-Jay comme à Montparnasse, les deux centres d'activité de la chaîne. Le mécontentement gronde sur la Une aussi bien parmi les cadres administratifs que dans la rédaction et le personnel technique. « Ils sont fous, ils me savent pas ce qu'ils font », disent les uns, tandis que d'autres lancent : « Ils sont en train de rainer le fonds de commerce de TF l. » Du départ des stars (Collaro, Sabatier, Sébastien) à l'arrivée inopinée de M. Etienne Mougeotte comme directeur d'antenne (le Monde du 2 mai), en passant par les tiraillements au sem même de la nouvelle équipe dirigeante, tout semble « lucohérent » à ceux qui travaillent au sein de la chaîne.

La nomination de M. Mongeotte

La nomination de M. Mongeotte a été la goutte d'eau qui a fait débora été la goutte d'ean qui a fait débor-der le vase, provoquant plus d'inquiétudes que d'apaisements. « Nour nous méfions d'un homme qui retourne sa veste aussi facile-ment », disent de nombreux collabo-rateurs de la chaîne. M. Mougeotte a, en effet, défendu les couleurs d'Hachette dans la course à la reprise de TF 1. Pour l'heure, c'est au niveau de la direction que sa au niveau de la direction que sa comité d'entreprise extraordinaire, venue risque de provoquer des afin de permettre la clarification

Le Consortium de télévision Québec-Canada (CTQC) a déposé, le jeudi 30 avril, une demande

d'autorisation auprès du Conseil de la radiodiffusion et des télécommu-

nications canadiennes (CRTC), pour la retransmission an Canada de

ia chaîne de télévision francophone, TV5. Créée en janvier 1984 et regroupant les télévisions de quatre pays — TF1, A2 et FR3 pour la

France, la RTBF pour la Belgique, la RTSR pour la Suisse et depuis pen, le CTQC au Canada, – TV5 est actuellement reque par plus de cinq millions de foyers cablés dams

dix-sept pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

TV5 Canada, qui entrera en service

celui de TV5 Europe « afin de satis-faire aux habitudes d'écoute nord-

américaine », précise le vice-président du CTQC, M. Jacques Girard. Une partie de la program-

mation sera produite outre-

Atlantique, le reste venant d'Europe

les émissions d'informations et les

magazines d'actualité). C'est ainsi

que les téléspectateurs canadiens

pourront suivre en direct, en début

settes on par satellite (pour

Le modèle de programmation de

remous. Le poste qu'il va occuper le place, en effet, au troisième rang derrière M. Francis Bouygyes, PDG. et M. Patrick Le Lay, vice-PDG. Il devrait sinsi directement chapeau-ter M. Pascal Josephe, directeur des programmes, et M. Alain Denven, directeur de l'information, comrai-rement à ce qui avait 616 prévu dans l'organigramme présente, le ven-dredi 17 avril, devant le comité d'entreprise. Ces changements, jugés par les intéressés comme une remise en cause de leurs fonctions, remise en cruse de leurs fonctions, laissent, depuis plusieurs jours, planer l'éventualité de leur démission
ainsi que celle de M. Hervé Bourges,
président d'honneur de TF 1 et
conseiller personnel de M. Bouygues. Tous trois devaient apporter,
budi des refeisions sur leurs intenhandi, des précisions sur leurs inten-

C'est aussi lundi que la direction devrait « expliquer les principes de la réorganisation » de l'équipe d'encadrement. Expliquer « seule-ment », indiquent des représentants syndicaux de la CFDT, car d'autres arrivées et nominations sont pré-vues. Sans attendre, deux organisations syndicales de la Une ont déjà pris position. Dans un communiqué, la CFTC - demande instamment à la nouvelle direction la réunion d'un

de dollars canadiens (41 millions de

francs), dont le CTQC assumera

l'essentiel. Le Consortium regroupe

huit sociétés canadicanes : Cogéco, Film Sat, TV Ontario, l'Office

national du film, Radio-Canada, Radio-Québec, Pathonio-Télé capi-tale et Télémétropole. Il est financé

en partie par les gouvernements du Canada et du Québec et par les sociétés ou organismes membres.

L'arrivée de TV5 au Canada

entraînera la disparition de la chaîne française TVFQ 99, qui diffuse actuellement des émissions des trois premières chaînes hexagonales avec

me ou plusieurs semaines de retard.

étoiles. - Répondant le mercredi

29 avril à l'Assemblée nationale, lors

de la séance consecrée aux questions

d'actualité, à M. Bernard Schreiner

(PS, Yvelines) qui avait constaté que

« depuis quatre semaines, les chaînes

de télévision se livrent une guerre

M. Léotard a estimé qu'ell s'agit là

d'un problème qui concerne d'un

côté des employeurs privés et de

l'autre des personnes liées à ces

employeurs par des contrats de droit privé (...). Ces vedettes sont-elles

trop payées ? Cela les regarde, elles

et leurs employeurs, cela ne vous

sans merci à coups de millier

La chaîne francophone par satellite, TV5

bientôt autorisée au Canada

des nouvelles nominations ». La CFTC exprime cette requête devant l'inquiétude des personnels concernant l'hémorragie des nom-breuses têtes d'affiche de TFI ». mais aussi devant « les imprécisions qui règnent sur l'avenir de la société ».

La CFDT de TF 1 a distribué, pour sa part, un tract s'adressant directement à M. Le Lay et reprochant « aux professionnels Bouy-ques, désormals en place, d'être à la fois trop présents et unisibles », et d'opposer « leur mutisme aux inter-rogations légitimes de ceux qui, avant eux, ont fait la chain avant eux, ont fait la chaine ».

Cette organisation syndicale
demande à M. Le Lay d'apporter
« sans délai des réponses constructives » aux question que la CFDT
avait « clairement exposées » le
17 avril au comité d'entreprise.

Parril ces questions figurent est Parmi ces questions, figurent, ca particulier, celles-ci: «Face aux grenades de la «5» sur nos programmes ue ia « 3 » sur nos pro-grammes, de quels obus disposez-vous en réserve? Quelles sont vos intentions en matière sociale et quand s'ouvriront les négociations avec les organisations syndi-

De part et d'autres, on s'inquiète du « mécontentement grandissant du personnel » et l'on n'exclut pas

chaîne • ne s'expliquent pas claire-ment ». Seul, pour le moment, M. Alain Schmidt, directeur de la M. Alain Schmidt, directeur de la communication, a tenté d'apporter quelques apaisements. « Il n'y a pas lieu de s'inquiéter », a-t-il déciart en ajoutant : « Depuis mercredi, la dynamique s'est inversée avec le maintien d'Yves Mouroust et l'arrivée d'Etienne Mougeotte. Nous entrons dans un processus de développement et d'autres nominations interviendront en début de semaine. » Une déclaration accusillie de façon très mitigée par de nombreux collaborateurs de TF 1, qui la jugent « dérisoire » face aux graves jugent - dérisoire - face aux graves - menaces - qui pèsent actuellement sur la chaîne.

Une précision de M. Pascai Josephe

A la suite de l'article : M. Etienne Mougeotte devient directeur d'antenne de TF1 », publié dans le Monde du 2 mai, M. Pascal Josèphe, directeur des programmes de la première chaîne, récise qu'il n'a été « à aucun moment responsable d'une négocia-tion avec quelque star que ce soit. Les négociations, ajoute-t-il, se sont que des « actions dures » n'inter-. Les négociations, ajoute-t-il, s'viennent si les responsables de la déroulées à un autre niveau. »

PRESSE

M. Jean-Pierre Van Lede administrateur général de «Libération»

Une gestion pour temps de crise?

Le quotidien Libération aura le landi 4 mai un nouvel administra-teur général. C'est un conseil de direction d'entreprise, M. Jean-Pierre Van Lede, quarante-trois ans, qui occupera ce nouveau poste. Il sera chargé de la gestion financière du quotidien de la rue Christiani, de la gestion du personnel et du déve-loppement du journal, lié à son informatisation et à son déménagement

– reportés d'avril à juillet. M. Van Lede, économiste et diplômé de l'INSEAD, n'est pas un cabinet américain de conseil Mac-Kinsey, aux Pays-Bas, puis est entré au cabinet Solving comme conseil de direction. C'est à ce titre qu'il a réalisé deux audits de Libération en juin et décembre 1986. Sa bonne connaissance du quotidien pourrait l'amener à devenir ensuite directeur général : Libération est toujours à la recherche d'un numéro deux susceptible d'épauler le directeur de la

publication, M. Serge July. M. Van Lede devra mettre le journal « sur des rails gestionnaires .. La gestion antérieure avait été fortement critiquée par une partie de la rédaction et notamment le service économique, ce qui avait provoqué en l'évrier la démission du gérant, M. Antoine Griset.

Malgré les dérapages observés et dénoncés, les comptes de Libération pour 1986 seraient en équilibre. Sa diffusion, l'année dernière, était de 165 539 exemplaires en moyenne, soit une hausse de 19,5 % par rap-port à 1985. Cependant, ses ventes ont tendance à se tasser, et, pour la ont tendance à se tasser, et, pour la première fois depuis la relance de 1981, les trois premiers mois de cette année font apparaître une légère baisse de la diffusion à Paris (55 286, exemplaires en moyenne soit 0,29 % de moirs qu'en 1985).

En outre, Lyon-Libération (de la vente a aussi baissé et se situe à 9 500 exemplaires en moyenne selon la direction) a enregistré 6,5 millions de francs de perte en 1986. Un chiffre important pour une édition régionale lancée en septembre...

Outre ces problèmes financiers, M. Van Lede devra aussi faire face aux problèmes de personnel : l'informatisation du journal l'obligerait à licencier dix-huit clavistes. Enfin, la compression des charges nécessite rait, selon un des responsables, le licenciement d'environ dix journslistes sur deux cents. L'annonce de ces licenciements, s'ils se concrétisent, pourrait avoir lieu dans le cou-

YVES-MARIE LABÉ.

 Deux départs au « Matin de Paris ». — Franck Maubert, responsable de la page « Les gens du Matin », et Olivier Robert, chef du service étranger, quittent le Matin de Paris, Invocuant la clause de cession. ouverta le 27 avril, les deux journslistes estiment que ene sont plus réunies les conditions minimales à l'exercice de leur profession ». Franck Maubert était entré en soût 1986 au journal de la rue Hérold après avoir été rédacteur en chef du mensuel Globe. Olivier Robert avait rejoint le Matin en juin 1985, après avoir

 M. Périer-Daville reconduit à la présidence de la Fédération des sociétés de journalistes. — La Fédération française des sociétés de iournalistes a reconduit à sa présidence, le jeudi 30 avril, M. Denis Périer-Daville. Celui-ci sera assisté de deux vice-présidents, Jean-François Bège (Sud-Ouest) et Michel Castex (AFP), ainsi que d'un secrétaire général, Christian Dauriac (FR 3), d'un secrétaire général adjoint Jacques Massay (Sud-Radio), et d'un trésorier, Thierry Gandillot (Science et Vie). Ont également été élus comme

membres du bureau : Manuel Lucbert (le Monde), Gérard Leclerc (Antenne 2), Georges Gianadda (l'Indépendant de Perpignan), Jean-François Renault (l'Equipe), Alain Bernard (Sud-Ouest) et Fernand Fruhinsholz (l'Alsace). Les sociétés de rédacteurs, qui se sont multipliées ces derniers mois, sont actuellement plus d'une vingtaine en France et regroupent au total quelque

 News on Sunday >, nouvel hebdomadaire « socialiste » en Grande-Bretagne. — Un nouvei hebdomadaire, populaire, News on Sunday, devrait paraître le dimanche 3 mai en Grande-Bretagne, sur le marché déià encombré de la presse l'establishment », ce nouveau tabloid, installé à Manchester et employant 181 personnes (dont 48 journalistes), est tiré à 1,6 million d'exemplaires. News on Sunday. dont le rédacteur en chef est M. Keith Sutton, a recueilli pour son lancement 5.4 millions de livres (environ 55 millions de frança) de vingt-trois syndicats et de vingt et une autorités locales travaillistes, et

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

d'après-midi, compte tenu du déca-lage horaire, les journaux télévisés Les coûts annuels de fonctionnement seront de l'ordre de 9 millions

Sports

VOILE: Lorient Saint-Pierre-et-Miquelon - Lorient

Les monocoques reprennent du service

Dix équipages doivent prendre, le dimanche 3 mai, le départ de la course transatlantique Lorient - Saint-Pierre-et-Miquelon et retour. Cette troisième édition de la Transat, organisée par l'hebdomadaire le Point et Europe 1, ne concerne plus les multicoques mais les «maxi» monocoques. A cinquante-cinq ans, Eric Tabarly, à la barre d'un sloop de 25 mètres, Côte-d'Or, va essayer de faire oublier son échec dans le tour du monde en équipage.

LORIENT de notre envoyé spécial

Ambiance désormais classique des veilles de transat le long des

quais : deux jeunes gens collent sur la coque noire d'un ketch le nom de leur commanditaire. Pen Duick VI devient ainsi Challenge Gründig. Le deux mâts dessinés par André Mauric et construit en un temps record pour prendre le départ du Tour du monde en 1973 a toujours fière allure. Ce voilier, qu'Eric Tabarly avait mené à la victoire dans la Transat anglaise en 1976, va encore tenter sa chance. Les équipiers de ce vétéran ont été choisis parmi des jeunes proposés par leur club à la fédération de voile. Avec Arnaud Dhellenne pour générales ils posés Dhallenne pour skipper, ils vont essayer de prouver que la coque en En fait, le nouveau règlement de

aluminium n'est pas trop fatiguée. monocoques, qui avaient dû baisser pavillon devant les multicoques, de reprendre du service. Ainsi, avec de ouveaux sponsors et de nouveaux skippers, on trouve au départ les anciens Kriter de Kersauson et Malinovski, ou le Charles-Heidsieck de Gabbay. Celui-ci estime que - les

car très rapides mais aussi trop fra-

Pourtant la technologie risque aussi de faire la différence entre les monocoques : les derniers bateaux construits en kevlar devrajent laisser

Construits il y a deux ans, Côted'Or et Marlboro sont les plus grands et les plus toilés. Sur son bateau rouge battant pavillon belge sponsor oblige — Eric Tabarly reconnaît que le skipper suisse Pierre Fehlmann sera son principal adversaire. Le Breton a une revanche à prendre sur celui qui, dans la dernière course autour du monde, botte secrète de l'an de la Transat britannique, il a équipé son Côte-d'Or d'une grand-2 ronnes. Le pont a été modifié et la quille reculée. voile en latté et l'a allégé de près de

Cigarettes et chocolat vont ainsi rivaliser d'astuce pour remonter an rivaliser d'astuce pour remonter au vent vers Terre-Neuve. La quinzaine d'équipiers présents sur chaque navire vont courir des manivelles de winches aux bords extérieurs pour contrebalancer le gite. Des images et des gestes qu'on pensait ne plus revoir dans une Transat!

AUTOMOBILISME: Grand Prix de San-Marin Nelson Piquet blessé aux essais

BOLOGNE

de notre envoyé spécial

Nelson Piquet (Williams-Honda), qui venait de réussir le meilleur temps de la première séance d'essais chronométrés du Grand Prix de formule 1 de San-Marin, a été victime, le vendredi le mai, d'une sortie de route sur le circuit d'Imola.

Le pilote brésilien, qui venait d'être enregistré à 267 km/b devant les tribunes, a perdu le contrôle de sa monoplace, sans doute à la suite d'une défaillance de ses pneumati-ques dans une courbe qu'il abordait à près de 300 km/h. Partie en tête-à-queue, la Williams-Honda a violemnent heurté le rail de sécurité.

Aussitôt transporté au centre médical du circuit d'Imola, puis à l'hôpital de Bologne, Nelson Piquet, qui souffre de traumatismes legers et d'une distension des ligaments du genou droit, devait regagner le cir-cuit dès samedi. Toutefois, le chamcint des sameal. Toutefors, ie cham-pion du monde 1981 et 1983 a de renoucer au Grand Prix de San-Marin. Il espérait être rétabli pour le Grund Prix de Belgique le 17 mai à Spa-Francorchamps.

• FOOTBALL: Championnat de France. — Trois journées avant la fin du championnat de deuxième divi-sion, les Chamois Niortais sont assurés de montar en pramière divi-sion : suite su match nul Caen-Mulhouse, le vendredi 1º mai (O-O), l'équipe des Deux-Sèvres, qui évo-lusit encore en troisième division er 1984-1985, ne pouvait plus être dépassée grâce à son avance de sept

Taremer tourns La cuisine

HOLE WATER FOR to have to . minutes and

THE RESERVE And the second of the second of # M. the same SECTION ... the things .

a --- ...

Charles of the same GE# 2", 0 1 t. Fen Action commen Page 2 servietor. SELECTION.

William War With the Late Sent Park A 200 12. (20 CH And the second second in A HOUR M Pile array : State in Print

Statement of Course in

1 m /m 77-23-

A to the

Same and the same of

\$ 7. July

HOVSEES PARIS

MRAINAGE

10000 E-00000

P.

or houses. transferance le Zh the meneral See music Milant is tradition

man ti d'arame d inte ile maker papala the en please and CALL CLED CO. Contract de Contra

Carriedos se contido THE PART CASE IN COLUMN - 1 1 2 764 per sa : 4000 Tractic at the part of many

The entraine of Ber COCS ATCOME. SAME The meant in the - : aluence de mo Eliter promise

Plante Plante

ine ramitus er die grad ter, e prespe Ka The property of the factor of the state of t

THE PERSON NAMED IN Testar allega France Control of the Control of the

or less marries in

ga zyadi-

Une précision de M. Pascal Jose

ANITARE

la suite de l'anig A la suite de l'ang. M. Etienne Mougeone è directent q'antenne de l' publié dans le Monde de !-M. Pascal Josephe, duron programmes de la premie d précise qu'il n'a été . é : moment responsable during tion ever quesque ster que Les négociations, ajoute-illa, deroulees à un autre muse,

Jean-Pierre Van Lede tenr général de - Libération.

pour temps de crix

Maigré les dérapaga ette dimonces, ie: compies de là pour 1905 seratent en ind. 365 539 exemplaires m m wort une hausse de 195%; part à 1955. Cependam sapat tendance i se men at première fais depuis la min 1981, les tres premier e gette annes fent apparis identica ballisa da la cilliada.

> ant 0,29 % de moits qu'er 🕅 En cutro LineLineau le vente e aus, basié del 4 紀記 exemple.re, ca (20)章 la direction à emgistre loca de fracas de perte en A chaffre important per int rtgionale lancée en segunda Outre des problème =

M Van Lade deven anna Bux prett dines de persent. manisation de journal l'éty Heerward die zelt danse b compression is come a rest, sein un des report Moenthement d'estima est letter that don't come l'and car livenscoments (ill aid MAN DELTE : ales in de

YVES-MARELE

marriers of these Mars Ila Moros Gerati II d marganism to Fargan Brancos Renault Same Barrar & Sub-Cuest et Same herafic 2 / 2 5000 #5 500 MACHINEUS 4- 50 SM TA cos demara mos senses The same of the same of the 10g: 34 1318 F 2 500 ALT & 3165.

Statement of Sunday After Sunda Grande-Bretagne. habsonstally account of Section Control Section 1 marche will be as the domental a State of 1 21:30 James 1 3 5 THE PARTY OF THE P ampioy 8"1 151 pers 41 person and second And the second s M Kart Same 1 may Williams & Williams 100 100 ES - 015 M Service of the servic 3 Table 19 T The second of the second second

Monde minitel Me minitel Me minitel Me minitel Me minitel Me Me minitel Me mi the on many Time and the second seed TAPEZ LEMONDE

Bertrand Tavernier tourne «la Passion Béatrice»

La cuisine en famille

Dans un château cathare, près de Perpignan, Bertrand Tavernier tourne son prochain film. Une histoire d'amour et de violence sur fond de guerre de Cent Ans. Titre provisoire: la Passion Béatrice. Sortie prévue en novembre.

CINÉMA

« On ne pourra pas me reprocher de faire du joli!» Enfoncé dans la boue jusqu'à mi-jambes, emmitoufié dans un anorak, Bertrand Tavernier jubile mais observe, un peu anxieux, les eaux jaunâtres déberder d'un torrent qui, lors des repérages, n'était que gentil ruisselet. Depuis le début du tournage, en avril, la neige, la pluie, le vent, se sont déchaînés sur ce petit coin de l'Ande où le metteur en scène et toute l'équipe technique d'Autour de minuit, se sont ins-

La Passion Béatrice est tournée en décors naturels exclusivement. Les séquences dites d'intérieur sont filmées dans un château cathare, le Puivert, sorte de bec d'aigle perché sur un promontoire. En haut des tours, le vent souffle si fort qu'il faut s'accrocher. Dans une salle glaciale, s'entassent pêle-mêle pâtés, cailles entrelardées, galettes et autres mets cuisinés dans les règles de l'art médiéval, parfois par les traiteurs du cru, qui cherchent d'ailleurs sous quel nom commercialiser tel pâté d'anguille mijoté pour les besoins du film. Pas de doute : avec Bertrand Tavernier, les agapes sont toujours

partie des réjou Ce jour-là, dans la cuisine du château, copicusoment enfumée, Béa-trice (Julio Delpy) surveille le festin commandé pour le retour de son père, François de Cortemar (Bernard-Pierre Donnadieu). Et, dans le pays, chacun se souvient comment, enfant, il restait des beures perché en haut du château à guetter le retour de son guerrier de lui confia et la charge de son épouse et sa dague. Mais, quand le petit François courat au devant de sa mère (Monique Chaumette), il·la trouva avec son ament. La Passion Béatrice, c'est encore une histoire de toire d'un homme en révolte contre le monde entier, un fou de Dieu. Quelque part entre l'Horloger de Saint-Paul et Coup de torchon.

«Film d'amour et de violence »

Coincé entre le caméra, un faisan et une assiette de farine renversée, un technicien frigorifié lance : « On seralt mieux à Epinay! ». Mais le grand air pour le moins tonifiant. la bone qui colle aux chausses confèrent aux regards une sorte de sièvre, une lueur de dési qui sied bien à ce « film d'amour et de violence » dont Tavernier dit avoir eu envie, après Un dimanche à la campagne et Autour de mimoit.

« Depuis longtemps, je suis fas-ciné par les chansons de geste, les poèmes, la vie médiévale. J'al choisi de situer mon film pendant la guerre de Cent Ans, c'est une époque de transition, la fin d'un monde. Comme la Régence, dans Que la fête commence (...). Le déplacement dans le temps me permet de parler plus tranquillement de passion, de grands sentiments, avec tout le côté épique et enfantin que

Avec ce film. Tavernier tente de faire le point, sur un certain nombre de découvertes formelles. Ainsi « les



L'Association médicale franco-palestinienne propose le parrainage d'enfants au Liban et en Cisjordanie. Ecrire: 14, rue de Nanteuil, 75015 Pans, ou téléphoner : (1) 45-30-12-08 mardi après 19 heures ou mercredi matin.

rapports entre le rythme d'un film et la musique », qu'il a découverts à partir d'Une semaine de vacances, creusé avec Un dimanche à la campagne et surtout Autour de minuit. La musique de la Passion Béatrice est déjà choisie : elle est de Lili Boulanger, la sœur de Nadia. « On y intégrera certaines pièces du qua-torzième siècle arrangées par Ron Carter. Tous les matins, je l'écoute dans la voiture, avec le chef opérateur, je la fais aussi passer aux acteurs. Et, de la même façon que Dexter Gordon collait aux couloirs d hotel, au Blue Note, que Notret se fondait dans Lyon, j'ai envie de sen-tir le rapport entre François de Cortemar et les pierres de son château. Ca vient de mon apprentissage, de mes années de cinéphile, ce souci d'intégrer, d'incruster émotionnellement un personnage dans un décor. On en parlait beaucoup, avec Losey. Dans Monsieur Klein, j'avais l'impression que Delon était entière-ment déterminé par son décor, tout en diagonales, en suspicion, déjà... »

Tavernier a l'œil sur tout, mais il écoute beaucoup les suggestions des uns et des autres. À ses obtés, pour

Varietés

La vague antillaise

Après le Printemps

transforme le Zénith

kermesse musicale.

le groupe Kassav

en une immense

de Bourges,

continue à tout submerger.

messes et dans les bals par des

orchestres de dix à quinze muni-ciens, qui travaillent d'abord sur la sonorité des cuivres et des percus-

sions. Comme sa voisine haltienne

elle n'est pas sculement une musique de danse : par sa manière libre de

prendre la vie, par le seus du transi-toire, par son héritage afro-latin, elle

est une des voix originales qui se

font entendre en Europe ces der-

La longueur des morceaux - plus

de huit minutes la plupart du

temps - l'absence de synthèse abou-

tie, le manque de rigueur dans l'orchestration ont longtemps can-

tonné cette musique dans son ter-roir. Œnvre commune de l'auteur-

compositeur Pierre-Edouard

Decimus, du bassiste Georges

Decimus et du guitariste Jacob Des

varioux, le groupe Kassav a été

conçu progressivement avec justo-

ment pour objectif une synthèse de

biguine, de groska (la percussion antillaise) et de funk, c'est à dire

une musique élaborée susceptible

d'être mieux reçue, mieux comprise

Le premier album de Kassav

(Love and Kådance) paraît en jan-vier 1980. Au fil des productions, le

groupe intègre de nouveaux élé-

ments, de bous musiciens aux con-

leurs souvent jazzy dans les chorus,

un trio de chanteurs, deux superbes

par des oreilles non carribéennes.

ce tournage, il retrouve un ami de longue date, le chef opérateur italien Riccardo Breta, qui, en «routard», hi suggère des trucs : comment, par exemple, faire un gros plan sur Béatrice lancée au galop, sans tenir compte de l'humeur du cheval, en juchant Julie Delpy sur le dos d'un technicien, lancé lui aussi au galop. La cuisine, toujours.

Cuisine encore, mais à l'échelle titanesque, le travail de Guy-Clande François - le scénographe d'Ariane Mnouchkine. Si le château montrait de beaux restes, il a fallu entière ment réinventer salons et chambres, reconstruire les maisons des manants, fausse pierre par fausse pierre. A s'y méprendre.

Le soir, à la table d'un hôtel de Quillan, dont le patron a endossé le rôle de premier secrétaire du tournage, tout le monde se retrouve : Tavernier père et fils, qui dans le film, est le frère de Béatrice, - un rôle écrit par sa mère, que chacun là bas surnomme « Colo».

La Passion Béatrice, une histoire

Huit concerts au Zénith

La biguine à Kassav

ODILE QUIROT.

DANSE

Marin et Lazzini à l'Opéra

Ténèbres et lumière

Des lamentations de Jérémie,

orchestrées par Couperin dans Leçons de ténèbres, au plaisir de coucher dans le foin avec la Fille mal gardée.

le nouveau programme de l'Opéra ioue à fond le contraste.

Maguy Marin sollicitée par Nou-reev pour une création a monté avec treize garçons et treize filles du bal-

let - tous volontaires - un rituel flamboyant où se confirme son sens de la mise en scène. Tout se tient s'imbrique, se complète. D'abord, le décor de Montserrat Casanova, une grotte d'ombre éclairée par des cierges géants qui se reflètent dans un plafond miroir en plan incliné. Puis les voix pures (Noémi Rime et Véronique Gens) déroulant dans l'espace leurs ornementations mélodiques. Les corps enfin, rétifs aux injonctions baroques du chant et se

prétant aux petits gestes épars, accroupissements, portés acrobati-ques, piétinements obstinés, chers à

Sur Leçons de ténèbres de Couperin elle a construit une succession de quatorze tableaux, une purification des âmes assortie de sévices sado-masochistes. Le Jardin des sup-plices et l'Enfer, de Dante réunis. Univers mortifère et sulfureux où quelques tronées inmineuses de John Spradbury permettent d'entre-voir le profil de Marie-Claude Pietragalla et de ses compagnes en chemise courte et col minerve.

Après un entracte de trois quarts d'heure on cligne des yeux pour s'habituer au plein feu de la Fille mal gardée. Il faut longtemps pour passer de Couperin à Herold. Mais le charme de ce petit conte villa-geois est une détente. La version de Joseph Lazzini s'écarte de l'original conçu en 1789 par Dauberval dans l'esprit moraliste de Diderot. A partir d'ajouts multiples de musiques signées Herold, Hertel, Drigo, Rossini, Delibes (orchestrées par Jean-Michel Damasse), il a chorégraphié un ballet romantique en quatre tableaux (une version gaie de Giselle en quelque sorte) qui mobi-lise tout le ballet dans un florilège des divertissements de danse. Il n'a surtout pas négligé les pas de deux réservés au couple vedette de Lise et Colin (Florence Clerc et Jean-Yves Lormeau). Des personnages hauts en couleur (la veuve dansée par Georges Piletta – le benêt Nicaise de Jean-Pierre Franchetti), pimentent une action gaillarde qui cavalcade à travers les champs de blé et les cours de ferme.

MARCELLE MICHEL

★ 2 mai 14 h 30, 20 h 30, 5 et 8 mai 14 h 30.

« Tutti » à l'Opéra-Comique

Vingt-cinq minutes de bonheur

Les six représentations de Tutti, musique d'Antoine Hervet, choré-graphie de Philippe Decoufflé, se sont achevées – le mercredi 29 avril – sur un triomphe, après vingt-cinq minutes de pur enchantement, payées, il est vrai, de sentiments plus mitigés pour les trois ballets qui avaient précédé cette création mon-diale. Le bouche à oreille avait dû fonctionner, car la salle, aux trois quarts vide à l'ouverture, s'est remplie pour Tutti.

Imaginez une scène ouverte jusqu'au mur du fond, une guitare bâtiment à demi immergée, un ban-donéon pierreux pendant des cintres, un décor surréalisant dans une lumière de comédie musicale. Arrivent des formes carrées, rondes, feuillnes et marchantes. En émergent des personnages sortis de Lewis Carroll (les illustrations originales de sir John Denniel), de Jérôme Bosch, d'*Ubu roi*, de Chagall, de Picasso, de bandes dessinées plus ou moins identifiées. Une cour des miracles post-moderne, gaie, tour-noyante, où des êtres humains sont en train de se transformer en instruments de musique et vice versa. Pour le plaisir et sur un rythme sans temps morts ni tempêtes. Tempo de swing léger pour la première plage, tempo de pop-rock latin pour la seconde. L'aisance rythmique et l'assurance sonore de l'ONJ 1987 font ici merveille sur des compositions de l'aisance sonore de l'ONJ 1987 font ici merveille sur des compositions de l'aisance sonore de l'ONJ 1987 font ici merveille sur des compositions de l'aisance se l'aisance s tions aussi évidentes, virtuoses et détendues que la chorégraphie. L'enchantement vient de là : de cette impression de jeunesse donne le spectacle, de cette alliance surprenante du perfectionnisme et de la désinvolture. Cela s'appelle le

Tutti est une commande d'Etat. Qu'elle ait produit un spectacle beau, amusant, populaire et expor-table. c'est sans doute cela la grande

MICHEL CONTAT.

« Hallali Romée », d'Angelin Preliocai

L'écriture des convergences

Après l'héroïsme, Angelin Preliocai traite du sacré et de la vie de Jeanne d'Arc. Son regard demeure extérieur. mais la dérision fait place à la tendresse.

Enfant de Champigny, c'est au Centre culturel de Champigny qu'Angelin Preljocaj présente sa création - très attendue - une commande du Festival du Val-de-Marne, coproduite per le Théâtre de la Ville et le Festival d'Avignon.

Hallali Romée est un portrait éclaté de Jeanne d'Arc, un portrait en creuz, car à aucun moment Jeanne ne s'incarne vraiment dans un personnage. Sept visages, sept corps de femmes se relaient, se mêlent, pour établir ce que le chorégraphe appelle un « mom sorte de vide intérieur laissant affluer une symbolique venue du fond des temps. Angelin Preljocaj travaille sur la forme, il accumule les stéréotypes, les attitudes qu'ont pu inspirer les notions de Jeanne d'Arc sainte, pucelle, guerrière. Il

scène, un Allemand, Herbert Wer-

JACQUES LONCHAMPT.

★ En coproduction avec l'Opéra de

Hambourg, le Festival de Schwetzin-gen et l'Opéra du Rhin. Voir, dans Opéra international d'avril, l'interview

de René Jacobs, à qui l'on doit cette

parvient à esquisser un portrait-robot, et parfois laisse deviner l'essence du personnage.

Dans son précédent ballet, A nos héros, la gestuelle était sèche, aride comme un monument de granit. Ici les enchaînements sont plus complexes, avec des attaques insolites. des décharges d'énergie inattendues, et même quelques développements qui tournent à l'adage. Certains gestes véhéments prodigués par rafales, des bruits de mains qui frappent les corps, rappellent la violence rentrée d'Anne Theresa de Keersme-

Le speciacle est fortement théstral. Dans la salle émerge comme un grand bûcher l'estrade où officie l'ensemble électroacoustique 2e 2m qui fournit à Hallali Romée une musique vivante, irisée comme des vitraux de cathédrale, avec des fragments héroïques, lyriques, grotes-ques, c'est selon. Les arches romanes rompues de Annick Gon-calves, les rais lumineux de Jacques Châtelet accentuent le caractère moyenageux de l'environnement scé-

C'est aussi du Moyen Age que s'inspire Preljocaj avec des attitudes culbatées, des gestes anguleux, déséquilibrés, un peu rustres, des souri-bles ineffables... toute une imagerie sainte et naïve. La chorégraphie, organisée comme une polyphonie, menage une progression dramatique jusqu'à la tranfiguration finale, Comme toujours chez Preljocaj, tout reste extrêmement conte Mais ce parti réclamerait une interprétation plus maîtrisée, plus nette, qu'on trouvera surement en Avi-

MARCELLE MICHEL

Promotion des jeunes danseurs de l'Opéra

Rudolf Nourcev a choisi de présenter quelques-uns des jeunes talents qui piaffent dans les rangs du ballet de l'Opéra.

Dix d'entre eux, N. Aubin, F. Cerutti, D. Moussin, N. Quernet, N. Rique, G. Testut, C. de la Barre, E. Camillo, L. Novis, R. Wilk, sont programmés au théâtre du Châtelet, les 29, 30 avril et 2 mai, à 18 h 30, dans des extraits de Balanchine. Petipa, Bournonville.

Ils sont quatre en plus à être distribués dans les rôles titres de la Fille mal gardée : Eric Camillo et Elisabeth Maurin le 2 mai à 14 h 30, Gérard Claudel et Fabienne Cerutti

Le groupe Kassav au Festival de Bourges danseuses, et s'enrichit de synthéti-seurs. Kassav constitue bientôt une solide machine à rythme capable d'offrir un spectacle haut en couleur et de faire danser de vastes auditoires. La première vraie rencontre avec le public aura lieu en Halti en 1984. Depuis, le groupe a connu une étonnante ascension : aux Antilles,bien sûr, mais aussi en Afri-Mélant la tradition d'origine afri-caine et d'origine coloniale, impré-gnée de malice populaire, la musi-que des îles antiliaises françaises est jouée en plein air avec le plus grande exubérance dans les kerque noire francophone, en Europe et sur la côte est des Etats-Unis, là où résident des centaines de milliers de Haftiens venus par vagnes successives depuis le début des années 60.

A Paris pour huit concerts, Kas-sav transforme chaque soir le Zénith en un immense bal populaire qui s'achève à regret vers une heure du matin. Parfois, entre deux titres aux structures simples, le groupe pro-pose un thême plus sophistiqué : comme pour prouver qu'il n'est pas qu'un orchestre de danse et que musicalement aussi il faudra peutêtre compter sur lui dans les prochaines années.

PHOTO P. VICTOR/BIGLIERANS

CLAUDE FLÉOUTER ★ Au Zénith jusqu'an 9 mai, 20 h 30.

MUSIQUE

Au Printemps des arts de Monte-Carlo

Gluck inconnu

Les deux contraltes s'appellent

Eva Maria Tersson et Christina

Högman; le succulent ténor, Peter

Galliard; la soprano est française,

et c'est Sophie Boulin. L'enchan-

teur du décor et de la mise en

(Suite de la première page.)

Dans un décdr fait de cent

Tout cela à perdre haleine, avec des gestes exquis, sans une ombre de sottise ou de vulgarité. Une pure comédie, d'une liberté toute moderne sous son déguisement raf-finé, qui laisse loin derrière elle les

ensemble endiablé des trois demoiselles en jupon...

miroirs de toutes les tailles et de toutes les formes, qui multiplient les images et les reflets narquois, derrière et devant l'inévitable paravent chinois, les trois adorables et intenables créatures mènent une comédie vive comme la poudre, miment l'effroi d'une pudeur effarouchée, foncent sur le petit marquis futé comme les trois dames de la Flute enchantée sur Tamino, prement de grands airs, se funt des niches, se déguisent comme des petites filles dans un grenier, jouent à la prima donna, se jalousent, se poursuivent, fondent en sanglots, triomphent, trépignent,

marivandages et s'achève par un

Le Monde sur minitel

MESSAGES

Procès Barbie : vos réactions

36.15 TAPEZ **LEMONDE** puis EXC



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CLARA GAZUL Neutly Athletic (46-24-03-83), 20 h 45. MAHAGONNY. Deutsch de la Meur-the (42-00-67-28), 21 b. LE MISANTHROPE. Crypte Ste Agnes (47-00-19-31), 20 h 30.

FIGURE HUMAINE, Bastille (43-57-42-14), 19 h 30. NUIT DE GUERRE AU MUSÉE DU PRADO. Ché internationale, Galerie (45-89-38-69), 20 h 30.

CREDO. Cité internationale, R. (45-89-38-69), 20 h 30. ULRICH ELGER. Rosean (42-71-

13-20), 20 h 30. LES FEMINES SAVANTES. Porte Saint-Martin (40-15-00-15), 20 h 30. PROMENADE AU CŒUR DES CHOSES. Jardin (47-47-77-86), 20 h 30.

LE COUT DU DENTIFRICE. Mémgerie de verre (43-38-33-44), 21 h. CAPRICCIO. Neally, Théâtre (64-57-24-29), 20 h 30.

MESS. Marie-Stuart (45-08-17-80, 20 h 30. HORS PARIS VILLENEUVE-D'ASCQ. LE NAIN, d'après le romas de Pir Lagerkvist, par le Théâtre de la Chandelle (20-30-99-36) à la Ferme

Dupire, mêtro Triolo. Rése FNAC et Office du Tourisme. Les salles subventionnées

OPÉRA (47-42-57-50), sam. 14 h 30 20 h 30 : Ballets Marin/Lazzini. COMÉDIE-FRANÇAISE. Théire de la Purte-Saint-Martin (40-15-00-15), sam. à 20 h 30; dim. à 14 h 30 : Les femmes navantes : sails Richelleu : dim. à 14 h 30 : Polyenote.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), eam., dim. à 18 h 30 : Crucifixion dans un boudoir

ture, de Jean Grusult.
TEP (43-64-80-80). Cinéma : sam. à 14 h 30 : et dim. à 20 h : Les cadavres pe portent pas de costard, de C. Reiner (v.o.); Mauvais Sang, de L. Carex. BEAUBOURG (42-77-12-33). Cinema

Vidéo: Cycle heèsilien: voir la programmation à la rabrique Cinéma/Cinéma-thèque; Vidéo-lisformation: à 13 h. De la plaine à la montagne, de N. Vincensini; 16 h. Haroun Taziell': la mécanique de la Terre, de J.-L. Prévost; 19 h. Répons : à propos de Pierre Boulez, de B. Gavise : Vidèo-Musiques : à 13 h, Le chevalier à la rose, de R. Strauss ; 16 h, Michel Petracciani, Karim Kacal ; 19 h, Nabucco, de Verdi.

THÉATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83). Sam. à 18 h 30 : Jeunes choré-graphes du Ballet du XXº siècle : pro-gramme autour de Debussy. THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Wuppertal : sam. à 20 h 30 ; dim. à

14 h 30 : Gebirge. CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34), sem. 20 h 30; dim. à 16 h, Bri-

(Les jours de relitche sont indiqués entre parenthèses.)

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), sam. 15 h 30 et. 21 h, dim. 15 h 30 : Harold et Maude. ARLEQUIN (45-89-43-22), sam. 20 h 45 : Voyages de Marco Polo.

ARTS - HEBERTOT (43-87-23-23), sam. 21 h, dim. 15 h : Adorable Julia. ATALANTE (46-06-11-90), sam. 21 h, dim. 17 h; la Septième Salle.

ATELIER (46-06-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : le Malade imaginaire. BASTILLE (43-57-42-14), mm. 19 h 30 :

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) sum. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : lo Tournismet. CARREFOUR DE LA DIFFÉRENCE

(43-72-00-15), sam. 21 h : la Fiancée de l'ess.

CAPTOUCHERIE, Théatre de la Tem-pête (43-28-36-36), sam. 20 h 30, dim. 16 h : Alexandre le Grand. CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), Galerie sam. 20 h 30 : Nuit de guerre an musée da Prado. Resserre, sam. 20 h 30 : Credo.

COMEDIE-CAUMARTIN 43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Review dormir à l'Elysée. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24), sam. 20 h 30, dim. 17 h 30 : Fleur de cactus.

COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11), sam. 17 h et 21 h., dim. 15 h 30 : Besu

rivate.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22),
sem. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Orlando
Furioso. DÉCHARGEURS (42-36-00-02), sam.

22 h 15, dim. 19 h : Verdun-Plage ; sam. 20 h, dim. 17 h : Nos hommages, miss

ÉDOUARD-VII (47-42-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : les

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00), sam. ESPACE RIRON (43-73-50-25), sam. 20 h 30, dim. 17 h : Juliette ou la Minéra-

ESPACE MARAES (42-71-10-19), sun. 23 h 30, dim. 14 h 30 : Wien 38. ESSAION (42-78-46-42), L Sam. 19 h, dim. 15 h : le Festival du cannibale; 21 h : Le sourire est sous la pluie. IL Sam. 26 h 30, dim. 17 h : L'amour sort en

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (loc. 42-00-67-28), 2, 3 à 21 b : Grandeur et décadence de la ville FONTAINE (48-74-74-40), sam. 17 h et

20 h 30, dim. 15 h 30 : Un bean saland. GAI FRIE 55 (43-26-63-51), 21 h : Master Harold and the Boys. GRAND EDGAR (43-20-90-09), sam. 20 h 15 : Palier de crabes ; 22 h : C'est oa

GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06), sam. 20 h 45, dim. 18 h 30 : Des crehidées su clair de lune.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (4249-30-80), sam. 21 h, dim. 16 h : Monte-Cristo. CUICHET-MONTPARNASSE (43-27-

88-61), sem. 19 h : Paul Léantand, ce viell cafant pordu ; sam. 21 h : Ficura de papier ; hun. 20 h 30 : A qui parlor. GYMNASE (42-46-79-79), sam. 20 h 30, dim. 15 h : la Famille Hernandez. HUCHETTE (43-26-38-99), stm. 19 h 30 : la Camatrice chenve ; 20 h 30 :

IUCERNATRE (45-44-57-34), sam., din. I : 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Moi, Moi et Moi. II : 20 h : le Petit Prince. MADELEINE (42-65-07-09), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Antigone. MARIE-STUART (45-08-17-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Mess ; sam. 22 h :

MARIGNY (42-56-04-41), sam. 20 h, dim.

14 h 30 : Kenn. MATHURINS (42-65-90-00), sanz. 20 h 30, dizn. 15 h 30 : l'Idioc. MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 : Pyjama pour siz. MICHODIÈRE: (47-42-95-22), dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h : Double mixte. MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Cabaret. MONTPARNASSE (43-22-77-39), dim.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), sem. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ? QUIVEE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h: Léopoid le Bien-Aimé. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : l'Armas-gueule.

POCHE (45-48-92-97), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : la Belle Famille ; sam. 19 h, dim. 18 h 30 : Seite irlandaise.

POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 20 h 30 : Journal d'un curé de campagne. BANELAGH (42-88-64-44), sam. 20 h 30, dim. 17 h : les Petites Filles modèles. BOSEAU-THÉATRE (42-71-30-20), sem. 21 h: Ulrich Elger.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam. 20 h 45, dim. 15 h : les Seins de Lois. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10), sam. 19 h 30, 6mm. 14 h : Voyage au bout de la mit; sam. 21 h, dim. 15 h 30 : le Pool en cau.

TAC STUDIO (43-73-74-47), sam. 20 h : la Double Inconstance. TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), sem. 20 k 30, dim. 15 h; Antisone; sam. 22 h, dim. 17 h; l'Écame des jours; sam., 20 h 30, dim. 17 h; Huis clos. H. D'EDGAR (43-22-11-02), sam. 20 h 15 : les Bubes cadres ; sam. 23 h 30 :

Nous on fait où on nous dit de faire. THL GRÉVIN (42-46-84-47), 20 b 30 : THÉATRE 13 (45-88-16-30), sam. 20 h 30, dim. 15 h : A pied. THL POUR CEUX QUI N'Y VONT

PLUS... (43-54-78-36), sam. 15 h, dim. 15 b : Paroles mes ou Aimer à Paris en TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Grande salle, sam. à 22 h 30 : Mon

Fanst. TOURTOUR (48-87-82-48), sam. 20 h 30 : le Préjugé vaincu ; 22 h 30 : An TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), sam. 20 h 30 : l'Anniversaire.

VARIÉTÉS (42-33-09-92), sam. 17 h 15 et
21 h, dim. 15 h 30 : C'est encore mieux

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), sam. 19 h, 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré. BLANCS MANTEAUX (48-87-15-84), L sum. 18 h 30: Arenh = MC2; 21 h 30: les Démones Louion; 23 h 30: Mais que fait h police? - IL 20 h 15: les Sacrés Monstres; 22 h 30: Last Lunch - Dernier

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), L sam 23 h 45 : Tiens, voilà deux bondins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — IL 20 h 15 : Nos

chatou:Benx ; 22 h 30 : Elles nous venlent 22 h 15, dim. 16 h : les Taupes niveaux ; sam. 20 h : la Conscience nationale des

LE GRENIER (43-80-68-01), 22 h : Un pré vert, le tourment et deux boules de biliard PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h: Les oies sont vaches; 22 h 30 : Nous, on same.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), sam., dim. 18 h 30: Reste avec nons; 20 h 15: Pièces détaichées; 21 h 30: Nos désirs font désordre.

Le Monde sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Le Monde.

Tous les programmes. 36.15 TAPEZ LEMONDE

Samedi 2 - Dimanche 3 mai

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), 20 h 30 : spectacle Fsydens-Musset TINTAMARRE (48-87-33-82), sam.
18 h 30 : les Heures pétillantes ; sam.

18 h 30 : les Heures pétillantes ; sam. 22 h 30 : Bien dépagé autour des creilles, s'il vous plaît ; 21 h 30 : Bulo ; 22 h 30 :

Les concerts SAMEDI 2

Radio-France, auditorium 106 : B.L. Gol-Egiise St-Merri, 21 h : A.-M. Ghirardelli, J.-L. Beaumadler (Fontbonne, Genin

Egiise suédeise, 18 h : A. L.- Chapelon, G. Iherer (Yarèse, Jolivet, Berio). DIMANCHE 3

Egilse St-Merri, 16 h : Quintette Ariost (Farkaf, Ibert, Fibtsonne...) Salle Villiers, 21 h : A. Krotenberg (Krotenberg).

Eglise de Biliettes, 10 h : M. Roger (Schol-demann, Hanss, Buxtelrude). Th. da Road-Point, 11 h : U. Ughi,

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-84-24-24) SAMEDI 2 MAI 15 h, Le vent se Rive, de Y. Ciampi (NB); 17 h, le Visiteur, de J. Dréville (NB); 19 h. Copie conforme, de J. Dréville (NB); 21 h, la Terre de la grande pro-messe, de A. Wajda (v.o.a.t.).

DIMANCHE 3 MAI 15 h, le Trésor d'Arne, de M. Seiller (NB) (vf); 17 h, Police sur la ville, de D. Siegel (v.o.s.f.t.); 19 h, le Betaille de l'ean lourde, de T. Vibe Muller et J. Dré-ville (NB); 21 h, Commando Grand Nord, de J. Dréville; les Casse-pieds, de J. Dré-ville (NB).

ville (NB). BEAUBOURG (42-78-35-57)

SAMEDI 2 MAÏ 15 h. Omicron, d'U. Gregoretti (vo); 17 h. les Sœurs de Gion, de K. Mizoguchi (v.o.s.l.f., anglais); 19 h 10 Retour à la bien-simée, de J.-F. Adam; 21 h 10 , Je l'aime, moi non plus, de S. Gainabourg.

DIMANCHE'S MAI 15 h, la Ragarra, de L. Come (v.o.s.t.f.); 17 h 15, Tendres Chasses (VOLLL): 17 h 15, Tendres Chasseurs, de R. Guerrs (VOLLL): 19 h 15, Nestor Burma, détective de choc, de J.L. Missch: 21 h 15, les Hautes Solimdes, de P. Garrei

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI 2 MAI 14 h 30, Greve! de J. Batista de Andrade; Taba, de J. Bressane; 17 h 30, Lucio Flavio, o Passageiro da Agonia, d'H. Babenco; 20 h 30, Eles Nao Usam Black-Tie, de L. Hirszman.

DIMANCHE 3 MAI 14 h 30, Brasilianas nº 6 d'El. Mauro; Siemo o Caolho, d'A. Cavalcami; 17 h 30, A Queda, de R. Guerra et N. Xavier; 20 h 30, Retrados de Hideko, d'O. Futenma; A Hora da Estrela, de

Les exclusivités

AJANTRIK (Ind., v.a.): Rápubic-Cinéma, 11º (48-05-51-35).

ALLAN QUATERMAIN ET LA CITÉ DE L'OR PERDU (A., v.a.): Emritage, 8º (45-63-16-16); v.f.: Gaité-Rochechourt, 9º (48-78-81-77).

ANGEL HEART (°) (A., v.a.): Gammont Halles, 1º (42-97-49-70); St-Michel, 5º (43-26-79-17); Bretagne, 6º (42-22-57-97); 14-Juillet-Odéon, 6º (43-25-59-83); Ambussade, 8º (43-59-19-08); Escurial, 13º (47-07-28-04); 14-Juillet Beangrumelle, 15º (45-75-79-79); Maillet, 17º (47-48-06-06); v.o. et v.f.: Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); 14-Juillet Bastille, 11º (43-57-90-81); Nations, 12º (43-43-04-67); Montparnos, 14º (43-27-52-37); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01).

ASSOCIATIONS DE MALFAITEURS (Fr.) : George V. 8 (45-62-41-46); Français, 9 (47-70-33-88); Parmassicos, 14 (43-20-30-19). AUTOUR DE MINUIT (A., v.A.) : Tem-phers, 3 (42-72-87-30).

L'AUTRE MOTTÉ DU CIEL (A., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86). BASIL DETECTIVE PRIVE (A., v.l.): Napoléon, 17 (42-67-63-42). BIROY (A., v.a.): Lucermire, 6 (45-44-

LES RISOUNOURS Nº 2 (A., v.f.) : Mis-tral, 14 (45-39-52-43) ; St-Lambert, 13-BRAZIL (Brit., v.o.) : Epéc-de-bois, 9 (43-37-57-47).

(43-37-37-47).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.):
Forum Orien-Express, 1* (42-33-42-26): 14-5uillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Ambassade, 8* (43-59-19-08):
Bestille, 11* (43-42-16-80); Montparnos, 14* (43-27-52-37).
CHROMOGUE DES SUPPLICACIONS

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS AMOUREUX (Pol., v.o.) : Cluny-Palaco, 5 (43-25-19-90) ; Studie 43, 9-(47-70-63-40). (47-70-63-40). LES CLOWNS DE DEU (Fr.): Utopla, 5 (43-26-84-65); Studio 43, 9 (47-70-63-40).

63-40).

LA COULEUR DE L'ARGENT (A. v.o.): Gaumont-Halles, 1° (42-97-49-70); UGC-Odéon, 6° (42-25-10-30); Marignan, 8° (43-59-92-82); Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); v.f.: Montparnasse-Pathé, 14° (43-20-12-06).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.): Templiers, 3° (42-72-87-30).

COUP DOUBLE (A., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Danton, 6° (43-68-818); Marignan, 8° (43-59-92-82); Gaumont Parnasse, 14° (43-35-30-40); v.f.: Rex. 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94);

Votre-Dame, 17 h 45 : O. Latry (Bouvard,

Paramount-Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (43-43-01-59); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Parthé-Clichy, 18 (45-22-46-01).

Parthé-Clichy, 18* (45-22-46-01).

CRIMES DU COEUR (A., v.o.): Cinoches St-Germain, 6* (46-33-10-82); Ermitage, 8* (45-63-16-16).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.): Forum horizon, 1* (45-08-57-57); Marigans, 8* (43-59-92-92); v.f.: Impérial, 2* (47-42-72-52); Bastille, 11* (43-42-16-80); Montparasso-Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention St-Charles, 15* (45-79-33-00).

LA DAME DE MUSASSEINO (Jap.,

LA DAME DE MUSASERNO (Jap., v.o.): St-Germain Huchette, 5 (46-33-63-20).

03-20).
LE DESTIN DE MADAME YUEI (Jap., v.o.): 14-Jeillet Parasses, 6: (43-26-38-00).
LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-

CAIN (Can.): Latins, 4° (42-78-47-86); UGC-Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC-Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC-Bonlevard, 9° (45-74-95-40); Bastille, 11° (43-42-16-80). 11* (43-42-10-80).

DERNIER ÉTÉ A TANGER (Fr.):
Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); 14Juliet Odéon, 6* (43-25-59-83); Coñsés,
8* (43-59-29-46); Pablicis ChampsElyzés, 8* (43-87-35-43); Maréville,
9* (47-70-72-86); Paramount-Opéra, 9*
(47-42-36-31); Paramount-Opéra, 9*
(47-42-36-31); Paramount-Opéra, 9* (47-42-56-31); Fauvetta, 13 (43-31-56-86); Galaxie, 13 (45-80-18-03); Gaumont-Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar. 14 (43-20-89-52): Conven-

tion St-Charles, 15 (45-79-33-00); 14-Juillet Berugrenelle, 15 (45-73-79-79); Pathé-Wepler, 18 (45-22-46-01); Gaumont-Cambutta, 20 (46-36-10-96). Pathe-Wepler, 18" (45-22-46-01);
Gaumoni-Gambeita, 20" (46-36-10-96).

DOWN BY LAW (A., v.o.); St-Andrédes-Arts, 6" (43-26-48-18); v.f.: Colinée, 8" (43-29-946); Gaumont-Alésia, 14" (43-27-84-50); Gaumont-Parresse, 14" (43-35-30-40).

DUO POUR UNE SOLISTE (Fr. A.)

(v.a.) : Forum Aro-m-Ciel, 1" (42-97-53-74) ; UGC Rotonde, 6" (43-74-94-94) ; Racine-Odéon, 6" (43-26-19-68); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); v.f. : UGC Gare de Lyon, 12* (43-43-01-59).

LES ENFANTS DU SILENCE (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1" (42-97-49-70) : Gaumont-Opéra, 2" (47-42-22-72-80); Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Pagode, 7 (47-05-12-15); Gaumont-Champs-Elysées, 8 (43-59-04-67); Gaumont-Parnasse, 14 (43-35-30-40); Manyfair, 16 (45-25-27-06); v.f.: Paramount-Opéra, 2 (47-42-56-31); Maxaville, 9 (47-70-72-86); Nations, 12 (43-43-04-67); Fauvetta, 12 (43-31-56-86); Miramar, 14 (43-20-89-52); Gaumont-Aléxia, 14 (43-27-84-50); Gaumont-Convention, 15 (48-23-23-24); Mariamar, 14 (48-27-28-42-27) ; Maillot, 17. (47-48-07-07).

L'ÉPOUVANTAIL (Sov., v.o.) : Cosmos, 6 (45-44-28-80) ; v.f. : Triomphe, b (45-62-45-76). FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A, v.f.) (H. s.p.): Cinoches, & (46-33-10-82); St-Lambert, 15- (45-32-91-68); St-Amboise, 11- (47-00-89-16).

FROID COMME LA MORT (A, v.o.): Parmassions, 14- (43-20-32-20).

LES FUGITIFS (Fr.) : Ambassade, & (43-59-19-08). GARÇON SAUVE-TOI (Tch., v.o.) : Uto-

pia, 5: (43-26-84-65).

GOLDEN CHILLD (A., v.o.): Marigman, 8: (43-59-92-82); Publicis ChampaElyaées, 8: (47-20-76-23); v.f.: Rex, 2: (43-36-83-93); Paramount-Opéra, 9: (47-42-56-31); Fauvette, 13: (43-31-56-86); Mostparmasse-Parbé, 14: (43-20-12-06); Gaumont-Alésia, 14: (43-27-24-50)

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Gaumont-EGRAND CHEMIN (Fr.): Gaumoni-Halles, 1" (42-97-49-70); Impérial, 2" (47-42-72-52); Hantefenille, 6" (46-33-79-38); Pagode, 7" (47-05-12-15); Ambassade, 8" (43-59-19-08); Georgo-V, 8" (45-62-41-46); St-Lazare Pasquier, 9" (43-87-35-43); Farvette, 13" (43-31-56-86); Gaumout-Alésia, 14" (43-27-52-37); Parnassiens, 14" (43-20-32-20); Gaumount-Convention, 15" (48-28-

Parnassiens, 14° (43-20-32-20);
Gaumont-Convention, 15° (48-2842-27); Maillot, 17° (47-48-06-06);
Path6-Clichy, 18° (45-22-46-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A. v.o.):
Sindio de la Harpe, 5° (46-34-25-52).

L'HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE
PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap.,
v.o.): Cluny-Palace, 5° (43-25-19-90). INSPECTEUR GADGET (Fr.) :

Gaumont-Opéra, 2º (47-42-60-32).
FEAN DE FLORETTE (Fr.): George-V. 8 (45-62-41-46). IEUX D'ARTIFICES (Fr.) : Epéc de Boia, 5 (43-75-67-47) ; Smálo 43, 9 (47-70-63-40).

(47-10-3-40).

KING KONG 2 (A., v.o.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LAPUTA (All., v.o.), Forum Orient-Express, 1* (42-33-42-26); St-Germin Village, 5* (46-33-63-20); 7-Parnassions, LE LENDEMAIN DU CRIME (A., v.o.): Luccrusire, 6 (45-44-57-34).

MAUVAS SAIVE (FE) : E-personale, (43-37-57-47).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet-Parmane, 6 (43-25-59-83).

MES DEUX HOMMES (Al., v.o.) : Epto-de-Bois, 5 (43-37-57-47). LA MESSE EST FINIE (IL., v.o.) : Tem-

Hers. 3- (42-72-87-30). LE MIRACULE (Fr.): 7-Farmassions, 14 LE PAREACULE (Ft.): 7-Parmassiens, 149 (43-20-32-20).

MISSION (A. v.o.): Châtelet-Victoria, 149 (45-98-94-14); Elysées-Lincoln, 89 (43-59-36-14); vf.: Lumière, 99 (42-46-49-07).

49-07).
LES MOIS D'AVRIL SONT MEUR-TRIERS (F.): Gaumont-Halles, 1" (42-97-49-70): George V, & (45-62-41-46); Français, 9 (47-70-33-88); Montpurnasso-Pathé, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Gam-betts, 20 (46-36-10-96).

betta, 20 (46-36-10-96).

LE MOUSTACHU (Fr.) ; Forum Horizon, 1= (45-08-57-57) ; Impérial, 2= (47-42-72-52) ; Marignan, 8= (43-59-92-82) ; Parnausiens, 14= (43-20-32-20) ; Gaumost Convention, 15= (48-28-42-27) ; Gaumost Gambetta, 20= (46-36-10-96).

20' (46-36-10-96).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
(Brit., v.o.): Cinoches, 6' (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMI (Hosg.,
v.o.): Cind-Beaubourg, 3' v.o.): Ciné-Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Triomphe, 8°

(45-62-45-76).

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA
TÊTE (A., v.o.): Cinoches, 6*
(46-33-10-82); Râpublic Cinôma, 11*
(48-05-51-33).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.); v. angl.:
Forum Orient-Express, 1sr
(42-33-42-26); Mercury, 8s
(45-62-96-82); v.f.: Français, 9s
(47-70-33-88); Montparnos, 14s (43-27-52-37).

(43-27-52-37).

GUT OF AFRICA (A., v.o.):
Publicis-Marignon, 8 (43-59-31-97).

OVER THE TOP (A., v.o.): Normandie,
8* (45-63-16-16); v. f.: UGC
Montparnasse, 6* (45-74-94-94);
Lumière, 9* (42-46-49-07); UGC
Gobelius, 13* (43-36-23-44); Mistral,
14* (45-39-52-43).

FLATOON (A., v.o.) (*); Forum-Horizon, 1= (45-08-57-57); Hautefeuille, 6= (42-33-79-38); Marignan, 9= (43-59-92-52); v.o. et v.f.; George-V, 8= (45-62-41-46); v.o.; 14-Juillet-Bessille, 11= (43-57-90-81); Parmassions, 14= (43-20-30-19); Kingangaran, 15= (43-65-90-50) Farnassiens, 14- (43-06-50-50); Kinopanorama, 15- (43-06-50-50); 14-Juillet-Beaugrenelle, 15-(43-75-79-79); v.f.: Maxéville, 9-(47-70-33-88); Farnais, 9-(47-70-33-88); Farvette, 13-(43-31-60-74) : Galaxie. (43-31-60-74); Galaxie, (45-80-18-03); Montparnamo-Pathé, 14-(43-20-12-06); Mistral, 14-(45-39-52-43); UGC-Convention, 15-(45-74-93-40); Maillot, 17-

(47-48-06-06); Pathé-Wepler, 181 (45-22-46-01). POUSSIÈRE D'ANGE (Fr.) **CUSSIERE D'ANGE (Pt.) : UGC-Danton, 6* (42-25-10-30) : UGC-Moniparname, 6* (45-74-94-94) ; UGC-Normandie, 8* (45-63-16-16) ; UGC-Boulevards, 9* (45-74-95-40).

MANON DES SOURCES (Fr.): Elysées
Lincoln, & (43-59-36-14); Lumière, 9
(42-46-49-07).

MAUVAIS SANG (Fr.): Epée-de-Bois, 5(42-17-17-286); Paramount-Opéra, 9(47-12-75-6-31); Galaxie, 13(47-12-56-31); Galaxie, 13-

(45-80-18-03). QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Ft.) :

Luxembourg, 6 (46-33-97-77). ROSA LUXEMBURG (Al., v.a.) Cinoches, 5 (46-33-10-82); Cité Internationale, 14 (45-89-38-69), H. sp. SABINE KLEIST, SEPT ANS (All., RDA, v.o.): Républic-Cinéma, 114 (48-05-51-33).

(48-05-51-33).

IE SIRTÉME SENS (A., v.o.): Forum Arc-en-Clel. 1° (42-97-53-74); UGC-Odéon, 6° (42-25-10-30); Normandie, 8° (45-63-16-16). V.f.: Rex, 2° (42-36-83-93); UGC-Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC-Boulevard, 9° (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12° (43-43-01-59); UGC-Gobelins, 13° (43-36-23-444); Images, 18° (45-24-79-94); (45-22-47-94).

LE SOLITAIRE (Fr.) : Ambe (43-59-19-08).

(45-457-34); Cinoches Szint-Germain, 6-(45-44-57-34); Cinoches Szint-Germain, 6- (46-33-10-82); UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40); UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94).

LA STORIA (It., v.o.): Forum-Orient Express, 1=" (42-33-42-26); 14-Juillet-Odéon, 6= (43-25-59-83); Balzac, 8= (45-61-10-60); Bienvenüe-Montparnasse, 15= (45-44-25-02). STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-65).

v.a.): Utopia, P (43-28-40-3).

THAT'S LIFE (A., v.a.): Forum
Arc-en-Ciel, 1" (42-97-53-74);
Gaumont-Opéra, 2* (47-42-60-33);
14-Juillet-Odéon, 6* (43-25-59-83);
Colisée, 8* (43-59-29-46);
14-Juillet-Bastille, 11* (43-57-90-81);
Parnassiens, 14* (43-20-32-20);
Coumont-Parnasse, 14* (43-35-30-40); cont-Parosse, 14 (43-35-30-40) : 14-Juillet-Beaugronelle,

(45-75-79-79). LE THÈME (Sov., v.o.) : Commos, 6 (45-44-28-80). THÉRÈSE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6* (43-26-80-25); UGC-Biarritz, 8* (45-62-20-40).

37-2 LE MATIN (Fr.) Orient-Express, 1= (46-34-25-52); Saint-Michel, 5= (43-26-79-17); George-V, 8= (45-62-41-46).

TRUE STORIES (A., v.o.) : Ciné-Benubourg, 3 (42-71-32-36) ; Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52). Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52).

LA VEUVE NOIRE (A., v.o.):
Ciné-Beaubourg, 3º (42-71-52-36):
UGC-Danton, 6º (42-25-10-30): UGC
Champs-Hysées, 8º (45-62-20-40). V.f.:
Rex. 2º (42-36-83-93):
UGC-Montparazsia, 6º (45-74-94-94):
UGC-Bonievard, 9º (45-74-99-40):
UGC Gare de Lyon, 12º (43-43-01-59):
UGC-Convention, 15º (43-36-23-44):
UGC-Gobelins, 13º (43-36-23-44):
Images, 18º (45-72-47-94): Secrétans.

Images, 18 (45-22-47-94); Secreta 19 (42-06-79-79). WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.): YOU ARE NOT I (A., va.): Laxembourg, 6 (46-33-97-77).

LES FILMS NOUVEAUX L'APECULTEUR, Film franco-gree [APECULTEUR. Fum franco-grac de Thée Angelopoules. V.o.: Forum Herizon, 1" (45-08-57-57); 14 Juillet-Parnasse, 6" (43-26-58-00); Saint-André des Arts, 6" (43-26-48-18); George V. P" (45-62-41-46); 14 Juillet-Bestille, 11" (43-57-90-31); 14 Juillet-Beangreselle, 15" (45-75-79-79).

BRIGHTON BEACH MEMOURS Film américain de Gene Salu. V.a.; Ciné-Beaubourg. 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rottonde, 6 (45-74-94-94); Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Boulevard, 9 (45-74-95-40).

DOLLS. Film américain de Stuart Gordon. V.o.: Forum Aro-en-Ciel, 1° (42-97-53-74); Gaumont-Opéra, 2° (47-42-60-33); Ambassade, 3° (43-50-10-60); Campu V. 2° (47-61-60) (42-97-33-17); Ambassace, 2 (47-42-60-33); Ambassace, 3 (43-59-19-08); George V, 8 (45-41-46); Gaumont-Parnasse, 14 Mazéville, 9 02-41-46); Gaumont-Parmasse, 14-(43-35-30-40), V.f.: Mazzville, 9-(47-70-72-86); UGC Gare de Lyon, 12- (43-43-01-59); Galaxie, 13-(45-80-18-03); UGC Gobelins, 13-(43-36-23-44); Gaumont-Alésis, 14- (43-27-84-50); Gaumont-Convention, 14- (48-29-42-27)

evention, 15 (48-28-42-27); crétan, 19 (42-06-79-79). L'ÉTÉ EN PENTE DOUCE. Film français de Gérard Krawczik. Gaumout-Halles, 1= (42-97-49-70); Rez, 2* (42-36-83-93); Hautefeeille, 6* (46-33-79-38); Marignam, 8* (43-59-92-82); St-Lazare Pasquier, 8* (43-87-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); Nations, 12* (43-43-04-67); Fauvette, 13* (43-31-56-86); Mistral, 14* (43-39-52-43); Montparnasso-Pathé, 14* (43-20-12-06); Gaumon-Convention, 15* (48-28-42-27); 14 Juillet-Bengrenelle, 15* (45-75-79-79); Pathé-Wepler, 18* (45-22-46-01). festille, 6: (46-33-79-38) : Mariemen

LE FLIC ÉTAIT PRESQUE PAR-FAIT. Film américain de Michel. Dinner. V.o. : Forum Aro-en-Ciel, 1 Dinner. V.o.: Forum Arc-en-Ciel, 1^{et} (42-97-53-74); George V, 8^{et} (45-62-41-46); Triomphe, 8^{et} (45-62-41-46); Triomphe, 8^{et} (45-62-45-76). V.f.: Rex, 2^{et} (42-36-63-93); Paramount-Opéra, 9^{et} (47-42-56-31); UGC Gare de Lyon, 12^{et} (43-43-01-59); Fauvette, 13^{et} (43-43-68-65); Miramar, 14^{et} (43-20-89-52); Mistral, 14^{et} (45-39-52-43); Convention St-Charles, 15^{et} (45-79-33-00); Pathé-Clichy, 18^{et} (45-22-46-01).

MIKEY ET NICKY. Film américain MIREY ET NRCRY, Firm americam de Elaine May, V.o.: Ciné-Beaubourg, 3º (42-71-52-36); UGC Odéon, 6º (42-25-10-30); Biarritz, 8º (45-62-20-40); Convention St-Charles, 15º (45-79-33-00). V.f.: UGC Gare de Lyon, 12º (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44).

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 3 MAI «Le vieux village d'Auteuil», 15 h, métro Michel-Ange-Auteuil (G. Bot-

· Civilisation égyptienne », 10 h, musée du Louvre, porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Approche de l'art).

«Riches salons du ministère des Finances», 17 h, 93, rue de Rivoli (carte d'identité) (Approche de l'art). «Moufins et vieux villages de Mont-martre», 14 h 30, mêtro Abbesses (Les Elisacies) (Les Flâneries). «L'Opéra», 15 h, en haut des mar-ches (Tourisme culturel). «Le cimetière révolutionnaire de Picpus», 15 h 30, 35, rue de Picpus

(Tourisme culturel). «Une heure au Père-Lachaise», 10 h et 11 h 30, boulevard de Ménimontant, face rue de la Roquette (V. de Langiade). «Le Père-Lachaise sous son aspect écolo», 14 h 45, boulevard de Ménil-

montant, face rue de la Roquette (V. de Langlade). «L'Opéra», 11 h et 14 h 30, dans l'entrée (Christine Merle). «De l'hôtel de Sens à l'hôtel de Brinvilliers », 15 h, métro Pont-Marie (Paris et son histoire). «L'Institut de France», 15 h. 23, quai Conti (Arcus). «La rue Montorgueil et l'ancienne

cour des Miracles , 15 h, métro Sen-tier, sortie (Résurrection du passé).

« Les grands hôtels du Marais», 15 h, devant l'église Saint-Paul, rue Saint-Antoine (Académie). «Les salons du ministère de la Marine», 15 h, 2, rue Royale (Arts

Conférences). «Hôtel de Soubise», 15 h, 60, rue des Francs-Bourgeois (Isabelle Hauller). Montmartre: cités d'artistes », 15 h, métro Abbesses (M. Ch. Lasnier).

«De Belleville à Mégilmontant», 15 h, métro Botzaris (Paris et son his-La peinture flamande et hollan-aise , 10 h 30, 36, quai du Louvre

la Terreur », 15 h, à l'entrée (P.-Y. Jas-let). · La conciergerie de Philippe le Bel à

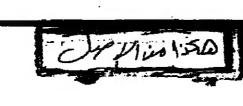
(P.-Y. Jaslet).

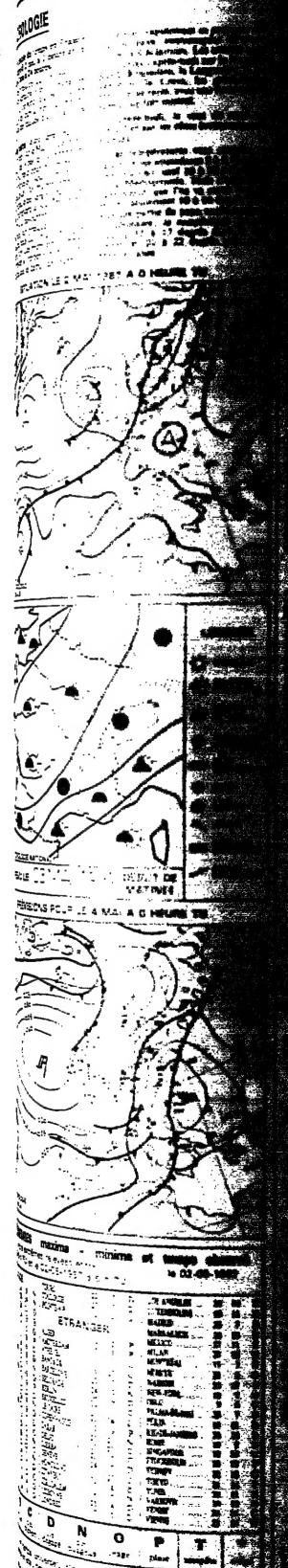
A 10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre, à Versailles, «Le potager du roy et le jardin de la comtesse de Balbi»

(P. Florin). 60, boulevard de La Tour-Manbourg. 14 h 30 : «La Crète et la Grèce»: 16 h 30 : «Ma Thailande», 18 h 30 :

CONFÉRENCES

11 bis, rue Keppier, 17 h 30 : Remèdes à l'angoisse de l'homme noderne » (Loge unie des Théosophes).





municipales d'Azay-le-Rideau; le 9 mai, de 8 h 30 à 12 heures, an bureau

Henri Pourrat est né en 1867 à

Ambert (Puy-de-Dôme) et mort en

1959. Après deux recueils de poésie.

les Montagnards et Liberté.

public de 1922 à 1931 les quatre

volumes de Gaspard des montagnes qui lui valent le Grand Prix du

L'œuvre de Pourrat, un des maî-

tres de la littérature régionaliste, se

compose de plus de cent volumes :

essais, biographies, récits touristi-

ques... Les légendes, les coutumes,

les faits de sorcellerie, la vie des

champs et des paysans en consti-tuent les thèmes majeurs, dans le

Greffier de la mémoire populaire et conteur, il poursuit pendant plus de cinquante ans une quête patiente qui lui permet de recueillir un maté-

riau abondant à l'origine du millier

de contes publiés en treize volumes

dans le Trésor des contes (1948-

Henri Pourrat a reçu en 1941 le prix Goncourt pour Vent de mars et

1962).

cadre de l'Auvergne qu'il aime.

roman de l'Académie française.

de poste d'Azay-le-Rideau.

Informations «services»

**A.): Triomphe, & (45-62-45-76), VI Bretagne, 6 (42-22-57-97); Market (47-42-56-31); Galaire, 13 (45-80-18-03). MÉTÉOROLOGIE

‡ 1 1, 5,55,5 -1, -

D 143

- 1 Tong-

(45-62-3-68) :

12-06) ; Geza

. .

UDC

製造 船OUVEAUX

ANCHE 3 MAI

Elypses PROTECTION RAPPROCHEE

ROSA LUXEMBURG (AIL

SABINE KLEIST, SEPT ANS R. R.DA. v.o.): Républic-Cinéma, h

'LE SOLITAIRE (Fr.) : Ambanda,

LA STORIA (It., v.o.): Formo-Express, Is (42-33-42-16), 14-Imilat-Odéon, 6- (42-23-25-52-Balzac, 8- (45-61-10-16) Bicaverñe-Montparaasse, 8 (45-44-25-02).

STRANGER THAN PARADIST

v.o.) : Litopia, 5 (43-26-84-65).

***TATURE (A. v.o.): for Are-ca-Cicl. 1" (42-97-53-74)
Gaussi-Opéra, 2: (47-42-65);
14-Juillet-Odéon, 6: (43-59-59-4);
14-Juillet-Bassille, 11: (43-57-69);
Permassions, 14: (43-20-33-3);
Camagont-Parmasse, 14: (43-33-38-2)

LE-THÈME (Sov. v.c.) · Com. FRENESK (Fr) : Saint-Andredsk (43-26-80-25); LGC-Burns, (43-62-20-40).

Ocient-Express, 10 (45-34-25) Saint-Michel, 50 (47-24-74)

George-V. 8 (45-62-11-46).

LE FLIC ETAIT PRESQUE PAR

FIAC STAIT PRESQUE FAR FART, Frim américais de Mide Dimer, V a.: Ferum Arcen-Caille (4249-33-44); Giorge V, 9-18, (4249-46); Triompha, is (484) (43-74), V.f.; Ret, 2: (434) (43-74); Farametai-Open, P. (6244-44); V.G. Giorda Lac

(67-47-56-11) : L'GC Gam is Line 12 (63-63-01-59) : Fautelle

12 (43-43-01-59): Fartella if 443-31-56-56): Maraman, 16: 48-32-43-52): Mistral, 16: (45-13-43): Conversion Si-Charles II (45-79-13-00): Path-Clicky, 19 (45-22-46-01):

MERTY ET NICKY. Film amende

- Les grands hâtels de Marsis ...

- Amoint (Amideme)

Maries 15 h. 2, rue Royal (V

Hand de Scabise

Montrarie and Control

13 h. micro Barraris (Paris el 55)

ela posture flamande e le desire, 10 à 30, 30, quei de la 19-31

la conciergene de Philippe &S la Terrenzo, 15 h, a l'estrée (P.)

A 10 h 10, 10, rue du Mais

60 honderard de in Jour Many

14 à 16 · La Cette et 1915

loffre. à Versaines, als pointes

(P. Florin)

CONFÉRENCES

. De Belleville 3 Menimung

France Bourgeos Isabe - Hard

at-Parmasse, 14 (4)-35-364 14-Janlet-Beaugrezelle, [45-75-79-79].

AVENTURES PAINETTE ET MIRABELLE (F)

DUATRE

Evolution probable du temps en France entre le samedi 2 mai à 0 heure et le dissanche 3 mai à 24 heures.

Les hautes pressions qui ont protégé le pays cette semaine vont disparaître samedi. Un flux de nord va conditionner le temps dans les jours à venir, amenant sur la France des masses d'air fraiches

Dissanche maths: le ciel sera couvert près des Pyrénées, sur le Massif Central, le Lyonnais, les Alpes et la Franche-comté. Cen ausges donneront des préci-pitations poutruelles, sous forme de ocige an-dessus de 1000 mètres. Près de la Méditerranée, le ciel sera voilé la tramontane commencera à souffler, ainsi que le mistral à la mi-journée.

(48-03-51-33).

LE SIXIÈME SENS (A., v.o.) Fig.
Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74)

Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74)

Normandie, 8s (45-63-16-16), v.f. h.
2s (42-36-83-93); UGC-Montpana
6s (45-74-94-94); UGC-Boulerne,
(45-74-95-40); UGC-Gore de Ira, f.
(43-43-01-59); UGC-Gobeling, f.
(43-36-23-44); Images, f. Il fera beau sur presque toutes les autres régions, mais aussi plus frais que ces derniers jours. Les premières averses vont commencer à tomber sur les côtes ### STAND BY ME (A. v.o.) : Lucrain.

(45-44-57-34): Cinoches Saul Gare

(46-33-10-82) : UGC-Barriz.)

(45-82-20-40) : UGC Rotand.)

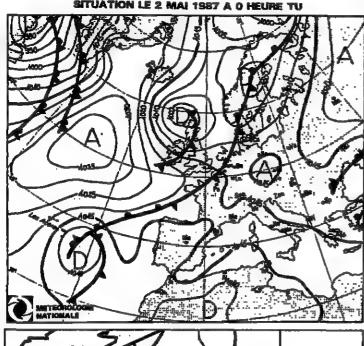
(45-74-94-94). de la Manche dès le début de journée.

Elles vont rapidement se propager dans tout le pays, entrecoupées de petites périodes d'éclaircies. Les averses seront plus fortes l'après-midi sur le Nord-Est. Sur le Roussillon, le Languedoc, la Pro-vence et la Corse, les précipitations seront plus rares, avec une forte tramon-tane et un fort mistral.

L'après-midi, le vent de nord sera assez fort sur les côtes bretonnes et nor-

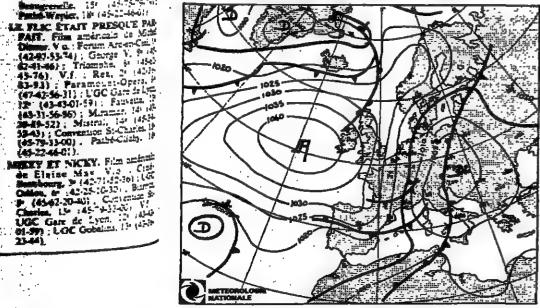
Les températures vont accuser une baisse : elles atteindront 5 à 8 degrés au lever du jour, sauf 10 à 12 degrés près de la Méditerranée. Mais c'est surtout l'après-midi que l'on va sentir la différence : seulement 10 à 14 degrés sur la majeure partie du pays, sauf les régions méridionales ; la température montera jusqu'à 15 à 17 degrés dans le Sud-Ouest, et 20 à 22 degrés près de la Médierrande.

SITUATION LE 2 MAI 1987 A 0 HEURE TU





PRÉVISIONS POUR LE 4 MAI A 0 HEURE TU



-	Vale	4 07 9	ext	rAm	maxim s relevé 02-05-	as an	tne			le	02-06			6
	FRAN	CE			TOURS				D	LOS ANG)
AIACCIO		21		N.	TOLLOUS			7	D			_	11	1
MARRITZ		28	14	N	POBITEAR			-	-	MADEED			7	-
CEDEAD		26	14	· D	· E	TRAN	C-E	R		MARRAK			4	1
BOURGES .			9	D	ALGER	•	10	12	. P	NEXTOO .			11	- 1
MEST	,,,,,,,,,,	17	^ S	0	AMETERDA			- 3	P	MULAN			10	1
CAEN		15	- 8	1	ATHENES.			11	ć	MONTRÉ			3	1
	G	[4.	6	D	MINGRE			26	č	140SCOU	-		6	- 1
CLEMON				D	MARCELON	. 644 640 D	7	7	Ď	NATECHE			17	
DOON			7		HELERADE			10	N	NEW-POR			7	-
CHE F		27	10-	υ	MELIN			3.	Ď	0320	na pprantit	9	6	1
ule			9	P	BEIDGIE			11	Č	PALMADI	MAI	25	7	1
LINDOSS.			12	D	TE CARE.			14	D	PÉKIN	-	18	11	1
CYCN			•		COPENSIAG			7	7	RED-DE-JA	HEED).	25	20	1
		22		~	DAKAR			20	N	IONE			-	j
nancy			7	D				78	C	SENGAPOL			26	i
nands			10	C	DELHI			15	Č	STOCKHO			11	
NCE			12	34 .	DERM			13	D	SYDNET		_	16	1
MIC NO.			12	C	CENTE			_	Č				ũ	
MJ				N	BONGLON		25	27	-	TINE		22	n	i
51,00			7		STANKL			-	Ç	PARSOVE			100	î
120 6 3			10		HANGLE				N.	VENUSE			14	i
a ei mae			•		TERONOE		26	14					14	ì
AL VOICE	Ø 2	И	. 9	D	LONDIES.		17	-3	B.	AEIOE.				_
A	В	7	-		D	N		C		P	. T		*	ì
SVCENC	parison.	۰	cour		cicl dégagé	ciel Buage		OF B		phaic	tompi	80	Maria	P

★ TU = temps universet, c'est-à-dire pour le France : heure légale moins 2 houres en été ; heure légale moine 1 heure en laver. (Document établi avec le support socialque apécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME Nº 4475 HORIZONTALEMENT

I. Est destiné aux amateurs de tripes. Au pied de la lettre. — IL Touche du liquide grâce à son emploi. A peut-être obligé des fillettes à donner le meilleur d'elles-mêmes. — IIL Petit malin. Bien placé pour avoir droit au couronne-

ment. Sujet que certains se refu-saient d'aborder. - IV. Où l'on peut admirer les I I п étoiles. Participe à de nombreuz enlèvements. - V. A. beaucoup vomi. Ne manquait pes d'autorité. Adverbe. - VI. Principaux éléments d'une paire de me-VIII XI XII XIII nottes. Ser rejetons out ou le coup de foudre. Pour
hil, on n'hésite pas
à faire pression. —
VII, Fait grossir
la liste. D'où cer XIII tains ont l'habitains ont l'habitude de tirer les ficelles. — VIII. XV
Met à jour.

Met à jour.

Aurait très bien pu prendre le taureau par les cornes. — IX. Occasion de se mettre à table et de manger le morceau. Possessif. Parfois visible sur une «dent». — X. Décident souvent de l'issue de la partie. Entre dans le quartier. Qui n'incite guère à desserrer les lèvres. — XI. Devoir à accompiir. Représente une grande quantité de livres. Pronom. — XII. Propres à refroidir plutôt qu'à cerfammer. Doit 7. Adoptent toniours le même sys refroidir plutôt qu'à enflammer. Doit ètre défendu en cas d'attaque.

XIII. Entrée en matière. Voyage qui
peut coûter cher. Avec lui, on en a
forcément par-dessus la tête.

XIV. On prend le meilleur sur elle.
Na quiete par la colitaire. Ne quitte pas le solitaire. Pour expédier les affaires courantes. — XV. Qu'on a donc fait connaître. Se

VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Tout ce qu'on peut lui souhaiter, c'est de bien tomber et d'arriver à point. S'occupe des affaires des autres. — 2. Gardée pour soi ou bien dite à haute voix. Moyen de «transport». Pas dépassé. — 3. C'est en cas d'évacuation qu'on l'occupe. Extraites du «cussis». — 4. Il en est qui ont l'habitude de marcher à ses côtés. Nombre d'entre elles portent des œillets. — 5. Témoin d'une régulière apparition. Un qui avait bon dos. Indéfini. Elément du corps. — 6. Sigle. Il en oblige plus d'an à faire le service. Fut à l'origine d'un «mauvais pli». Signes de courage. —

tème de défense. Où il y a à boire et à manger. Vieux bahut. - 8. Fait gotter aux marrons et aux châtaignes. ter aux marrons et aux châtaignes. Ses branches ont besoin d'eau. 9. Son apparition est souvent due à un manque de culture. Fait voir rouge. — 10. Choisi pour étaler. Exerça une cruelle vengeance. — 11. Inversé: a beaucoup souffert il y a plus de quarante aus. Bon pour la détente. — 12. Note. Présent sur le corps et dans le «corps». Est fait nour servir. le «corps». Est fait pour servir. — 13. Porteur d'unneaux. Poussée à la dépense. Remplit un sac. — 14. Honnne actif. Fait sortir du lit. Circule à Brest. - 15. Laie que l'on trouve en forêt. Destiné à remp

Solution du problème n° 4474 Horizontalement

I. Baladeuse, — II. Alimentés. — III. Ré. OP. — IV. Ascenseur. V. Ta. Rat. Li. — VI. Igné. Os. — VII. Ne. Misée. — VIII. Pesette. — IX. Unité. Tac. — X. Se. Ru. Ego. — XI. Effet. Pet (182) Ret (ter). Verticalement

1. Beratiscuse. — 2. Aléage. Nef.
3. Li. Pi. — 4. Ampèremètre. —
Dé. Na! Isent. — 6. Enostose. —
Ut. Setter. — 8. Séoul. Etage. — **GUY BROUTY.**

PHILATÉLIE

Sur un air de vacances...

Henri Pourrat (Gaspard des montagnes) et le château d'Azay-le-Rideau; les deux timbres-poste qui seront mis en vente générale le lundi 11 mai incitent à la flânerie et aux

Azay-le-Ridesu (Indre-et-Loire) se situe à 21 kilomètres de Chinon. Son château s'élève au milieu d'une île circonscrite par l'Indre. C'est du nom d'un de ses seigneurs, un nommé Ridel ou Rideau d'Azay, que le village d'Azay-le-Rideau tire son nom. Très tôt, un donjon fut construir an milieu de la rivière. Au quinzième siècle, lorsqu'Armagnacs et Bourguignons s'affrontent en une guerre civile sans merci, le donjon donne asile à une garnison bourguignonne hostile au roi de France. En 1418, la répression est brutale : le donjon, tombé aux mains des forces royales, capitaine et soldats bourguignons sont exécutés; sur ordre de Charles, futur Charles VII, le villace, entièrement détruit par le seu. ne s'appellera plus pendant un siècle qu'Azay-le-Brûlé.



française, fait appel à l'ornementa-

tion italienne sans toutefois rejeter

les formes traditionnelles du gothi-que. Le financier prit conscience que ses excès pouvaient le conduire à la potence. Il s'enfuit, ce dont pro-fita François I pour confisquer le château

Le timbre à 2,50 F, au format horizontal 40 × 26 mm (numéro PTT: 1987-18), est dessiné et gravé

en taille-donce par Pierre Forget et imprimé en feuilles de cinquante.

fut nommé en 1953, membre-La beauté du site incite en 1518 un financier, Gilles Berthelot, à y correspondant à l'Institut. construire un château qui, suivant la mode de ce début de Renaissance

Le timbre à 1,90 F, au format vertical 26 x 40 mm (re PTT 1987-19), est dessiné et gravé en taille-douce par Pierre Albuisson d'après une illustration de F. Angeli et imprimé en fenilles de cinquante.

★ Vente anticipée les 9 et 10 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste 8 heures à 12 heures, au bureau de poste

En filigrane * Vente anticipée les 9 et 10 mai, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste

wagons-poste à Baden (Suisse). — Une exposition internationale de wagone-posta aura lieu du samedi 16 au enceintes de la gare de Baden (canton d'Aerau) en Suisse, Trois anniversaires sont à l'origine de

- Cent cinquente ans de services postaux ∢ ambulants » en Europe ; du courrier fut, pour la en marche en 1837 entre Liverpool et Manchester, en Grande-Bratagne;

- Cent trente ans de services postaux ambulants en Suisse; le premir wagon postal circula en 1857 entre Zurich et

- Cent ans de section du l'Union des PTT.

Des matérials suisses, français, allemands, italiens et autri-chiens seront présentés et un bureau de poste temporaire équipé d'un cachet spécial sera à la disposition des visiteurs. Il sera installé dans un wagon postal aménagé pour la circons-tance. (Renseignements : Kraispostdirektion Aarau, 6001 Aarau, Suisse.)

● Le Monde des philatélistes du mois de mai. — Le numéro du Monde des philatélistes du mois de mai vient de paraître. Au sommaire : les Quillivic, René et son épouse Claudine Bécherel, une famille d'artistes, dessinateurs et graveurs de timbres-poste; Hugo, Vigny et Lamartine, tion ; la première émission du Portugal; le « planchage » du 20 c Empire. (En vente, 15 F, dans les kiosques et au Monde des philatélistes, 24, rue Chauchat, 75009 Paris.)

 Administrations posteles étrangères. — Voici la auto de la liste des adresses das administrations postales étran-

- Koweit : Ministry of Communications, Post Office Department, Etat de Koweit;

 République démocratique du Yémen : Directorate General of Posts, Aden, République démocratique du Yémen;

- République dominicaine : Instituto Postal Dominicano, Santo-Domingo, République

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes. 24, rue Chanchat, 75009 Paris. Tél.: (1) 42-47-99-08.

Le Carnet du Monde

— M™ Albert Agnès,

M™ Mario Thérèse Agnès,

M. et M™ Yves Agnès,

M. et M™ Jean Agnès,

M. et M™ Pierre Couland,

François, Elisabeth, Hélène, Frédérique, Jean-Baptiste, Myriam et Thomas,

eat la douleur de faire part du décès de

ML Albert AGNES, professeur agrégé en retraite,

Les obsèques auront lieu, le 4 mai, à 10 h 30, en l'église d'Hirel.

Hirel, 35120 Doi-de-Bretagne.

- Le docteur Louis Campus et sa famille, fant part da décès de

M. Hesti CAMPAN, professeur à la façalité des sciences écr Bordenus-L

Les obsèques se sont déroulées à Tou-louse, dans l'intimité familiale, le 30 avril 1987.

- Jacqueline DESCOUT,

nous a quittés dans se soitante et cuzième amés, le lundi de Pâques, dans le souffle de la Résourection.

Ses obsèques ent en lieu dans la plus grande intimité.

Une offention religiouse sura lien en l'église du Plateau, à la Duchère, Lyon-9-, le landi 4 mai, à 19 heures.

On apprend avec regret la mort, survenue récemment à Londres, à l'âge de quantante-trois aus, de

M. Hasan KURHAN. conseiller politique à la présidence du conseil, Ankara.

De la part de Sa famille

Enek, Ankara (Turquie).

Nos abonnés, bénéficians d'une réduction sur les invertions du - Carnet du Mondo », zont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de

M. Pierre LAMPUÉ, professeur honoraire de la faculté de droit et des sciences économiques

de Puris,
commandeur de la Légion d'homneur,
ancien vice-président
du Conseil supérieur de la magistrature
vice-président de l'Institut internations

sarvesu le 28 avril 1987, à Paris, à l'âge

Ses obsèques serent célébrées le mardi 5 mai, à 9 beures, en l'égise Saint-Jacques-de-Hant-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5.

De la part de M. et M= Joan Barilles, ses neveu et nièce et de leurs enfants

Cot avis tient lieu de faire-part.

44, rue Victor-Hingo,

- Le président Et le comité directeur de l'Institut sternational de droit d'expression francarise (IDEF)

oat la douleur de faire part da décès, surveau le 28 avril, à Paris, dans su quatre-vingt-lunitième aunée, de

M. Pierre LAMPUÉ,

professeur honoraire de la faculté de drait et des sciences économiques de Paris, premier vice président de l'IDEF, normandeur de la Légion d'honneus

Les obsèques auront lieu le mardi 5 mei, à 9 beures, en l'église Saint-Jacques-de-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

- M. Clande Guilletin. son noven Et toute la famille

ont le chegrin d'annoncer le déch

M" rewe POILBLANC.

surveni le 29 avril 1987, dans si quatro-

Les obsèques religionnes seront célé-brées le mardi 5 mai à 17 heures, en l'église de Marcq (Ardennes); suivies

Décès - On nous prie d'annoncer le décès de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Marcq.

Cet avis tiout lieu de faire-part. 70, boulevard Soult, 75012 Paris. 6, rue d'Ankara, 67000 Strasbourg.

- M. et Mª Claude Berthie et leurs enfants, Le docteur et M= Jean-Claude Salomon et jours enfants,

M^{**} Suzame Salomon,
M^{**} Simome Bloch,
font part du décès de leur mère, grand-mère, bello-sœur,

Raymonde SALOMON.

surveau le 29 avril 1987, à son domicile,

Ces demiers mois out été accompagnés par une équipe solgnante compé-lante el étronée.

Les obsèques auront lieu le landi 4 mai, à 9 houres, au cimatière Mon-parmasse, porte principale, boulevard Edgar-Quines.

Anniversaires

Ni flears in continues Cet avia tient lieu de faire-part.

- Byausan,

nous quittait.

Morci à tous coux qui en gardent vivant l'affectaeux souvenir.

Messes anniversaires - La messe traditionnelle à la

LEMPEREUR NAPOLEON I

et des soldats morts pour la France sera chiabrée en la chapelle du Dâme des Invalides, le mardi 5 mai 1987, à 18 heures, en présence de LL AA II, le prince et la princesse Napoléon.

Des places seront réservées aux memluce des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45

The state of the s

Render 1 Pargusse to Thomas

Machine 1 Logs was do Thomas The second secon

REGIONS

AQUITABLE

« Dites 33 »

Le conseil général de la Gironde propose - aux Girondins de redécouvrir la Gironde et l'identité qui se déroule jusqu'au 16 mai 1987. Baptisé « Dites 33 », au chiffre du par la presse locale, comporte des questions d'histoire, de tourisme, économie et de géographie. Il constitue la première étape de L'année Gironde » pendant laquelle les Girondins doivent prendre conscience des richesses et des

ILE-DE-FRANCE

Cambrioleurs chez eux

L'Essonne, l'Oise, la Seine-et-Marne, le Val-d'Oise et les Yvelines figurent depuis quelques années parmi les vingt départements les plus « visités » des cambrioleurs.

Dans ces départements proches de la capitale, note le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), plus de vingt résidences secondaires sur mille, en moyenne, sont cambriolées chaque année. (La fréquence n'atteint pas dix pour mille sur l'ensemble du

Les autres départements particu-lièrement touchés sont le Haut-Rhin (scize résidences secondaires sur ques), le Territoire de Belfort (seize pour mille), la Moselle (quinze pour mille). Ce bilan s'explique par la proximité de la frontière : les malfaiteurs ont moins de difficultés pour exporter - rapidement leur butin ers le Benelux ou l'Allemagne.

de Jean Monnet

Le Parlement européen a acheté récomment la maison de Jean Monnet à Bezoches, dans les Yvelines. Le conseil régional d'Ile-de-France va participer à sa restauration pour une somme de 90 000 F, sur un montant de 190 000 F de travaux. Cette opération fait partie du programme de restauration et de mise en valeur de demeures d'hommes célèbres du dénartement des Yvelines.

Cette maison doit servir de cadre une exposition permanente de

LE PROJET D'AUTOROUTE A 14

Coup de hache dans la forêt de Saint-Germain

A forêt de Saint-Germain, qui reste le plus important massif boisé de la petite ceinture parisienne, va-t-elle encore être rognée par les aména-geurs ? Après la maison de la égion d'honneur, le camp militaire des Loges et le golf de Saint-Germain, qui ont passablement « mité » la moitié sud du massif, voilà que resurgit le projet d'autoroute A 14 entre Orgaval et Neuilly-sur-Seine, destiné à décongestionner l'autoroute de l'Ouest (A 13).

La menace n'est pas nouvelle, certee, puisque le projet A14 a été déclaré d'utilité publique en 1967, inscrit au plan d'occupa-tion des sols de Saint-Germainen-Laye en 1980 et confirmé à tous les examens du schéma cteur. Le tunnel d'accès à l'A14 a même été ouvert sous la Défense en 1984. Mais, avec le pian de relance gouvernemental pour les grands travaux autoroutiers et les déclarations toutes récentes de Michel Giraud, président du consell régional, la menace se précise. L'Etat et la région ont bien l'intention de lancer ce chantier le plus tôt possi ble, avec un financement privé qui transformera une autorouta de dégagement en voie à péage...

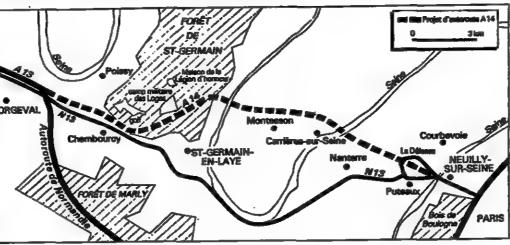
Nul ne conteste, parmi les élus, la nécessité de cette autoroute. Pas même Michel Péricard, député (RPR) et maire de Saint-Germain-en-Laye, qui avait pour-tant pris la tête de l'opposition, dès 1974, contre le tracé à travera la forêt domaniale. Mais il s'inquiète aujourd'hui d'un « dossier verrouillé », qui ne permet pas € un mieux-disent environnemental » de la part des promoteurs. Il a même quitté avec éciat. le 18 mars demier, une réunion à la sous-préfecture en réaffirmant son « oppsition irréductible » au

projet qui lui était présenté. A l'Office national des forêts, qui assure la gestion de la forêt domaniale, on se passerait bien de cette nouvelle antaille dans un massif déià surfréquenté et, de ce fait, difficile à exploiter selon les bonnes règles forestières. Mais on se garde bien de contester des décisions qui échappent à son appréciation. Tout ce que l'ONF a

Autre compensation : une ancienne carrière qui avait servi de dépôt d'ordures, dans le nord du massif, sera réaménagée et reboisée. Mais les aménageurs ont refusé toute compen territoriale, estimant que le surcoût de la tranchée couverte et le reboisement de la carrière valent la défrichement de 18 hectares.

Les huit associations qui se

en tunnel, comme il est prévu devant la terrasse du château de Saint-Germain, & Puisque l'on veut faire payer les utilisateurs de ils, on peut faire un ifice financier pour sauver le plus beau massif de la couronne (» Solution actuellement écartée par la direction de l'équipement, qui craint de voir « caler » les candidats à la sont mobilisées contre le projet ne



pu obtenir, jusqu'à présent, c'est que l'essentiel des 4 500 m de traversée soit en ∉ tranchée couverte », avec des delles de béton de 400 m de long qui permettent de conserver une « continuité forestière » — ou du moins un semblant de continuité. Il est en effet prévu que ces dalles seront recouvertes de 1,50 m de terre, dont 50 cm de terre végétale, où on replantera des arbres le comme dans le traversée du Bola-Robert à Saint-Cyrl'Ecole »)....

l'entandent pas du tout de cette oreille. « Nous sommes contre le principe de l'autoroute, explique par exemple Marie-Laure Vanier, présidents de la très active asso-Saint-Germain et de Marly. Les besoins en fluidité, aujourd'hui, aont surtout de banlieue à banlieue. Et chacun sait que toute nouvelle autoroute en milieu urbain est aussitôt saturée. De l'est déià i 3

D'autres accepteraient à riqueur une autoroute en forêt. A

concession devant l'ampleur des

Une chose semble acquise aujourd'hui : l'autoroute A 14 traversara la forêt en tranchée couverte. Les travaux devraient commencer dès 1988. La forêt domaniale de Saint-Germain sera encore sacrifiée au confort des automobilistes parisiens. Et ils viendront se plaindre, après, des décibels et des gaz d'échappement qui empoisonnent leurs prodes du week-end! ...

ROGER CANS.

documents historiques et d'archives audiovisuelles retracant toutes les étapes de la création de l'Europe.

LANGUEDOC-ROUSSELLON

ment reconnue par ses habitants

Les Montpelliérains jugent leur ville Montpellier est presque unanimecomme une ville d'avenir. Cette opi-nion ressort d'un sondage, réalisé pour la ville sur un échantillon proche de 450 personnes. 90,9 % d'entre elles ont confiance dans

Pour 90,4 %, Montpellier est considérée comme une métropole et confirmée dans son rôle de capitale régionale. Mais 52,6 % (contre 22 % en 1986) estiment que la ville et la région ne collaborent pas harmo-

Parmi les images ou représentations associées à la ville, l'Université arrive en tête et l'industrie en dernier. Le terme de « technopole » apparait pour la première fois.

Parmi les travaux et réalisations, le nouveau quartier d'Antigone est en tête pour la notoriété et le salon d'Euromédecine nour les manifestations publiques, juste avant les festivals de musique et de danse. Une ombre : 53.8 % des Montpelliérains disent éprouver un sentiment d'insé-

L'échantillon tient compte des recensements de l'INSEE qui indiquent notamment que la population féminine est prépondérante (54,6 %), que la tranche d'âge la plus importante se situe entre vingt cing et trente-quatre ans (24.1 %) et que le groupe cadres supérieurs, professions intermédiaires et employés représente 44,7 % de la

NORD - PAS-DE-CALAIS

Etudiants en carte

Mille étudiants de l'université des sciences et techniques de Lille-Flandres-Artois vont bientôt recevoir une carte d'étudiant à puce, Cette carte à mémoire leur servira pendant cinq ans de dossier portable dans toutes leurs relations avec l'université : inscription on faculté, instion des unités de valeurs, travaux pratiques, etc.

La carte leur servira égalemen de « passe-partout » pour accéder à différents services : bibliothèque, ceuvres universitaires, etc. Ultérienrement, elle pourra aussi servir pour l'achat des polycopiés et des tickets nestaurant.

Cette carte a été élaborée par Urba 2000 en étroite liaison avec le ministère de l'éducation nationale et le conseil régional du Nord - Pas-de-

RHOME-ALPES

La Savoie verte

La Savoie prépare le grand nettoyage de ses vallées et des pentes qui les surplombent, dans la perspective des Jeux olympiques d'Albertville de 1992. « Nous vou-lons nous donner une image aussi verte que blanche », affirme Michel Darnier, président du conseil générai, qui a signé récemment avec le ministre de l'environnement, Alain Carignon, maire de Grenoble, un protocole « pour la valorisation du

paysage savoyard ... Le développement successif de l'industrie électrochimique et électrométallurgique dans les vallées alpines au cours de la première moi-tié du vingtième siècle, mais aussi certaines réalisations touristiques en montagne conçues pendant la décennie 1970, ont souvent profondément meurtri le paysage savoyard. La perspective des JO de 1992 et les lourds investissements qui les précéderont risqualent une nouvelle fou

de porter atteinte à l'environnement. L'Etat et le département courdonneront leurs efforts afin de préserves les sites encore sauvages et naturels mais aussi pour réhabiliter conz qui ont souffert du développement 600nomique lié à l'industrie et au tourisme. « Les Jeux constituent une opportunité à saisir pour montrer qu'une telle politique [la protection de l'espace] est possible et qu'elle peut accompagner la volonté de tout un département de se moderniser et de se transformer », prétendent les álus savovards.

La visite aux Etats Le Congrès améra sur les inte

At Japon

lebarre des 100 milliards de lenedent commercial est in

Mide pouvoir entre Was

animateurie de la Martinue asiab

REPORT OF THE PARTY

mit mit de le contract. La beautique de deserbigger-1810, dont Passamaner mist darrier all habe Tas 29 gerill, est in la 数 fin west with: AAD. Medical programmes of the

Washington on

Sittisme dans l'outres dess

de processes. On some

Spie la récessife de

På wasii tafene gen se

ipame les Etats-I mis et

te pur le leadorate p au

Spinalis.

Cataly solds

Bes 34D. . - ..

15 P. C. C.

I HAD IN S to officiality and its Monks a cie ermyt .-Hose to

TO PART IN

aristinas de LIGHT BE " switte der 18'41 manny to 1 L. C Shirts Famile face & an THE PERSONAL . La AND

tit de le RAD et ambayes M. Topie TATION OF THE PARTY OF the better interes JUNGER DE GE

Flats in at the last detaprinages de l'inc Sant dut dett de TEX. of the particular THE PERSONAL PROPERTY. 'to icut purticipation ville Line errauram man line ! - 2.169E. pas. 48 SAD SE NOR SE GAR

20 Sterete mingen The cat revenue M. But and the cat of the ca CHI revelentation de Muligrant les pr Tante enderent de inte manitre indirecte de

Sec. 44 M. Miramon, or Owie que le Jes * , CS , PLBJ, Q, EB ****

Co funds ours an Ter ics 10 militaris de prev at d'accorder se d THE PERSON AND ADDRESS OF titt if jurie omen in C on différences bet C.C. CH TETES MATERIAL

LES ÉLUS A LA RECHERCHE DES EMPLOIS NOUVEAUX

Technologie, leur grand souci

ORSQU'UNE région entend développer une industrie de haute technologie, il lui est difficile de sortir des sentiers battus. Deux grands secteurs, considérés comme les activités d'avenir, mobilisent l'essentiel de son énergie : l'informatique (avec tous les autres «tiques» s'y rattachant) et les biotechnologies. Un récent colloque, organisé dans le cadre de Bioexpo 87 (1), tentait de faire le point sur ces «stratégies régionales en biotechnologies. »

Comment s'y lancer, avec quels moyens et à quel prix ? C'est la ière question qui, selon Jean-Claude Titrel, de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), préoccupe les décideurs régiodéveloppement passent par la recherche de base, répond-il, il faut une structure forte, appuvée sur des universités et des grandes écoles, des synergies sur les programmes de recherche, des équipements sophistiqués et coûteux. > Ne répondent à ces critères sévères que les grandes villes universitaires. is les autres auraient tort de

Pour Jean-Claude Titrel, il y a toujours possibilité de mettre en regrouper les partenaires, les entreprises ayant un potentiel de recherche et développement dynamique. faire appel aux équipes de cher-cheurs « étrangères » à la région. Témoins les stations de l'INRA spéses en génétique, qui, sans pôle de recherche fondamentale à proximité, utilisent depuis longtemps les biotechnologies, fussentelles implantées à Landemeau ou à

Les entreprises : plus encore que les régions - ou plutôt parce que le de plus en plus lié aux performances des autres - ce sont elles qui semblent aujourd'hui devenir le centre de préoccupation de nombreux ont à charge d'organiser les indispensables transferts de technologies par le biais des CRITT, les Centres de recherche, d'innovation et en 1982, dont une vingtaine sur cent sont consacrés aux biotechnologies. « Notre première tâche a été visiter les entreprises pour savoir ce dont elles avaient besoin. C'est la condition indispensable à une collaboration Universitéentreprises», affirme Gilbert Blanchard, conseiller technologique au CRITT biotechnologies et chimie fine en Bretagne, implanté à

Plutôt que de concourir à la création de grandes entreprises de biotechnologies, le but du CRITT est au contraire d'introduire les biotechnologies dans les processus de fabrication d'une multitude de PME des secteurs agricole et agromentaire, pour éviter qu'elles ne pables de réduire leurs coûts de production. Sur les 3 000 PME bretonnes, estime Gilbert Blanchard, 800 sont susceptibles d'utiliser les tres de recherche ont ainsi entamé une quarantains d'interventions. dont six ont d'ores et délà positive-

entreprises a présidé à la création du Centre de valorisation des clucides et produits naturels de Picardie, qui a mobilisé la profession grâce à un système d'adhésions, autour de la recherche sur les sucrodérivés, et l'adaptation de l'agriculture à la demande industrielle, en intervenant tant sur la gestion des sois que sur le diversification per implantation de variétés de soja adaptées au nord de la France. Le Centre de transfert de microbiologie et biotechnologie de la région Midi-Pyrénées utilise aussi les ressources locales en se penchant sur la mise au point du pétillant de raisin à Gaillac ou, dans son centre d'Auch, sur la valorisation des carcasses de pal-mipèdes gras I Plus modeste, peutêtre, mais tout aussi important, selon François Bouvier, délégué régional à la recherche et à la technologie : «Il ne s'agit pas de ne penser qu'à Toulouse et de construire une cathédrale dans le

Chers garages

Contribuer aux retornbées socioéconomiques de la recherche était depuis plusieurs années la volonté d'une équipe de l'université de Julien. Volonté qui devait rapidement rencontrer celle du consei régional pour créer Biolimousin « Nous pensions, contrairement à ce qui se disait, qu'il était possible che et de transfert en filières dans le domaine des biotechnologies »,

hale : le sang de bœuf. Pari gagné, entreprise, SILAB, qui développe et commercialise un produit issu du craquage du sang, permettant de traiter les diarrhées des jeunes bovins en empêchant la fixation des bactéries. Le changement de mentalité, chez les chercheurs, est manifeste. Témoin, cette volonté de participer à la création d'entreprises - voire à en créer aux-mêmes issues directement de la recherche ntale. A Nancy, par exemple, ce ne sont pas moins de six sociétés qui ont été générées par ou avec l'université.

Reste le délicat problème du financement. « Il paraît que, en Californie, on commence dans un garage; mais, en biotechnologie, le garage coûte 500 000 F par chercheur », ironise Yves Roucaud, directeur général de Transia, une entreprise lyonnaise indépendante qui a réussi le tour de force de estituer un capital de 30 millions de francs avec la participation de banquiers et d'industriels..., Mais après deux ans de tour de table financier et, il est vrai, 15 millions d'aide publique.

De tels dossiers financiers se traitent évidemment à l'échelle nationale, et Yves Roucaud reconneît que Transia aurait pu s'installer n'importe où. Il n'en va pas de une volonté de dévelopo local, largement financé par le conseil régional et par l'Etat, via un contrat de plan. « La région verrait évidemment d'un très mauvais cai que nous altions nous installer ailleurs ». Observe la professeur Julien. Pour de telles entreprises, à vocation régionale, le problème est donc de décider les financiers à investir sur place, même și les conditions d'environnement ne semblent pas, a priori, les meil-

L'important ce sont les hommes

Pour Jean-Philippe Malet, responsable de Finovebio, une société de financement de l'innovation récemment créée, la contradiction peut être tout à fait réalle entre l'approche sectorielle et l'approch locale : si l'on n'y prend gerde, la concentration des biotechnologies autour de quelques grands pôles des autres régions. « Il faut répondre aux régions : équipez-vous, y compris en structures financières et en capital-risque, afin de créer et pérenniser vos entreprises de haute technologie. » Même si de telles structures se mettent peu à peu en place, le redéploiement financier, notamment dans le privé, reste lar-

Petites ou grosses, nationales ou régionales, les entreprises qui se lancent dans les biotechnologies peuvent difficilement se passer de l'Etat. Avec ses aides à l'innovation remboursables e an cas de succès », l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) a injecté 260 millions de francs, en 1986, dans les biotechnologies pour 23 projets, 38 millions étant distribués par Paris pour les projets lourds, les autres. jusqu'à concurrence de 3 millions de francs, étant directement traités

L'essentiel, dira courtant un bailquier, ce n'est pas l'argent, ce sont les hommes : une équipe scientifi-que et technique du plus haut niveau, des gestionnaires et des commerciaux capables de mettre au point une stratégie cohérents... Et l'argent suivra l'Encore faudrait-il. comme aux Etats-Unis, que les auls noms, les compétences et les idées des créateurs puissent valoir autant, dans l'affaire, que l'argent des banquiers. « J'aimerais pouvoir dire, affirme Jean-Philippe Malet : vous valez 500 000 f. j'en mets autent et j'ai 49 % des parts. Car c'est l'incorporel qui crée les richesses. Melheureusement. on ne comptabilise pas encore le vent ! >

BERNARD MONTELH (Zelig).

 La deuxième édition de Bioexpo. Salon des biotechnologies appliquées à la recherche, à l'industrie et à l'agriculture, organisé par l'Association pour le développement de l'Institut Pasteur, le groupe Biofutur et SEPFI s'est tenu an Parc des expositions de la porte de Ver-sailles, à Paria, du 24 au 28 mars.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Roger Bécriaux, Claude Francillon, Coordination : Jacques-

Francois Simon.



Economie

ÉTRANGER

La visite aux Etats-Unis de M. Nakasone

Le Congrès américain reste sceptique sur les intentions du Japon

Washington Correspondance

Etudiants en care Mille étudiants de l'aire sciences et techniques è Flandres-Arnois vont be voir une carte d'étudial A l'exception du domaine monétaire, où la volonté de coopération entre les deux partenaires s'est concrétisée par des décisions, les entretiens de M. Nakasone avec le Cette carte à mémoir les pendant cinq ans de dozer dans toutes leurs relations à versité : inscription et dans toutes aux cours de la course président Reagan n'ont donné aucun résultat tangible immédiat. La prenière journée des conversations, le jeudi 30 avril, avait pris fin sur une criptions aux cours, on tion des unités de valor. note encourageante. Le premier ministre japonais indiquait que la pratiques, etc.

La carre leur servir è de - passe-partout - por c différents services : ba Cuvres universitaires et rement, elle pourta angle l'achat des polycopiés de restaurant.

NORD - PAS-DE-CH

tellesment lest prévu hillpuss de sque l'on mateurs ple et l'aire un staner le les cou-testiment de l'équi-de voir mon à la

A 14 sa-phile con-mark con-Le for-fr

semple des ISE qui indi-

(34,1 %)

Cette carte a été es Urba 2000 en étroite line ministère de l'éducation et le conseil régional de Ver.

RHONE-ALPE

La Savoie ten La Savoie prépare le p toyage de ses talles de Que les surplombent des pective des Jeux olyt d'Albertville de 1992 🖟 long rus denner un in serre que rearaite e alim ral, que a signé récerne

ministre de l'entrance Carrenten, maire de Ge production is pour la sales 🚜 kage savet æri 🦡 Le développement sa Padustne élektrochielp strométallurgique dans b alonges un doub de la pertie du sangtiome siècle : certaines realizations tem mentagne conques pering escurrer le rayage sen

mersperature des 30 de 19 Bouleton in the early defined is \$1.5 derant magament und an The poster with the 2 issues L'Etan en la départation resont feur, effere afest le tites en core serres Mais bus . Bour rehabitet erat some ert all cerebras properties and the second of t Bornague La L. Caustie de Cestasa en familie gent and magningship un departement de sens de se seunglichmer i gitt

御書 とうじょう

needles con 13 total

tons etant damped

fes 510 ets :50-58 (6)

Medica por a recent a ## !same etant a'ess Dec les de editions estas L'escent de la coma Care 18 - 18: 035 376 tes and the state of the Franklin 2:5 925-233 Doct the Stratege con Magert Suntil 52mme 3_1 8:315-57 \$8.73 Campa 95 20720 ches des cresters par 137, 23-9 (34)28, ct des 20 2023 1 325 The same of the sa NAMES AND ASSESSED OF THE Cast Processed all NOTES SEE . 119 THE SEE . 13 The state of the s

BERNARDAR , Zels" And PROFE Sin the training threat Service and the service and th de artis si Mary Carlo and James Me & Pete Mil M Speeducki Paris den a francis de de la companya de la company

capters ou

-

E 694 ES mile ratio

Contract

Cette Page 3 chi page non curre quadres for Becriain. (Inde Coardinaties : Francis Simol

Banque du Japon réduirait les taux d'intérêt japonais, tandis que M. Volcker, président de la Banque fédérale de réserve, confirmait un resserrement du crédit après l'aug-mentation des taux d'intérêt décidée par les banques américaines. Cette double démarche satisfaisante pour les deux navs avait provoqué une réaction positive sur les marchés

La seconde journée des conversa-tions, vendredi, a pris fin, en revan-che, dans l'incertitude. Les nouvelles en provenance de Tokyo sur

Au Japon

La barre des 100 milliards de dollars d'excédent commercial est franchie

Les heerds du calendrier ont du Japon. Les importations, en été malencontreux pour raison notamment d'une baisse M. Nakasone. Les chiffres du de la note pétrolière, ont, pour commerce extérieur nippon ont été publiés le vendredi 1" mai, tandis que le premier ministre japonais tentait de calmer l'imita-tion des Américains, lors de sa visite à Washington : 9,3 milliards de dollars d'excédent en mars, soit pour l'ensemble de l'année budgétaire se termina le 1" avril, un record de 101,4 milliards de dollars contra 61,4 milliards de dollars en 1985-1986. Ce résultat dépasse largement les prévisions de Tokyo qui envisageait un solde positif de 94 milliards de dollars.

La flambée du yen a besu avoir gonfié, en valeur, les nippones, la progree de 16,9% des exportations ne manquera pas d'impressionner désagréablement les partenaires raison notamment d'une baisse de la note pétrolière, ont, pour leur part, baissé de 7%. Seul argument, de poids pour les Japonais, la balance des capi-taux à long terme, qui illustre la montée de leurs investissements aux Etats-Unis a vu son déficit faire un bond (144,9 milliards de dollara contra 73,1 milliards de dollars en 1985-1988).

l'exercice budgétaire écoulé, laissant au gouvernement une marge de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt, les ratombées continuent de se faire sentir sur l'emploi : le taux de chômage a atteint au 31 mars 2,8% de le population active, encore un

L'assemblée annuelle de la Banque asiatique de développement

Conflit de pouvoir entre Washington et Tokyo

Anrès vinet sus d'existence, la tok par M. Gorbatchev. Au cours Banque asiatique de développe-ment (BAD), dont l'assemblée énérale s'est déroulée à Osaka du 27 au 29 avril, est à la recherche d'un second souffle. La BAD est critiquée pour sa gestion en général et pour un certain laxisme dans l'octroi des prêts en particulier. On sent, d'autre part, la nécessité de redéfinir des orientations. La réunion d'Osaka a été symptomatique du conflit latent qui se fait jour entre les Etats-Unis et le Japon pour le *leadership* au sein de la banque.

OSAKA de notre envoyé spécial

Au cours d'une conférence de presse clôturant la réunion, le mer-credi 29 avril, M. Masso Fujioka, président de la BAD, a notamment déclaré que sa banque devait renforcer son secteur de recherches afin de répondre avec plus de souplesse aux besoins des pays en développement, et a annoncé qu'un groupe d'experts serait prochainement chargé de défi-nir la stratégie à long terme de la BAD. M. Fujioka a, d'autre part, annoncé que la banque allait réduire à partir de juillet ses taux d'intérêt de 7,36 % à 7,1 %, et a confirmé la volonté de l'institution de promouvoir le développement du secteur

Bénéficiant d'un environnement en expansion, la BAD est assurément l'une des organisations finan-cières régionales les plus actives. Les économies de la plupart des pays de la zone Asie-Pacifique (2,4 milliards d'habitants) bénéticient en effet d'une croissance incomme dans d'autres parties du monde. En raison cependant des changements dans la politique des pays donateurs qui manifestent, selon M. Fujioka, une «certaine fatigue» en matière d'aide au développement due à leurs propres déficits budgétaires, en raison également de l'essor économique des pays nouvellement industrialisés, la situation globale pour la BAD est deve-

nne moins favorable. L'importance régionale de la BAD n'en reste pas moins grande, comme en témoigne la présence à Osaka, pour la première fois, d'un observateur soviétique, M. Ponomarev, membre de la direction des affaires internationales de la Banque centrale soviétique. Une présence qui reflète l'intérêt que porte Moscon à cette partie de monde et le rôle que les Soviétiques entendent y jouer conformément aux vœux exprimés en juin dernier à Vladivos-

THE PARTY OF THE P

facteurs ont influencé la BAD : l'entrée en mars 1986 de la Chine qui s'est traduite per l'obligation pour Taiwan (membre fondateur de la BAD en 1966) de changer son nom en Taipei-China et l'a conduite boycotter la réunion d'Osaka; l'octroi d'un premier prêt à l'Inde. La BAD s'apprête, d'autre part, à en consentir un autre, d'un montant de 100 millions de dollars à la Chine.

Mais le grand problème qui va dominer la gestion de la Banque asiatique de développement au cours des prochaines années est la rivalité de plus en plus évidente exis-tant entre les Etats-Unis et le Japon. Une question qui sera un test de la capacité des Etats-Unis de conserver leur influence dans cette partie du monde face à un Japon de plus en plus puissant. - Le Japon est prêt à assumer un rôle plus important au sein de la BAD si les autres membres sont d'accord », affirme sans ambages M. Toyo Gyoten, viceministre des finances chargé des

problèmes internationaux. Jusqu'à ces dernières années, les Etats-Unis et le Japon, principaux actionnaires de l'institution disposaient d'un droit de vote d'un poids égal, et ont partagé le leadership. Les Japonais voudraient bien accroître leur participation et disposer ainsi d'un pouvoir de décision accru. Une évolution que les Etats-Unis ne souhaitent pas, craignant que la BAD ne soit un peu plus dépendante des intérêts nippons

L'intervention du délégué améri cain à la réunion d'Osaka, M. Dallara, est révélatrice de la tension américano-nippone. M. Dallara s'est notamment fait l'écho des critiques adressées à la gestion de la BAD en sonlignant les problèmes soulevés par certains prêts récents. Une manière indirecte de mettre en cause une gestion en grande partie

M. Miyazawa, ministre japonais des finances, a pourtant annoncé à Osaka que le Japon envisageait la création d'un nouveau fonds spécial, similaire à celui que propose Tokyo dans le cadre de la Banque mondiale, et destiné à recycler vers les pays d'Asie et du Pacifique une partie de l'excédent commercial niv-

Ce fonds sera constitué en partie par les 30 milliards de crédits en aide au développement que le Japon prévoit d'accorder au cours des trois prochaines années et qui doivent être répartis entre la Banque mondiale et différentes instances financières internationales, dont la BAD répondant aux vœux de Washington.

l'excédent commercial record du Japon pour la dernière année fiscale (101 milliards de dollars) ne pouvaient que raviver les doutes sur la valeur des promesses de M. Naka-sone. Aussi bien la réaction a-t-elle été franchement négative au Congrès, où les dirigeants démo-crates de la Chambre ont vu là une justification supplémentaire de leur effort pour promouvoir une législa-

Tenant compte de cet état d'esprit et dans la perspective d'un nouvel affrontement avec le Sénat, M. Reagan s'est refusé à toute promesse concernant la levée des sanctions décidées contre les importations japonaises. M. Nakasone espérait de son interlocuteur une déclaration précise sur une date à laquelle ces sanctions pourraient être levées, peut-être d'ici au sommet des pays dustrialisés à Venise, en juin. Mais la déclaration finale conjointe ne comporte aucun engagement spécifi-que. M. Reagan s'est contenté d'annoncer qu'à la mi-mai les deux gouvernements examineraient, à la mière des chiffres, si l'accord de inillet dernier sur les semicteurs était appliqué. Dans l'affirmative, les sanctions seraient levées « aussitôt que possible ».

Au sujet de la stabilisation du doller, M. Nakasone aurait souhaité une forte déclaration présidentielle. Le communiqué conjoint note seule-ment qu'« une nouvelle baisse du dollar gênerait les efforts entrepris pour corriger le déséquilibre de la balance commerciale et encourager la croissance ».

Néanmoins, dans ses déclarations aux journalistes japonais, M. Naka-sone s'est félicité d'un « échange de

tont ce qu'il désirait. Du côté américam, on aurait souhaité du premier stre japonais des engage précis sur les mesures propres à sti-muler l'économie de son pays, à ouvrir plus largement le marché japonais et à accroître l'aide japo-naise aux pays du tiers-monde. Tout en reconnaissant la sincérité des efforts de M. Nakasone, M. Howard néral de la Mai-Baker, secrétaire général de la Mai-son Blanche, a déclaré que le gou-vernement et le Congrès avaient espéré de sa part plus de « propositions spécifiques ».

Du côté japonais, on aurait désiré un engagement formel des Améri-cains sur la levée des sanctions et la stabilisation du dollar. Le premie ministre nippon et le préside ricain se sont malgré tout dits d'accord pour organiser des rencon-tres annuelles au « sommet ».

En attendant, M. Reagan aura fort à faire pour contenir la poussée protectionniste aux Etats-Unis et convaincre le Sénat d'atténuer les projets de loi en ce sens déjà adoptés

HENRI PIERRE.

Le dollar à 5,965 francs

Une cocuille nous a fait inscrire le cours du dollar à Paris, le 30 avril, à 5,65 F, dans nos dernières éditions en date du 2 mai. S'il est vai que le billet vert. à ce jour, a été attaqué, il s'est cependant établi en réalité à 5,965 F... contre 6 F la veille. Une erreur en entraînant une autra, le dollar s'est retrouvé coté à 5,50 F dans notre édition Rhône-Alpes, Nous espérons que nos lecteurs ne s'y sont pas trompés, et nous les prions de bien vouloir nous en excuser.

Dévaluation et austérité au Brésil

Deux jours après la nomination d'une nouvelle équipe économique - M. Luis Carlos Bresser Pereira, à la tête du ministère des finances, et M. Fernando Milliet de Oliveira l'un de ses proches, à la présidence de la Banque centrale, le cruzado a été dévainé de 8,42 % pour tenter de renforcer l'excédent commercial du Brésil tout en répondant à la volonté du gouvernement d'introduire un minimum d'austérité pour lutter contre la surchausse apparue en 1986. Le cruzado s'échangera désormais à 27,455 à l'achat et à 27,592 à la vente pour un dollar.

M. Bresser Pereira a par ailleurs indiqué que le moratoire sur les échéances à moyen et à long terme, décrété unilatéralement le 20 février dernier, sera maintenu jusqu'à l'adoption d'un plan économique cohérent, susceptible de satisfaire les créanciers du pays le plus endetté du tiers-monde (109 milliards de dollars). Une mission du trouve actuellement an Brésil.

SOCIAL

La célébration du 1^{ex} Mai

20 000 manifestants avec la CGT à Paris

Les traditionnelles manifestations syndicales du 1º Mai ont été, cette année, désunies, chaque syndicat défilant de son côté, et peu importantes, si l'on excepte le cortège de la CGT à Paris, marqué par la présence de très nombreux travailleurs immigrés (comme à Strasbourg). En province, les défilés les plus importants ont réuni, dans l'ordre, 1500 à 2500 personnes à Lyon, Bordeaux et Marseille, mais 1 000 seulement à Toulouse, quelques centaines à Rouen, au Havre, à Nantes ou à Saint-Nazaire, comme à Paris, an traditionnel défilé de FO jusqu'au cimetière du Père-Lachaise et an débat sur la solidarité organisé par la CFDT.

Toutefois, 500 militants de la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne) se sont réunis à Paris pour

Chants, danses, musique, ballons, merguez et... soleil, la CGT a réuni les conditions pour un défilé parisien du 1= mai plutôt joyeux et coloré. « La CGT, une valeur sûre », proclamait une banderole. De fait, la centre de la colorie. trale de M. Henri Krasucki a administré une nouvelle preuve d'un tonus en partie retrouvé en rassemblant environ 20 000 personnes (70 000 selon les organisateurs), soit plus qu'en 1986 et en 1985, et autant qu'en 1982. Appelant à un « le mai d'espoir et de lutte », M. Krasucki a souligné devant la presse que « le fait le plus impor-tant des mois écoulés est que la résignation recule et que l'esprit de lutte grandit ».

Partie peu avant 15 h 30 de la gare de l'Est, la tête du cortège a atteint, par des rues plutôt étroites, la place Saim-Augustin un pen plus d'une houre plus tard. Derrière, une grande banderole proclamant « salaires, emploi, liberté, sécu, paix et solidarité internationale », les manifestants ont semblé répéter à la fois la journée nationale de la CGT du 14 mai prochain et la mani-festation du PCF le 9 mai prochain pour la libération de Nelson Mandela. La lutte contre l'apartheid et la défense de la Sécurité sociale se sont disputées la vedette. Une délégation du PCF, avec MM. Lajoinie et Laurent, était présente dans le cortège mais aussi une délégation du PS et en fin de défilé un groupe de la Ligue communiste avec M. Alain Krivine scandant « Le Pen, fasciste, raciste, assassin ». Des heurts à la fin de la manifestation avec certains membres du service d'ordre de la CGT, auraient fait trois blessés selon la LCR.

La tonalité internationale était encore plus forte qu'à l'accoutumée avec de très nombreuses délégations de travailleurs immigrés s'intercalant tout an long du défilé entre des communaux de la région parisienne et des agents des services publics. Iraniens (antikhomeinistes), Turcs, Kurdes, Algériens, Marocains, Tuni-siens et même Tamouls étaient présents en grand nombre, se melant avec des associations de solidarité avec le Chili, le Nicaragua ou le Sal-

• Fraises espagnoles : clause de sauvegarde demandée par la France. — La France a demandé, le jeudi 30 avril, à la Commission de la CEE l'application d'urgence de la clause « de sauvegarde » à l'encontre des fraises d'Espagne, les importa-tions de ces fruits étant réalisées à des prix « anormalement bas », selon Paris. Cette clause permet à un pays de fermer temporairement ses frontières aux importations en provenance d'un autre Etat. Cette concur rence et ce «dumping» sur les prix, qu'accompagne un très important volume d'importations, gêne considérablement les producteurs du midi de la France, dont les fruits vont être mis sur le marché en grandes quan-tités ces jours prochains. Dès ven-dredi, la Commission de la CEE a demandé au gouvernement espagnol d'euser de tous ses pouvoirs pour modérer, dans l'immédiat, les exportations de fraises de ses produc-teurs». La Commission devrait arrêter se position définitive lundi.

. M. Georges Mercadal devient « M. 1 % ». - M. Plerre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports va charger M. Georges Mercadai (qui fut directeur de la construction de 1978 à 1984) de préparer la réforme du 1%.du logement (en fait 0,77 % de la masse salariale consecrée par les employeurs au financement du logement). Les organismes collecteurs du 1 % logement disposeront en 1987 d'environ 14 milliards de francs, provenant pour moitié environ des versements des entreprises et pour moitié des remboursements de prêts consentis aux salariés des entreprises. M. Mercadal est actuellement directeur général de la SAGEP (Société anonyme de gestion des eaux de Paris), une société d'écono-Fonds monétaire international se mis motte, filiale à 70 % de la Ville

des « Etats généraux de la précarité », où ils out indiqué que près de 60 % des jeunes à vingt-cinq ans n'ont qu'un travail précaire (TUC, stages avec des perspectives d'embauche limitée). L'emploi a été aussi le thème choisi par M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, à Brest, annonçant l'intention de sa centrale de relancer l'action pour la réduction du temps de travail, qui avec «les emplois correspondant aux besoins non satisfaits consécutifs à l'évolution du mode de vie » permettent d'affirmer que «le chômage option zéro est une utopie réalisable » en France et à l'étranger. Quant à M. Bergeron, secrétaire général de FO, il a affirmé à Aix-en-Provence qu'« il convient de placer un plan européen l'ensemble des problèmes syndicaux ».

Mais la grande originalité de la manifestation — à laquelle partici-pait M. Jean-Louis Moynot qui avait démissionné du bureau confédéral en octobre 1981 - était une ambiance de fête symbolisée par de nombreux orchestres et une priorité délibérée donnée aux chants sur les slogans. La Vie ouvrière avait instailé un orchestre sur le parcours et même mobilisé le ciel avec le concours d'un... dirigeable. Une banderole des PTT parodiait la publicité en invitant à - bouger avec la CGT », tandis que les postiers du Val-de-Marne scandaient « Longuet, Chirac, Mitterrand, pas touche à nos statuts, pas touche à la Sécu! Des cégétistes du Val-d'Oise chantaient sur l'air d'un «tube» du

moment - Cest la quate, « de tous les systèmes, c'est la Sécu que je préfère, le plus égalitaire, le plus solidaire ».

De nombreux slogans mettaient en cause la proposition de loi de M. Fourcade sur la réglementation du droit de grève. D'autres, comme pour les salariés de Renault-Billancourt, demandaient de «faire payer les profiteurs ». Non loin, une délégation du SNES, des jeunes de la JOC-JOCF promenaient un dra-gen afin de « terrasser le monstre de la précarité ». Boublant la manif, des jeunes chômeurs sautaient au cri de « On veut un monde hu-ma

MICHEL NOBLECOURT.

AFFAIRES

L'avenir de Renault-Véhicules industriels

Encore 2 milliards de francs à trouver d'ici à fin juin

Renault-Véhicules industriels (RVI), filiale poids lourds de la Régie, vient d'être à moitié réalisée. A l'issue du comité central d'entreprise (CCE) de RVI, réuni le mercredi 29 et le jeudi 30 avril à Lyon, on a en effet appris que l'améliora-Liais (les pei dées ont été ramenées de 1 515 millions en 1985 à 983 millions en enées de 1 515 mil-1986) avait permis une réévaluation des actifs à hanteur de 2 milliards.

Se trouve ainsi adopté l'un des volets envisagés par Renault pour reconstituer les fonds propres de sa filiale, dont la situation nette était négative de 2,2 milliards de francs à fin 1985. En y ajoutant les pertes de 1986 et l'obligation légale de réta-blir une situation nette positive au moins égale à 50 % du capital social (891 millions de francs), RVI avait besoin au total d'environ 4 milliards de francs.

Après cette réévaluation des

actifs, restent encore quelque deux

milliards à trouver. Plusieurs schémas ont été imaginés. Certains ne font intervenir que des solutions internes : apport des titres Mack (filiale américaine poids lourds de la Régie qui en possède 42 %) détenus par Renault Holding pour un montant du même ordre, apport de capi-tanx grâce aux dotations reçues de l'Etat par la maison-mère... ces différentes solutions pouvant être a panachées ». Mais la Régie, dont les besoins de financement ne se limitent pas à RVI, a également imaginé un schéma qui ferait intervenir des partenaires extérieurs, en l'occurrence les trois «vicilles» banques - Société générale, Crédit

lyonnais, Banque nationale de Paris. Leur apport, d'un montant de 1,2 milliard de francs, se ferait en souscrivant à une émission d'obligations convertibles ou d'obligations à bons de souscription d'actions. Ce qui suppose, si la conversion était exercée, que ces banques se retrouleur intervention s'explique par la perspective d'une introduction en Bourse de RVI dans deux ou trois

Cette hypothèse n'est pas invraisemblable, RVI s'acheminant régulièrement vers son objectif de retour à l'équilibre fixé pour 1988, mais elle exige à tout le moins l'approbation des autorités de tutelle - ministère de l'industrie et ministère des finances - sur ce dossier complexe. La Régie a encore quelque temps devant elle puisque le tribunal de commerce de Lyon lui a donné jusqu'à fin juin pour recapitaliser sa filiale.

RVI a par ailleurs enregistré Parrivée d'un nouvel administrateur en la personne de M. Lévy, PDG de la maison-mère. Un événement plus que symbolique dans la mesure où c'est la première fois qu'un patron de la Régie se retrouve au conseil d'administration de cette filiale.

Le CCE a également permis de faire le point du plan social de juin 1986 qui prévoyait de ramener l'effectif à 19 000 personnes à fin 1987, entraîgant 2624 suppres d'emploi. En l'état actuel des départs (1687) et de la nouvelle convention FNÉ, il resterait à terme

CLAIRE BLANDIN.

M. Treppoz est « invité » à quitter la présidence de la BTP

nouveanx actionnaires qu'il devra bientôt céder la place. Ainsi disparaîtrait de la scène bancaire l'un des rares (ils me somt plus que trois) patrons de banque nommés par le gouvernement socialiste et reconduits dans leurs fonctions par l'actuelle majorité.

Première banque moyenne à être privatisée (le Monde daté 19-20 avril), la BTP peut se vanter d'avoir remporté le record des demandes de souscription d'actions : soixante-cinq fois le nombre de titres offerts au public. Mais c'est surtout la profession, la Fédération nationale du bâtiment et son homologue des travaux publics, qui, dès l'automne dernier, avait manifesté le désir de récupérer un établissement qu'elles détensient en commun jusqu'à sa nationalisation. C'est chose faite, puisque ces deux fédérations se voient attribuer ensemble par M. Edouard Balladur 32 % du capital de la BTP, les 19% restants (sur un «noyau dur» de 51% du capital) étant dévolus au CCF, à la

M. Alain Treppoz, président de la Banque Hervet, au Comptoir des Banque du bâtiment et des travaux publics (BTP), a été informé par ses de matériel d'entreprise, au Crédit foncier de France et au Crédit lyonnais.

> Dès le 12 mai prochain, date du premier conseil « post-privatisa-tion », serait adoptée la transformation de l'actuel conseil d'administration en deux entités : un directoire dont la présidence reviendrait à M. Yves Le Guay, actuel président de la Banque de l'entreprise, et un conseil de surveillance présidé par M. Jean-Luc Ewald, ancien président du directoire de la Banque Louis-Dreyfus. C'est dans cette dernière structure que devraient sièger les fédérations professionnelles.

M. Treppoz se contente de confirmer «l'intention de l'actionnaire principal du « novau dur » de ne pas le reconduire dans ses fonctions». Cette décision et les orientations nouvelles assignées à la BTP devront toutefois être soumises le 22 juin à une assemblée générale. Mais le sort de l'actuel président apparaît d'ores et déjà sceilé.

g in derent die.

Un projet

Economie

REPÈRES

Assurance-maladie Décélération limitée

des dépenses

Fin mars, les dépanses d'assurance-maladie du régime général avaient progressé de 9 % en rythme annuel, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie, contre 9,2 % en février. Mais cette très légère décélération résulte des répercusions de la caracte d sions statistiques du report de la dotation des hôpitaux publics (qui représente 40 % des dépenses) de 1985 sur l'armée 1986. Ainsi les versements aux hôpitaux publics n'ont progressé que de 10,1 % fin mars contre 11,1 % fin février; en revanche, caux aux établissements privés ont progressé, passant de 6,3 % à 8,1 % en rythme annuel.

Du côté de la médecine ambula-toire, seules les visites marquent une décélération : leur nombre a diminué de 1.1 % à fin mars, La progression des consultations reste faible (+7,8 % contre +7,2 % fin février) meis celle des actes techniques ou chirurgicaux, pratiqués essentielle-ment par les spécialistes, demeure ment par les spécialistes, demeura soutenue (+ 11,3 % fin mars contra + 9,7 % fin février) comme pour les actes de radiologie (+ 8,3 % contra + 6,9 %). Le croissance des honoraires dentaires passe de 6,9 % à 7,9 %. De même, pour les prescriptions, seuls les remboursements de médicaments connaissant une décáleration (+ 9,2 % contra + 9,4 % fin térrier) due su remboursement à fin février) due au remboursement à 40 % de tous les médicaments à vignette bleus, qui a fait économiser 240 millions de francs depuis tévrier; les actes d'auxiliaires médicaux progressent de 14,6 % contre 14,1 %, les analyses biologiques de 11,7 % contre 10,4 %.

Prix

+ 0,3 % en mars dans la CEE

la Communauté auropéenne ont aug-menté de 0,3 % en mars par rapport à février et de 3,1 % en un an, solon l'Office statistique de la CEE (Eurostat). Sur un an, les prix ont diminué en Allemagne (- 0,2 %) et aux Pays-Bas (- 0,7 %). Ila ont en revanche augmenté de 3,4 % en France, de 4 % en Grande-Bretagne,

Trafic aérien Près d'un milliard

de passagers en 1986 Les compagnies aériennes des 157 Etats membres de l'Organisa-tion de l'avistion civile internationale (OACI) ont transporté 950 millions de passagers et 14,7 millions de tonnes de fret en 1986, soit une augmentation de 6 % et de 7,2 %, espectivement, par rapport à 1985, indique le repport annuel du conseil de l'OACI publié le vendredi 1" mai à

Montréal. Le nombre d'accidents mortels a baissé de 22 à 16 de 1985 (année record) à 1986, et le nombre de passagers tués de 1 066 à 330. L'OACI explique ce progrès de la sécurité par « l'amélioration du contrôle de la circulation aérienne grâce à la mise en service d'équipements rader modernisée et à l'autrements radar modernisés et à l'automatisation ». Les compagnies améri-caines ont réalisé à elles seules 37 % du trafic régulier international et intérieur de passagere, de fret et de poste. L'URSS arrive en deuxième position avec 12 %. — (AFP.)

Etats-Unis

Hausse de 0,4 % de l'indicateur composite

L'indicateur composite, censé préfigurer la conjoncture des mois à venir aux Etats-Unis, a augmenté de 0,4 % en mars, un rythme identique à celui de février, annonce le département du commerce, le mercred 29 avril. La forte hausse de Wali Street le mois dernier a largement contribué à cette progression. Dans un autre rapport, le département du commerce indique un vit recul de 3,6 %, en mars également, des constructions de nouveaux loge-

Fort excédent de la balance commerciale au premier trimestre

L'Allemagne fédérale a enregistré un excédent commercial de 10,2 milliards de deutschemarks (33,6 milliards de francs) en mars, en hausse de 20 % per rapport à mars 1986, mais en recul de 2 % per rapport à février, armonce l'Office fédéral des extrésiques Bour l'esceptible du premier trimestre 1987, le solde positif de la balance commerciale totalise ainsi 27,8 milliards de deutsche-marks (91,75 milliards de francs). L'Office des statistiques précise que la baisse, en valeur, da 2,3 % des exportations per rapport au demier trimestre 1986 masque une hausse en volume de 1 %.

Grande-Bretagne Excédent de la balance des paiements en mars

La balance des palements courants de Grande-Bretagne a été excé-dentaire de 175 millions de livres (1 livre vaut environ 10 francs) en mars et le balance commerciale défi-citaire de 426 millions de livres. Après un excédent exceptionnel en février le déficit de la balance commerciale a été inférieur de moitié aux prévisions des analystes. Les exportations ont diminué en mars (6 397 millions de livres) mais restent en progression par rapport à mars 1986. Les importations ont baissé : 6 822 millions de livres contre 7 157 millions de tivres le

Dans treize départements du Sud-Ouest

L'arrêt d'une société d'équarrissage provoque des risques d'épidémie

Depuis le 14 avril, 30 tonnes d'animanx morts pourrissaient dans les locaux des Fondoirs réunis du Sud-Ouest à Graulhet. Cette société d'équarrissage, dont le siège social est à Muret, a déposé son bilan depuis cette date, ses cent soixanto-dix salariés ont cessé le travail, et les services sanitaires des régions Aqui-taine et Midi-Pyrénées, ainsi que du département de l'Aude, s'inquiè-tent : la multiplication des cadavres d'animant non ramsessée sent parter. d'animaux non ramassés peut provo-quer une flambée de maladies conta-gieuses et la poliution des cours

Le mardi 28 avril, à l'issue d'un comité interministériel, l'Hôtel Matignon a indiqué que l'Etat était disposé à accorder une side financière à la société FERSO.

L'administrateur judiciaire de la FERSO avait estimé les besoins de trésorerie à 6,5 millions de francs pour les six prochains mois. Selon la

 M. Lennusse-Croussé, président de l'ARDIC. — L'Association pour résoudre les différends industrie-commerce (ARDIC), née des travaux de la commission industrie-commerce-consommation du CNPF, s'est donné pour président M. Lanusse-Croussé, président du Syndicat national des maisons d'alimentation à succursales, suppermarchés, hypermarchés, et pour vice-président M. Philippe de Lignères, directeur général des ventes de la Française de soins et de parfums (groupe Unilever). Le conseil d'admi-(groupe Univerer). Le curiseu u auministration de l'ARDIC est composé de cinq producteurs et de cinq distributeurs, et la liste des experts chargés de la conciliation et des arbitrages compte vingt-quatre distributeurs et s'ajoutent plusieurs milliers de

préfecture de la région Midi-Pyrénées, l'Etat est prêt à apporter 850000 francs, soit la moitié de la trésorerie nécessaire pour une reprise d'activité jusqu'à la fin mai. Les conseils généraux des treize départements concernés devraient apporter le reste de la somme. Dans la nuit du 28 au 29 avril, des salariés de la FERSO ont déversé plusieurs tonnes de déchets d'animaux dans les rues de Bordeaux. A Millau et à Villefranche-du-Rouergue, ce sont des agriculteurs qui ont abandonné des cadavres d'animanx devant la

Le président des groupements de défense sanitaire des animaux de la Haute-Garonne, M. Eugène Boyer, a déclaré : «Les carcasses peuvent smettre des maladies graves par l'intermédiaire des animaux errants, des vers ou des mouches, aux autres bêtes et à l'homme. La brucellose des bovins peut ainsi provoquer la sièvre de Malte chez les humains, et le charbon, qui peut tuer un mouton en deux heures, est également transmissible à

Dans les campagnes, les cadavres d'animaux sont laissés sous la res-ponsabilité des agriculteurs et des mairies. Celles-ci ont été invitées par les préfectures à trouver un terrain communal clôturable pour y enfouir les animaux morts, avant de les recouvrir de chaux vive. Mais cette solution ne peut être que momentanée. Le bilan de l'activité de la FERSO pour 1986 montre l'ampleur du problème posé: elle a collecté plus de 120000 animaux morts, dont 23 000 pour le seul département de l'Avevron auxquele département de l'Avevron auxquele département de l'Aveyron, auxqu tonnes de déchets d'abattoirs.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 27 au 30 avril

Orageuse

NE nouveile fois écourtée à quaire séances, en raison du chôunge du 1° mai, la semaine boursière, commencée par me douche froide, s'est terminée dans une chaleur orageuse, Landi, la cote céduit en effet 1,25 %, dans un marché transi, déstabilisé par les secousses monétaires, qui entrahadent le dollar sous la barre psychologique des 6 F. Obsédés par les changes et par la guerre commerciale nippo-américaine, lassés des variations excessives et souvent imprévisibles de Wall Street, les opérateurs affichalent un vague à l'âme qui rejailléssait sur les cours.

L'accalmie intervenue cusuite sur le front monétaire, grâce aux interventions des banques centrales et aux déclarations apaisantes des officiels américains, a cependant réchauffé l'ambiance à la corbeille. La Bourse enchanait mardi sur deux séances de hausse, raitrapant une partie du retard initial pris le premier jour. Le score hebdomadaire était ainsi légèrement négatif (-0,7 %) dans un marché actif, résistant, mais encore hauté jeudi par des craintes de rechate.

boursiers en out facilement trouvé dans la conjoncture économique et fimancière française. Les prix n'out progressé en mars que de 0,1 %, confirmant le net ralentissement de l'inflation. L'accélération du programme de privatisation amouce une asimustion accuve du marché pour les semaines et les mois à venir. Mais c'est surtout la publiciation en série de résultats très encourageants pour la plupart des sociétés catées qui a donné aux opérateurs quelques raisons recevables d'espérer.

Le bénéfice consolidé de L'Oréal (Lancome, Vichy, Phas) a ainsi progressé de 20 % en 1986, pour s'établir à 930 millions de francs. Une performance qui doit permettre la distribution d'un dividende de 33 F par action (+ 19 % par rapport à 1985). Si l'ou ajoute la distribution d'une action gramite ou d'un certificat d'investissement (CI) pour respectivement cinq actions on cinq CI, la boursiers en out facilement trouvé dans la

grainite ou d'un certificat d'avestissement (C.) pour respectivement cinq actions ou cinq (I. la progression du dividende d'une année sur l'autre est de 35%! Sommer-Alibert a montré à son tour en 1986, la solidité de sa situation financière en doublant son résultat net consolidé (à 212 millions de francs). Un dividende de 19 F contre 15 F en de francs). Un dividende de 19 F contre 15 F en 1985 sera servi aux actionnaires. Dans ce domaine, c'est Peugeot SA qui a le plus émoustillé les boursiers en indiquant qu'elle distribuerait de nouveau des dividendes pour le première fois depuis 1981. La société, qui a dégagé, l'an passé, un bénéfice net de 668 millions de francs (contre 165 millions de francs en 1985) va par ailleurs procéder à «une opération fannoière destinée à accélérer le restorcement des fonds propres». Le montant, la date et les modalités de cette augmentation de capital n'out cependant pas été précisés.

rectaes.

Toujours au chapitre des bounes nouvelles d'entreprises, les boursiers ont noté la progression de 27,6% du bénéfice de Sagem en 1986.

Champagne Piper-Heidslek et Docks de France affichaient, pour leux part, des résultats en bausse de 48% et 16%. Dans cette cohorte, figuraient encore la société des Ciments français (progression

28 avril

1895880

7915202

10244612

110,3

113,6

Indice gén. | 454,7 | 450,2 | 453,4 | 453,6 |

Juin 87

106.55

106,70

106,65

106,65

LES AFFAIRES,

C'EST L'AFFAIRE

Nombre de contrats : 17 252.

plement de prix.

433 530

27 avril

1692133

7974258

420 789

10087180

110,2

RM

R. et obl

Actions

Tendance .

Premier

+ bas

Dernier

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 31 décembre 1986)

(base 100, 31 décembre 1981)

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 30 avril 1987

106.65

106.65

106,75

CHAQUE VENDREDI,

DE TOUT LE MONDE.

Le supplément Le Monde Affaires est en vente chaque vendredi (numéro daté samedi)

avec votre quotidien
Le Monde. Sans sup-

Le Monde

AFFAIRES

29 avril

1825194

9 659 848

11873513

111

112,5 | 113,8 | 113,9

ECHÉANCES

Déc. 87

106.60

106,70

106.55

106,70

Mars 88

-

112,9

388 471

30 avril

1 823 494

6722924

340 192

8 886 610

de 46 % du résultat) et le groupe Nouvelles Galeries (bénéfice net consolidé en hausse de 88,2 %). Les rares ombres au tableau sont vessoes de GTM-Entrepose (73,4 millions de pertes en 1986) et de Vallourec (402 millions de francs de déficit), dont GTM-Entrepose est une filiale à

Du côté des privatisables et des privatisées, les opérateurs out accueilli comme étant de bon augure le succès rencoutré à l'étranger par le CCF, dont fa vente au public a commeacé le 26 avril. Son directeur général, M. Michel Pébereau, a aumoncé à Condre une la demande feute fais de la faisse de la contra de la demande feute des la faisse des meteors de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra del la contra à Genève que la demande était dix fois supérieure à l'offre. Sur les quolque 41 millions de titres mis en vente au prix de 107 F, 17 % out été réservés aux

investisseurs étrangers.

Paribas, qui a réuni plus d'un millier de ses actionnaires au Palais des congrès de la porte Maillot, a en son premier contact de masse avec les petits porteurs. Le président, M. François Poncet, a expliqué que, «pour le moment», ils ne seraient pas représentés au conseil d'administration, estimant que les pouvoirs publics devraient sans doute donner leur avis sur cette question. Cela n'a pas empêché les actionnaires de voter la liste des treate résolutions. L'une d'elles fixe à 1,5 million de francs le montant des jetons de présence alloné chaque aunée au conseil d'administration et aux censeurs (dix fois plus que les sommes distribuées pour le même usage dans les sommes distribuées pour le même usage dans les entreprises nationalisées). Parlhas a enfin indiqué qu'il pratiquerait une distribution régulière d'actions gratuites et maintiendrait un dividende

Dans un marché quelque peu déserté à la veille d'un long week-end, les hoursiers présents sous les lambris out pu disserter à loisir sur les propositions de la Commission européenne en matière de délits d'initié. La réalisation d'un grand marché de capitant à l'échelle de la Communauté à partir de capitaux à l'échelle de la Communanté à partir de 1992 passe, aux yeux de Bruxelles, par l'interdiction de ces pratiques (exploitation de privilégies). L'insider trading, observe la Commission, détruit l'égalité des chances entre investisseurs et réduit la confiance du grand public dans les marchés de valeurs. Aussi a-t-éle saisi le conseil des minisant le délit d'intité.

Le texte punissant le délit d'intité.

Le texte ne s'appliquerait pas seulement aux initiés «primaires» informés dans le cadre de leur inities « primaires » intoruses dans le caure de leur foaction. Il s'appliquerait de même aux initiés « secondaires », ceux qui ont reçu des « tnyaux » de la bouche d'un initié primaire. C'est en effet par ce type de colportage très spécial d'initié de première main à initié de denxième main que Wall Street et Loudres ont été seconées. La Conn suggère, dans ces conditions, une coopération entre autorités de contrôle des États membres, afin de déterminer le véritable donneur d'ordre en cas de transaction d'initié transfrontalière...

C'est à ce prix que Paris, qui brigue le rang de grande place financière internationale, pourra associr solidement sa réputation de marché sûr.

Déc. 87 ...

Pougeot Elf-Aquitains Lafarge-Coppés

BONS DÙ TRÉSOR

Séance du 30 avril 1987

Plea bas

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Midi 132 501 211 821 255
Thomsen 105 834 182 682 316
Sommer-Allibert 82 891 176 743 185
BNP CI 276 962 157 959 310
Valeo 229 648 145 043 238
Saint-Gobain 280 314 130 115 082
Martell 65 982 129 784 031
Navignizate 104 232 115 850 279

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Cours Cours 24 auril 30 meril

88 300 88 800 638

(°) Da 24 au 29 avril 1987,

Gal Lafryctic

Or the listo on burre)

-- (trito on lingui)

Pièce française (20 fr.)

Pièce française (10 fr.)

Pièce suisse (20 fr.)

Pièce suisse (20 fr.)

Pièce translatione (20 fr.)

July 87 .. 92,57 92,56 92,57

Sept. 87 . . 92,57 92,55 92,57

Mans 86 . 92,57 92,57 92,57

Campa Chappan Patrian

92,57

Nhre de Val. ca titres cap. (F)

251 790 920 599 956

401 170 655 500 291 630 860 218 610 953 124 491 214 066 758

132 501 211 821 25

- 8,63

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Légère reprise

Un certain optimisme a stimulé la tendance cette semaine à Wall Street, où l'indice Dow Jones a finalement gagné 45,02 points, pour ciôturer vendredi à 2280,39. Le premier signe favorable s'est manifesté mardi lorsque les interventions des banques centrales uns entraîné une remounée du dollar. Le rafermissement s'est prolongé à l'amone que les principaux indicatours économiques avaient progressé de 0,4 % ca mars. Les incertitudes relatives à l'évolution des taux d'intérêt et le nouveau repli du dollar en fin de période, après repli du dollar en fin de période, a l'adoption par la Chambre des repri-tants d'une résolution sanctionnan partensires commerciaux « trop aggressifa » des Etats-Unia, out ensuine pesé sur le marché.

:	_	
	Cours 24 avril	Cours 1= ma
Aloea ATT Boeing Chase Man. Bank De Pont de Nemoun Enstman Kodak Exxon Oeneral Electric General Motors Goodyear IBM ITT	24 smil 46 3/4 24 1/8 47 7/8 47 7/8 35 3/4 112 1/4 73 86 1/4 82 3/8 102 3/4 86 3/8 57 151 3/4 54 1/8	47 5/ 24 1/ 45 3/ 38 119 1/ 75 7/ 85 7/ 91 7/ 62 1/ 91 7/ 63 3/ 162 1/ 95 1/
Michil Oil Pfizer Schlumberger Tenneo UAL Inc. Unica Carbide USX Westinghouse Xerux Corp	47 1/2 47 1/2 48 7/8 49 1/8 68 7/8 28 1/8 28 1/2 68 3/4 76 1/4	3463/ 411/ 34 3/ 38 1/ 617/ 76 1/

LONDRES

545. T

ESTABLISHED OF COMME

A State of the sta

16 121 12 1. 151

. ... - 117 - - - .

经企业 经企业证据

100 100 100

The second

A STATE OF THE STA

44

1125 (***) *** Milet 192 192 - Par-

Caraban ...

Contract Line

1

Ger im Englis

Commercial 2.5

grant and " AND CHARLE

Parette 40: The state of the

COLDS DI. 1.

les bies

1116 - 2

1304 - 41.

1983 .- 47

\$130 -95.

State Line

dern er & in enemel de

ture marche Manne

tran des Ambrid

Hally ext. same excess

To systeme de characteriste de la marche de

As debut do mais, in the August Change of the August Change of the August Change of the August Change of the August of the Augus

the sur le marché ha

Dies chert de more de ff

Ces plus chert de mande.

Ces plus chert de mande.

Ces plus chert de mande.

Ces plus de lac de 15

Ces plus de Salar Dans.

Ces plus de la ces plus de la

See Sucre (50 000 tones

See 20) fast wrong de fact

Corner Lin montane he fact

Corner Lin montane he fact

Corner à le ron

Corner à le ron

Corner de trevailleure de la

Corner de trevailleure de la

Corner de la conse

nes Central, garband

-a ... Dudalun de la general

de moyens pour la ann

Nouvesux records

Après un départ incertain dans le sil-lage des rechutes enregistrées à Tokyo et Wall Street, les valeurs sont montées en flèche cette semaine au Stock en flèche cette semaine au Stock Exchange, qui a battu de nouveaux records. La réduction d'un demi-point des tanx d'intérêt britansique, à 9,5 %, la publication d'un rapport optimiste sur l'industrie anglaise et l'annonce d'un excédent institents de la balance des paiements en Grande-Bretagne pour mars out permis cette amélioration de la tendance. En affichant une hausse de 64 % de son bénéfice avant impôt au premier trimestre 1987, le groupe ICL, baromètre du Stock Enchange, a sussi dopé les investisseurs.

Indice dn 1" mai : industrielles, 1626,9 (contre 1580,9 ls 24 avril); fonds d'Etat, 91,96 (contre 91,62 ls 24 avril); mines d'or, 444,4 (contre

,	24 gyril	l" ma
Bescham	499	544
Bowater Brit. Petroleum	583 908	585 323
Charter	360	368
Courtsuids De Beers (*)	424 13 1/2	441 123
Giaxo	14 25/64	145/1
Gt. Univ. Stores Imp. Chemical	18 3/4 12 9/16	19 1/ 13 5/1
Shell	11 5/8	121,
Unilever Vickers	26 17/32 486	594
War Loan	39 21/32	

FRANCFORT

Les valeurs ent cédé en moyenne 3 % cette semaine à Francfort, dans un marché maussade. Les difficultés financières du groupe sidérurgique Klockner-Werke, à la suite du dépôt de bilan de sa filiale Marshuette, out contributé à déprime le marché. bué à déprimer le marché.

Indice de la Commerzbank da 30 avril : 1785,2 (contre 1803,7 le 24 avril).

	Cours 24 avril	Cours 30 avr
AEG BASF Bayer Commerzbenk Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	312,50 272,30 308 265 636,50 280,50 426,50 177,50 702,50 348	314,5 272 392,5 269 642 272,9 420 178,9 761 344,5

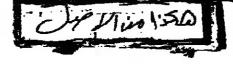
Malgré les gains considérables des 225 valeurs vedettes en fin de semaine, le marché n'a pu endiguer la chute record de lundi (831,32 points de baise, à la suite de la flambée du yen face au dollar), et le vif repli de mardi. Les opérateurs attendaient néanmoins une reprise plus rapide que préve, pour les jours procheins. Indice milce du 1º mai: 23 680.89 contre 23 996.37 le 24 avril); indice général: 2 114,92 (contre 2 145,98 le 24 avril).

	Cours 24 avril	Cours != mai
Alcei	385	390
Bridgestone	833	820
Canon	785	756
Fuli Back	3 980	3 900
Honda Motors	1 140	1 290
Matsushita Electric	1 440	1 634
Mitsubishi Heavy	669	617
Sony Corp	2 690	2 820
Toyota Motors	1 480	I 650

MTÉRES PREMIÈRES La rechute du

TOKYO La chute

	Cours 24 avril	Cours != mai
Alcei	385	390
Bridgestone	833	820
Canon	785	756
Fuli Back	3 980	3 900
Honda Motors	1 140	1 290
Matsushita Electric	1 440	1 634
Mitsubishi Heavy	669	617
Sony Corp	2 690	2 820
Toyota Motors	1 480	I 650



	24 avril	PB
Alcon	463/4	-
ATT	24 1/8	114
Chase Man. Bank	477/2	석 석 보
Du Post de Nemours	35 3/4	3 4
Continue Kodak	312 1/4 73	IND
Exam.	86 1/4	7514
Fired	82.3/8	3
Gueral Electric	102 3/4	100 to
George Motors Georges	66 3/8	913
Eller .	57	811
TIT	151 3/4 54 1/8	
Mobil Ol	47 1/2	514 411
Plant.	657/8	811
Schlanberger Texaco	40	4111
UAL lac	3112	3(1)
Union Curtace	687/8 231/8	
UKX	2312	30
Westinghouse	68 3/4	61
Xares Corp	761'4	71
I		

LONDRES

Aprile un déput incertais deste Wall Street, les valeur autres en fleche cette comaine as fo dage. qui a term de mor escurde. La réduction d'un deser La réduction d'un deser in publication d'un rapport opinion Findostrie anglame et l'antire à moldest inattendu de la bilest palaentes en Grane-Brage s mare see permis celle amélembné Seedance Em a l'accort ans bes 64 % de son bocoffee evan mit pressure transcers 1987, is graph berechtere do block Exemples

Isdice du le mai : industri 1 626.9 | marte 1 ff. s is 24 m. 34 mmir , mass 200, 444,4 (# Cours Car

	24 37 E
The state of the s	479 54
Beneset Mrs. Personal	503 SI 900 III
Chartel	360 M
De Born	1712
OL Liner Storm	14 25 64 14! 15 3 4 B
Ing. Catalan	129 16 US
Colores	26 17 22 51
Wickers	19 21 22 31

(*) Ex docum

FRANCFORT Maussade

La minum or main a mil THE TRANSPORT OF THE STATE OF T Ber Marian hof i diprime: a minist France de la Commerciali.

24 grad Catal Alk 312.50 MU 2.30 S.3 108 39

TOKYO La chate

Aplant Semigration Cases Find Section Hearts Market Markets Market

BOURSES

« Avec d'une part le Fed et, de l'autre, les compagnies d'assurance-vie japonaises, les Etats-Unis sont le seul pays au monde à disposer de deux banques centrales. » Cette suille d'un eurobanquier est plus qu'une boutade. Elle reflète une réalité dramatique. Lorsque l'on observe la panique de tout un cha-cun après que les institutionnels nip-pons ont commencé à se retirer du marché américain des capitaux, alors que leur présence est indispen-

L'EUROMARCHÉ

alors que leur présence est indispen-sable pour que le Trésor des Etats-Unis puisse lever les 29 milliards de dollars de papier qui vont être mis aux enchères ces jours ci — retrait qui a eu pour effet de faire remonter les taux d'intérêt outre-Atlantique — il est clair que les Japonais agissent non seulement en tant que banque centrale à l'égard des Etats-Unis, mais que leur emprise sur le système monétaire et financier américain est maintenant present plus importants maintenant presque plus importante que celle du Fed.

Dans ces conditions, on peut se demander si c'était bien le moment pour la CEE de vouloir imposer de nouvelles directives qui risquent de profiter en premier lieu aux maisons japonaises et ea second lien anx suisses, qui, les unes et les autres, ont la grande chance de ne pas faire partie de la Communauté euro-

Les eurotschnocrates bruxellois ont, assez secrètement, pour ne pas dire sournoisement, accouché d'un projet qui, s'il était adopté, mettrait en danger l'existence même du marché international des capitaux. Le dessein est de rendre obligatoire la subblies s'en d'un reconstruction. dessein est de rendre obligatoire la publication d'un prospectus pour toute vente de « titres négociables offerts pour la première fois au public dans un pays membre de la Communauté ». Sont spécifiquement visées les émissions d'actions, d'obligations et de warrants, qu'elles des les d soient euro ou intérieures et quelle que soit l'origine de la transaction. L'apparent et très louable souci des L'apparent et très louable souci des auteurs du projet est de protéger les investisseurs qui ont pu parfois être abusés parce que les prospectus décrivant les eurotransactions sont souvent publiés après la date de paiement des opérations concernées. Dans le cas présent, le danger provient, d'une part, de la manière dont l'établissement du prospectus est l'établissement du prospectus est envisagé, d'autre part, des excep-

Dans un premier temps, le docu-ment devra être envoyé pour approbation aux autorités du pays de l'empranteur, s'il est européen, ou d'un pays de la CEE à choisir par le débiteur, s'il n'est pas européen. L'autorité responsable examinera L'autorité responsable examinera alors le prospectus, sans qu'aucum délai soit présentement prévu, avant d'établir un certificat déclarant ledit prospectus valide. Par la suite, le certificat sera envoyé à chacun des antres Etats membres de la CEE pour que tous puissent faire part de leurs observations éventuelles, cela à nouveau, sans qu'aucune limite de temps soit spécifiée.

Il est évident qu'une telle procédure, si elle devait être appliquée, prendrait énormément de temps et rendrait impossible le lancement d'émissions qui, en général, sont décidées en l'espace d'eurominates parce que les conditions s'y prêtent

Un projet dangereux

ter longtemps. Les «swaps», entre autres, qui doivent être scelles très la base de la plupart des opérations internationales, deviendraient impossibles à réaliser. Comme, en plus, chaque pays membre a le droit théorique de demander la traduction dans sa propre langue de tout docu-ment émanant de la CEE, on ne peut que rêver sur le temps qu'il fau-drait à la Papouasie pour voir sa volonté d'« euro-emprunter » traduite auparavant en grec ou en por-Le projet prévoit que seraient exempts de la procédure décrite ci-dessus les emprunteurs souverains et

ceux quasi sonverains de la CEE, ainsi que certains supranationaux. Il en irait de même des émissions publiques sortant sous forme de cou-pures unitaires représentant l'équi-valent de plus de 40 000 ECU.

Cette dernière mesure serait assurée d'éloigner pour tonjours du marché tous les dentistes, c'est-à-dire la clientèle privée, de la Communanté. En fait, ces exceptions révèlent le caractère hautement politique du dessein, qui semble être de ramasser le plus d'argent possible au seul prole plus d'argent possible au seul pro-fit des Etats membres de la CEE et de stopper la fraude fiscale, rêve qui ne date pas d'aujourd'hui. Mais si le projet est adopté – et ses promo-teurs voudraient qu'il le soit – par le conseil des ministres de la CEE qui se tiendra en jain, l'énorme masse de capitanx internationaux accumulés sous les auspices de l'euromarché quittera purement et simplement la

Il n'y a que trois autres centres dans le monde pouvant accueillir et traiter un tel volume de fonds : New-York, la Suisse et Tokyo. On peut être certain que les deux derniers sauteront sur l'occasion.

CCF et CGE: meilleures que le kiwi

Si la devise de la Nouvelle-Zélande n'avait pas en le malheur d'être surnommée « kiwi » pour en arriver à superposer, dans la tête des investisseurs, l'image de ce char-mant volatile à la réalité monétaire, mais avait continué à être appréhendée en tant que « dollar » néo-zélandais, ce qu'elle est, nul doute que les Allemands se rueraient sur elle. Ils ont, indubitablement, une faiblese prononcée pour tout ce qui se dénomme « dollar » et se présente sous forme de papier doté de hauts coupous. Ils ont ainsi absorbé, dans le passé, d'énormes quantités d'euro-obligations libellées en dollars cana-diens à l'époque où elles étaient accompagnées de taux d'intérêt élevés. Aujourd'hui, ils se précipi-tent sur le dollar australien avec un appétit déconcertant.

appétit déconcertant.

Durant les seuls quatre premiers mois de cette année, le montant des euro-émissions lancées dans la monnaie du pays des koalas s'est élevé à 5,9 milliards de dollars australiens, soit bien davantage que les 4,4 milliards euro-émis durant toute l'année 1986. La quasi-totalité du volume offert cette aunée a fini dans les portefeuilles germaniques appâtées par les coupons de 14 % et plus qui régnaient dans ce domaine. La soif allemande a toutefois, eu pour effet de faire progressivement baisser les de faire progressivement baisser les taux d'intérêt qui sont maintenant

Parmi les sept nouvelles euroémissions en dollars australiens sorties cette semaine pour un montant
global de 455 millions, cinq proviennent de banques allemandes. La raison en tient aux « swaps » présentement réalisables à partir de la devise
australe. L'emprunt de 80 millions
de dollars australiens de la Bayerische Bank, dont la durée s'étendrasur neuf aus, a en l'insigne honneur
de voir le jour avec le plus bas coupon jamais encore offert dans ce secteur: 13,50 % sur un prix de 101,50.
C'est dire si la baisse est rapide dans
ce domaine. Alors que la pauvreté ce domaine. Alors que la pauvreté du dollar américain, qui continue de dériver à la merci de la volonté japo-naise, paralyse toujours le secteur de l'euro-marché libellé dans la devise

américaine, les nouvelles les plus rafraichissantes viennent du marché des actions internationales. L'annonce par la hollandaise Philips d'une émission de 20 millions d'actions totalisant I milliard de florins a été particulièrement bien accueillie. Simultanément, les succès incontestables du CCF et de la CGE ont retenu l'attention de

Les 6.8 millions d'actions offertes à l'étranger dans le cadre de la pri-vatisation du Crédit commercial de France (CCF) étaient déjà plus de dix fois sursouscrites à la veille du 1" mai. Compte tenu de la clause de reprise de 15%, dont il est certain qu'elle sera exercée par le gouvernement français parce que la demande nationale pour l'OPV est également extrêmement forte, les allocations finales de la portion internationale seront sévèrement réduites. Le prix de 155 FF-170 FF affiché en fin de semaine par le marché gris londo-nien – au grand dam du Trésor français, qui, cependant, n'en peut mais, montre l'étendue du triomphe puisqu'il représente une prime d'environ 45% par rapport au prix d'émission de 107 francs français l'action.

La privatisation de la Compagnie énérale d'électricité (CGE), dont la souscription s'effectuera du 11 au 23 mai, s'annonce aussi sous les meilleurs auspices. Le prix de Paction CGE, anticipé aux alentours de 285 francs français, devrait être officiellement fixé le jeudi 7 mai. La demande étrangère s'avère d'ores et déjà très forte à l'égard de ce qui peut être considéré comme le pre-mier groupe industriel français. Celui-ci, dont la structure complexe commence à être bien comprise par les institutionnels internationaux, présente un aspect particulièrement intéressant pour tout portefeuille parce qu'il est à un carrefour de son histoire avec la création d'Alca-tel NV. Pour cette raison, la CGE est une entreprise non seulement performante mais également por-teuse d'avenir. Hâtez-vous, il n'y en aura pas pour tout le monde. CHRISTOPHER HUGHES.

Alors que les producteurs des Carathes sont livrés à eux-mêmes, ceux de la Communauté, aussi vic-times des accès de faiblesse du mar-

ché, out trouvé dans les mécanismes

communautaires un moyen - oné

reux pour Bruxelles - de limiter les

dégâts. Le 11 mars dernier, la Géné-rale sucrière, Beghin-Say et Sucre-

Union, ainsi que des producteurs ouest-allemands, avaient menacé de porter à l'intervention

LES DEVISES ET L'OR

Crédits, changes, grands marchés

La peur de la guerre commerciale

La semaine a été courte mais perveuse, tout entière rythmée par les épisodes de la guerre commerciale engagée entre les Etats-Unis et le Japon qui faisait craindre le retour du protectionnisme avac ses représailles et ses contre-représailles, crainte très vivement ressentie par les marchés financiers.

Dès le lundi, le ton était donné, avec une nouvelle baisse du dollar, l'impulsion venant de Tokyo, comme la semaine précédente. Le billet vert tombait un moment à 137,25 yens, nouveau record historique. Au Japon, les détenteurs de dollars se montraient particulièrement pessimistes, augurant très mal des entretiens entre le premier ministre nip-pon, M. Yasuhiro Nakasone, et le président Reagan. Ils mettaient en avant également

le refus opposé par la Banque du Japon à une nouvelle réduction de son taux d'escompte et les déclara-tions du secrétaire au Trésor des Etats-Unis, M. James Becker, excluant l'émission de bons du Trésor américain libellés en yens, pour donner une garantie de change aux prêteurs, comme l'avait fait le président Carter en novembre 1978.

Par contagion, le billet vert fai-blissait également vis-à-vis du deutschemark, avec un cours de 1,7750 DM, retrouvant les niveaux du début de janvier dernier. A Paris, la barre des 6 F était enfoncée, avec une descente à 5,94 F. Enfin, l'or était vivement recherché, l'once de métal bondissant à 476 dollars, au plus haut depuis quatre ans. De leur côté, les bourses mondiales étaient seconées, surrout à Tokyo, où les valeurs iaponaises subissaient leur

plus forte baisse en un jour, en nom-bre de points s'entend, mais non en pourcentage: il est vrai qu'elles venaient de progresser de plus de 50 % en six mois.

Lundi en fin d'après-midi et mardi, une reprise sensible s'est manifestée sur le dollar, à la suite d'une déclaration du porte-parole de la Maison Blanche qui éprouvait le besoin de reprendre mot pour mot les propos tenus le vendredi précédent par M. Becker, suivant lequel une nouvelle baisse du dollar serait sait nécessaire après un discours du président Reagan qui laissait entendre que la guerre commerciale avec le Japon pourrait prendre fin, mais restait assez vague sur le niveau sou-haitable du dollar. En outre, les banques centrales intervenaient, surtout celle du Japon, qui achetait à nou-veau plus de 1 milliard de dollars comme le vendredi précédent.

Mercredi, la remontée se poursuivait, le billet vert dépassant 140 yens à Tokyo et retrouvant le cours de 1,7950 DM, soit environ 6 Fà Paris.

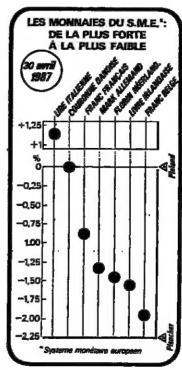
Jeudi toutefois, et vendredi, New-York, le dollar s'affaiblissait à nouveau à la suite du vote, par la Chambre des représentants, de l'amendement à la loi commerciale présenté par Richard Gephardt (démocrate du Missouri), qui vou-draît imposer une réduction de 10 % par an du déficit commercial des Etats-Unis avec le Japon, l'Allemagne, Taiwan, la Corée du Sud, le Brésil et l'Italie. Bien qu'il ne soit pas sûr de voir le Sénat adopter cet nent et que le président

(mais le fera-t-il vraiment?), le vote de la Chambre des représen-tants a fait passer un frisson dans le représailles japonaises.

Par ailleurs, les résultats des entretiens Reagan-Nakasone ont déçu, les deux hommes d'Etat s'accordant pour estimer que le dollar avait assez baissé, mais pen de résultats avant été acquis en ce qui concerne la guerre commerciale. Le conflit sur les semi-conducteurs n'est pas réglé, on le sait, la Maison Biauche reconnaissant que des efforts ont été faits du côté japonais, mais estimant qu'il falleit attendre avant de lever les sanctions récem-ment imposées. En conséquence, le dollar se montrait faible à la veille du week-end, tombant à 5,93 F.

En Europe, la chute du dollar au début de la semaine a engendré quelques tensions au sein du système monétaire communautaire. A Paris, le cours du mark bondissait brusque ment lundi de 3,3350 F à plus de 3.35 F, comme au lendemain du réajustement du SME le 12 janvier. Il revenait en arrière toutefois les jours suivants pour sinir à 33,3380 F. Quant à l'or, après sa petite flam-blée, il retombait aux alentours de 450 dollars l'once, mais s'installait ainsi à un nouveau palier, toujours

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 27 AU 30 AVRIL (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Line	\$EU.	Franc français	Franc science	D, merk	Franc beige	Florin	Lico
	-	_	-	-	-	-	_	-
Landric			-	-	-	-	-	-
	1,6640	-	16,7388	61,1272	5380	2,6332	45,5850	8,8780
How-York	1,6500	-	16,7224	62,3060	55,7724	2,6860	49,4560	0,8780
	9,9457	5,9770	-	4,8660	33391	16,1975	255,29	4,665
Peris	9,8678	5,9800	-	4,0047	333,52	16,0623	295,74	4,660
	2,4461	1,4760	24,5942	-	27,1779	3,9591	72,7723	1,1475
Zerich	2,4156	1,4648	24,4816		\$1,6500	3,9323	72,4835	1,1426
	2,9786	1,7900	29,9481	121,77	-	4,120	33,6139	1,3773
receient	2,9584	1,7930	29,9832	122,47		4,8160	22,6746	1,3946
	61,7843	37,13	6,2171	25,256	287,43	-	18,3812	2,8985
Brussies	61,4295	37,23	6,2257	25,4303	207,64	-	18,4124	2,9463
	3.3613	2,6200	33,7962	137,41	112,85	5,4483		1,5760
Amsterdas	3,3363	2,8220	33,2135	134,11	112,77	5,6311		1,5784
	2131,58	1281	214,32	871,43	715,64	34,5004	6416	-
	2113,65	1281	214,21	875	71444	34,4877	63,53	-
	233,4592	148,38	23,4733	95,44	78,3199	3,7786	69,455	1,10%
	230,835	139,90	23,3945	95,56	78,8256	3,7577	69,1389	0,1092

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Montée des taux américains

La vengeance des Japonais, frappés de sanctions commerciales par les Etats-Unis et contraints de laisser se revaloriser le yen, sera-t-elle de faire monter les taux d'intérêt outre-Atlantique, non pas en vendant massivement leurs obligations du Trésor américain, ni même en s'abstenant d'y souscrire, mais tout simplement en éveillant l'inquiétude des opérateurs de New-York qui des opérateurs de New-York qui redoutent d'hypothétiques représsilles? A la veille du weck-end, plusieurs grandes banques américaines élevaient d'un quart de point leur taux de base ainsi porté à 8 %. Les Japonais, de leur côté, abaisseraient leurs taux à court terme. C'est du moins ce qu'anrait dit M. Nakasone au président Reagan.

Au début de la semaine, la baisse du dollar à Tokyo avait fait tomber de 38 à 85 (pour un nominal de 100) le cours de l'emprunt fédéral à 7 1/2% et treute ans, le fameux 2016, le rendement correspondant passant de 8,60% à 8,85%. Et dire que ce rendement était encore de 1,55% le 26 mars dernier, il y a tout inste un mois!

Les Américains doivent-ils redouter que les Nippons désertent les adjudications du Trésor, comme celle qui aura lieu la semaine prochaine pour 30 milliards de dollars. avec précisément une tranche à trente ans? C'est peu vraisemblable sur le moyen terme, les souscrip-teurs japonais pouvant toutefois faire un peu la grève pour marquer leur méfiance et leur ressentiment. Un des meilleurs experts du marché de Paris faisait récemment remar-quer que les investisseurs institution-nels de Tokyo tenant compte d'un rendement de 4% au Japon et de 8 % aux Etats-Unis pouvaient, à échéance de trente aux, avoir intérêt à souscrire des bons du Trésor américains jusqu'au niveau de... 40 year pour un dollar. Comme ce sont des gens qui calculent sur la longue période et qui ne réévaluent pas leurs bilans, leur raisonnement est imparable. C'est le contribuable américain, en définitive, qui fera les frais de l'opération, le service de la dette du Trésor s'en trouvant renchéri d'autant.

Les taux s'élèvent donc aux États-Unis. Sans doute le cours de l'emprunt 2016 est-il remonté à 88, et son rendement est-il revenu à 8,60 %, mais l'indication est claire. A court terme, on observe égale-ment une tension, les fonds fédéraux

cotant 7 % en ce moment.
Les opérateurs américains semblent anticiper un durcissement de la politique de la Réserve fédérale après les mauvais indices des prix de détail de février et de mars détail de février et de mars (+0,4%), soit un rythme annuel de 5%. Le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, sait que la hausse du dollar, en réduisant les prix des produits importés, avait fortement contribué à museler l'inflation et que sa baisse risquait d'avoir l'effet inverse. Il craint, au surplus, une désaffection des prêteurs étrangers. Ces préoccupations sont partagées par le secrétaire au Trésor, M. Becker, qui maintenant ne cesse d'affirmer que toute nouvelle baisse du dollar serait inopportune et dandu dollar serait inopportune et dan-gereuse. Mais l'étoile de M. Becker est en train de pâlir à Washington et M. Volcker n'est pas sûr de voir son mandat de président renouvelé en août prochain.

Ce relèvement significatif des taux américains s'étendra-t-il aux autres pays? Certains opérateurs le redoutent, mais d'autres n'y croient guère, car, en Europe notamment, les gouvernements et les autorités monétaires n'ont guère besoin de durcir leur politique et, au surplus, seraient bien aise de ne pas attirer trop de capitaux, au risque d'accélérer une chute du dollar peu désirée maintenant. C'est le cas de l'Allemagne, où le rythme d'augmentation de la masse monétaire diminue lente-ment, revenant à 7 %, rythme annuel, après une pointe à plus de 9 % au dernier trimestre de l'année

On a même vu un pays abaisser ses taux cette semaine: la Grande-Bretagne, où la banque centrale a donné le signal d'une diminution d'un demi-point, le taux de base des banques revenant à 9 1/2 %, retombant ainsi sons la barre de 10 %, pour la première fois depuis le début 1985. Il est vrai que les taux

britanniques sont les plus élevés d'Europe, l'Italie mise à part, et que la diminution d'un demi-point enregistrée le 17 mars dernier, à l'occasion de la présentation du budget, avait déçu, ayant été jugée tout à fait insuffisante. En fait, c'est la Banque d'Angleterre, soucieuse de freiner une hausse de la livre sterling estimée pénalisante pour les exportations britanniques, qui a précipité la décision. La semaine dernière, la banque était intervenue sur nière, la banque était intervenue sur les marchés des changes pour tenter

Mais il n'est pas certain que cette mesure suffise à réduire l'attrait qu'exerce actuellement la livre, favorisée encore par la bonne santé de l'économie de la Grande-Bretagne et par les sondages don-nant l'avantage à M= Thatcher dans les prochaines élections législa-

A Paris, c'est la morosité dans le calme. Avec une baisse des transac-tions sur le marché obligataire, le MATIF n'a pas une très belle allure, les cours sur les échéances juin et septembre retombant de 106,80 francs à 106,50 francs. Il est terme restent tendus, légèrement en dessous de 8 %, et que la Banque de France, le Trésor surtout, préoccupés par la santé du franc et son petit accès de faiblesse de lundi derpire des de la contrata del contrata de la contrata de la contrata del contrata de la nier (voir ci-dessus) risquent de mesurer très chichement une détente jugée indispensable.

Aucune émission n'a été lancée cette semaine. Le marché attend l'adjudication mensuelle d'OAT par le Trésor la semaine prochaine et digère les deux emprunts du Crédit foncier lancés la semaine dernière. La tranche à taux fixe ne se place pas bien du tout, et celle à taux variable recoit un accueil moyen.

Notons enfin qu'une entreprise publique du secteur de l'énergie vient de se lancer, pour la première fois, sur le marché des billets de trésorerie, avec une émission de 400 millions de francs sons la houlette de la BNP et du Crédit lyonnais. L'en-cours de ce marché atteint actuellement 36 milliards de

Marger to some state of the second M MARCH 22 To State beine, & is unit as is Law operations at the same 26 AVELO STATE

LES MATIÈRES PREMIÈRES

La rechute du sucre

recul de la consommation intérieure, au profit d'édulcorants, justifient la position des Américains.

Sar un merché du sucre déprisé. où les cours s'établissaient le 30 avril à 1 185 F par tonne à Paris, les producteurs des Caraïbes se livrent actuellement un combat sans merci, qui pourrait s'achever par la liquidation du plus faible.

Le contexte n'est pas nouveau: la surproduction qui pese sur les prix mondiaux conduit les Etats sucriers à trouver de nouveaux débouchés, quitte à brader leur marchandise. Leur agressivité commerciale est exacerbée par la politique des Etats-Unis, qui réduisent chaque année un peu plus leurs quotas d'importation de sucre en provenance des Caralbes. Le souci de protéger leurs propres pianteurs et le constat du

PRODUITS	COURS DU 1-5
Culore h. g. (Lusius)	254 (+ 7)
Trois mois	Livres/tonne
Alexandre (Lostes)	802 (+ 14)
Trois mois	Livres/tosme
Nicksi (Ladas)	2 475 (+ 84)
Trois mois	Livres/tome
Sucre (Pins)	1 125 (+ 25)
Août (cours du 30-4)	France/toune
Callé (Lasius)	1 304 (- 51)
Mai	Livres/mane
Cacao (Nor-York)	1 955 (- 40)
Mai	Dollars/tomo
Bili (Chicago)	289,50 (+ 9,5)
Mai	Cents/boisscau
Mails (Chicago)	179,75 (+ 4) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	169,50 (+ 4)
Mai	Dollars/t. courts

Halti est, sans conteste, la principale victime du «chacun pour soi» désormais pratiqué par les produc-teurs de la mer des Antilles. Ironie du sort, c'est la République domini-caine, son plus proche voisin, qui met en danger le secteur sucrier de Port-au-Prince. Le temps est bien loin (il faut remonter à 1750) où Halti était l'alle à sucre» la plus riche du monde. riche du monde. Au début du mois, la Haitisn American Sugar Company (HASCO), la principale raffinerie de sucre du pays, créée en 1919, a fermé ses portes. Quelques jours plus tard, c'était le tour de l'usine de Welsh (la troisième de Halti par son

provoqué ces faillites.

importance), installée dans la ville de Limonade, qui cessait son acti-vité. Dans les deux cas, c'est la contrebande de sucre dominicain distribué sur le marché haltien qui a Alors que le sucre de Haiti, un des plus chers du monde, vaut 27 dollars le sac de 100 livres (45 kilos), le sucre dominicain s'échange à 14 ou 15 dollars le sac. L'offensive de Saint-Domingue tou-che une économie déjà très affaiblie, où le sucre (50 000 tonnes produites par an) fait vivre, de façon directe ou indirecte, plus de 100 000 personnes. En mettant la clé sous la porte, HASCO a jeté trois mille ouvriers à la rue. La fermeture de l'usine Welsh a privé plusieurs centaines de travailleurs de leur emploi. La liquidation de la compagnie Des-alines Central, quelques semaines plus tôt, avait déjà mis sur la touche huit mille planteurs, dont les récoltes risquent de mourir sur pied. fante de moyens pour la coupe.

852 000 tonnes de sucre blanc. Cela signifiait que la CEE se voyait oblie d'acheter cette marchandise sur la base de 54 ECU par tonne (1 ECU = 6,9 F). Jamais par le passé de telles quantités n'avaient été offertes à l'intervention de Bruxelles. En faisant ainsi pression sur les finances communautaires, les producteurs traduisaient leur nécontentement devant le sontien jugé insuffisant de la CEE aux exportations sucrières. Celle-ci proposait, début mars, des restitutions (subventions à l'exportation) de 42 ECU par tonne. Dans ces conditions, les sucriers préféraient l'intervention à la vente sur des marchés tiers. Devant ce qui peut apparaître comme un «chantage», Bruxelles a finalement accepté de relever à 47,179 ECU les restitutions accurdéca sur le sucre, alors que le record dans ce domaine, atteint l'an passé, était jusque-là de 45,5 ECU. Sensible à cet effort, les producteurs ont finalement retiré cette semaine les 770 000 tonnes que la CEE avait estimé «recevables» à l'intervention. Il leur reste maintenant à trouver un débouché à leur marchandisc. La tâche est ardue, sur un marché où les clients sont actuellement très discrets.

Le Monde

4 Les négociations pour la

« disparus »

paix au Proche-Orient.

POLITIQUE 6 Les travaux parlemen-

DATES

2 ! y a cent cinquante ans : comment naquit le monopole des télécommunications.

SOCIÉTÉ

7 Le parquet de Paris estime la justice incompétente pour juger les faits reprochés à M. Nucci. - La thèse de Mª Vergès sur

l'arrestation de Jean Moulin jugée differnatoire. 8 Communication

9 Cinéma : Bertrand Tavernier tourne la Passion

RÉGIONS

projet d'autoroute 12 Le la recherche des emplois nouveaux.

13 1" mai : 20 000 manifes tants avec la CGT à Paris - La visite de M. Nakason aux Etats-Unis.

14 Revue des valeurs.

15 Crédits, changes

grands marchés.

SERVICES Spectacles10 MINITEL

 Quarante ans après, faut-il juger Barbie? Flesh-back semaine. ACT Lisez-vous Le Monde ? ANSE - # 188

le Maghreb

FER 27 12 19 19 2 2 19 18

177 4 12 Table 1 Co ... Co

Season Ches

ICE II tent to annu is

PERSONAL PROPERTY OF THE PERSONAL PROPERTY OF

1 SET 3.005 - - 3

33 33 - 6 1 5 6 1 2

galant a prost on edal.

North and State of St

E Cal of o Has

: 154 Tre to at our atter

ER FE '9 Trent Pt ser E

jades financiara nama

Ems er eftert de guerre

152 CENTED 10 0 20 20 80

- miss mot 20 c.

York 2. "12 5 64

attra que les portigents es

and the second second

953 STOR LOS SERVICES

gentral multiple ont es

ZW toutte in a min ma

THE THE PARTY PROVIDED A

wir inorte do in the

ಷ್ಟರ್ಣದೇವರೇಕ ಪ್ರಸ್ತಿತ್ -*** ಕ್ಷಾ

rimisa i Atlanticulo, Raties

est ass ass arrentivens.

mante des chara interior de la co-

ಪಡಿಯಾಗುವಾಗಿ ಬರಗು ಎಗೆಕ

décrisiones sinches, le

marcun de l'efe, eur.

grantes de eles

Sad sourment

Men.

Outdo.

Scott C

FREE ME

COS PARTY

Plan de W

I'vec 100 f

tants de di

de | 1900#

ter le ples

gratian.

matten .

Trock

TETAL CA

Actualité. Sports. International. Bourse, Météo, Immobilier, 36-15 Tapez LEMONDE

Célébrations du 1 mai

Moscou: le rituel plus Georges Marchais

MOSCOU

de notre correspondant

Le 1= mai a été célébré à Moscou selon le rituel habituel. Plusieurs centaines de milliers de Moscovites portant des fleurs de papier et des ballons multicolores ont défilé pendant deux heures devant la tribune du mausolée de Lénine, où avaient pris place M. Gorbatchev et les principaux dirigeants du pays. A quelque distance, sur la place Rouge elle-même, on pouvait voir dans les travées réservées à la Nomenklatura M= Raïssa Gorbatchev en manteau violet et chapeau noir; on distinguait, trois ou quatre rangs derrière elle, M. et M. Georges Marchais.

Rassemblés depuis les petites heures de la matinée dans leurs usines et leurs quartiers, les Moscovites désignés depuis des semaines pour défiler sont canalisés par un service d'ordre parfaitement efficace. Le final est constitué par des mouvements de danse rythmique effectués par des jeunes gens et des jeunes filles en tenue bariolée. Cette année, la température très clémente a permis à ces dernières d'arborer des justaucorps très moulants — presque des maillots de bain, — un

spectacle légèrement insolite en un tel lieu.

Les ouvriers et ouvrières des usines de la capitale sortirent les calicots traditionnels illustrant les mérites de leur travail et de la politique économique du pays. « Nous avons produit deux cent mille paires de chaussures de plus que le Plan », proclamait l'un d'eux. On a vu aussi passer une pancarte géante montrant un robuste travailleur repoussant d'un geste vif les démons

Le culte de la personnalité a été réduit à sa plus simple expression. Les portraits de tous les membres du bureau politique (format 2 mètres sur 2) ont certes été exhibés, mais une seule fois et un peu perdus dans la masse des drapeaux rouges et des

M. Marchais est en URSS depui le 24 avril. Il a d'abord voyagé en province, à Volgograd (l'ancien Sta-lingrad) et en Arménie. Il devrait être reçu hundi per M. Gorbatchev. a-t-on appris officiensement à Mos-cou. M. Lajoinie et M. Gremetz pourraient également participer à

DOMINIQUE DHOMBRES.

Violences meurtrières à Sri-Lanka

· A SRI-LANKA, la police a ouvert le feu, vendredi 1= mai, à Colombo pour disperser une manifestation interdite à l'occasion de la Fête du travail, faisant, selon des témoins, un mort et six blessés graves. De source officielle, on a fait simplement état de quatre étudiants blessés, dont un grièvement, sans confirmer que ces personnes ont été atteintes par des coups de feu tirés par des policiers. Toute manifestar du 1= mai avait été ir dite à Śri-Lanka après l'attentat à la voiture piégée le 21 avril, attribué aux indépendentistes tamouls, qui a fait cent treize morts.

Selon des témoins, des policiers ont ouvert le feu contre des syndicalistes ouvriers, des étudiants et des moines bouddhistes qui se trouvaient devant un temple après le refus opposé par les manifestants d'obéir à un ordre de dispersion. Selon les mêmes témoins, les manisestants chantaient des chants religieux et scandaient des slogans antigouvernementaux, quand ils ont été encerclés par un demi-millier de ques. Selon certains témoins, des éléments incontrôlés > avaient commencé à lancer des pierres

· AU CHILL, les carabiniers ont fait usage de canons à eau et interpellé environ quatre-vingts personnes à Santiago, à l'issue d'un rassemblement organisé par le Commandement national des tra-vailleurs. Pendant le meeting, un dirigeant syndical, M. Rodolfo Seguel, avait appelé les ouvriers à lutter - sans trêve ni repos - contre le régime du général Pinochet. Ce dernier, dans un discours prononcé à Valdivia, a affirmé que la célébration du 1º Mai avait été marquée au Chili par - l'unité et la fraternité ».

 Jour chômé dans l'espace. Le 1ª Mai étant férié pour tous les Soviétiques, les cosmonautes Youri Romanenko et Alexandre Leveikine, en orbite depuis presque trois mois à bord de la station Mir, ont interrompu, vendredi, le déchargement du cargo Progress-29 pour regarder un reportage télévisé sur le défilé de la ce Rouge et pour s'entretenir avec leurs familles. Progress-29 est amarré depuis le 23 avril sur Mir, qu'il ravitaille en carburant et en appareillages divers. Le complexe orbital est actuellement formé de le station Mir, du module laboratoi Kvant, du vaisseau Soyouz TM-2 et du cargo Progress-29. C'est la première fois qu'un assemblage de qua-tre éléments est sinsi constitué.

Le mméro du « Monde » daté 2 mai 1987 a été tiré à 471 092 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

EN AFRIQUE DU SUD, le l= Mai a été un jour férié pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays, mais ce fut un hasard de calendrier. En effet, rapporte notre correspondant Michel Bole-Richard, le président Botha a annoncé, le 21 mars, que le premier vendredi de chaque mois de mai serait désormais la fête des travailleurs. Il y avait donc coïncidence de dates cette année. En fait, pres-

été interdites. • AUX PHILIPPINES, les forces de sécurité ont été placées mdredi 1ª mai, en état d'alerte, les autorités ayant craint une nouvelle tentative de militaires rebelles de troubler l'ordre public. La journée s'est, cependant, déroulée sans incident. Des dirigeants syndicaux de ganche ont boudé la réception donnée par la présidente Aquino, et quelque vingt mille travailleurs out défilé dans le centre de Manille pour revendiquer une augmentation des salaires dans la fonction publique. D'autre part, un millier de partisans de l'ancien président Marcos se sont réunis devant l'ambassade américaine pour demander son retour d'exil anx Etats-Unis.

• EN TUROUIE, où la célébration de la Fête du travail reste interdite depuis le coup d'Etat militaire de 1980, le général Evren, chef de l'Etat, s'est élevé contre les voix qui réclament le rétablissement de la commimoration - en signismi : Nous ne pouvons solérer une telle fête célébrée dans les pays commu-nistes », et en rappelant que les manifestations du 1= mai 1977 avaient fait trente-quatre morts.

• EN ISRAEL, cinq mille pernnes out défilé à Nazareth derrière des drapeaux rouges, lors de la traditionnelle manifestation organisée par le Parti communiste

La Zambie a rompu avec le FMI

Le président zambien, M. Kenneth Kaunda, a annoncé, dans un discours radioffusé dans la mit du 1ª an 2 mai, une rupture totale avec la politique d'austérité mise en place sous l'égide du Fonds monétaire

La Zambie limitera à 10 % de ses recettes en devises le montant des remboursements sur sa dette extérieure. Le système de mise en enchères de la monnaie, le kwacha - 21 kwachas pour 1 dollar lors de la dernière séance - est abandonné et une parité fixe de 8 kwachas pour l dollar instaurée. Enfin, le gouvernement va rapidement dévoiler une stratégie économique basée sur un plus large contrôle de l'Etat.

Ce changement radical de position intervient après plusieurs mois de crise économique et sociale grave en Zambie, où des émeutes avaient éclaté en décembre dernier dans la « ceinture de cuivre » dans le Nord, A B C , E F G H faisant officiellement quinze morts.

« Prévention » et matraquages en Pologne

Les responsables policiers polonais ont «traité» la journée du le Mai selon les méthodes mises au point depuis plusieurs années et égulièrement perfectionnées : interpellations préventives d'opposants, déploiement policier considérable et, quand cela ne suffisait pas, matraquages et arrestations.

Les incidents les plus vifs ont, semble-t-il, en lieu à Wroclaw, où la police s'est ruée à la matraque sur un cortège d'environ cinq cents personnes (dont certaines ont été très évèrement battues), avant d'interpeller une centaine de manifestants parmi lesquels les anciens dirigeants locaux de Solidarité, MM. Frasyniuk, Pinior, Szumiejko et Mus-

A Variovie, où un certain nombre de dirigeants de Solidarité avaient été interpellés dès jeudi et d'autres, notamment M. Zbigniew Bujak, vendredi, tous les abords de l'église Saint-Stanislas, lieu traditionnel de manifestation, avaient été bouclés par la police, et un rassemblement d'un millier de personnes a été dis-persé au prix de quelques brutalités et d'interpellations. Des acénarios imilaires ont été observés à Lodz, à Poznan, à Jastrzebie (ville minière de Haute-Silésie), et à Cracovie. Cependant, à Nowa-Huta, dans la banlieue ouvrière de Cracovie, cinq cents personnes out pu défiler en scandant des siogans en faveur de Solidarité sans que la police présente en force intervier

A Gdansk, où un puissant dispositif policier avait été mis en place, M. Lech Walesa a refusé de prendre la tête d'un cortège, déclarant qu'il n'aimait pas « diriger des batailles perdues d'avance ». Il a cependant brée à l'église Sainte-Brigitte, proche du chantier Lénine : « Les autorités, qui s'affirment issues de la classe ouvrière, sont mues par la peur. Ceux qui se considèrent comme l'avant-garde de l'humanité doivent se cacher derrière des ran-

Quant aux défilés officiels, ils ont revêtu leur caractère habituel, le général Jaruzelski déclarant du hant de la tribune, à Varsovie, que le Parti communiste ne renoncernit pas à son programme de « réformes et de démocratisation ».

BERLIN-OUEST

de notre envoyé spécial

On était venu célébrer le

750 anniversaire d'une ville qui

a marqué l'histoire de l'Europe.

Un an après celle du 25° anniver-

saire de la construction du mur

da Berlin, de la séparation de la

ville en deux parties, les cérémo-

nies officielles organisées le jeudi

30 avril à Berlin-Ouest pour insu-

gurer cette année du souvenir

n'ont pu échapper au présent. Le

cœur n'était pas au rappel d'un

passé prestigieux, mais à la

constatation d'une réalité dou-

loureuse que l'enclavement de la

partie occidentale de la ville rend

Un espoir

« Les trois décennies com-

prises entre la prise de pouvoir

par Hitler et la construction du

mur en 1961 ont imprégné le caractère actuel de la ville, sa

vision du monde », a souligné le

chancelier Kohl. Malgré le rappel

du « Grand Barlin » des

années 20, dont un film est venu

évoquer le souvenir, l'espoir de

normalisation entretenu depuis

stalgique par les organis

en forme d'incantation

Dius obsessionnelle encore.

LE 750° ANNIVERSAIRE DE LA VILLE

« Berlin symbolise l'ouverture

de la question allemande »,

déclare le chancelier Kohl

. d'incentation.

Empoignade entre « camarades » dans le Finistère

Les rénovateurs sont écartés de l'Association des élus communistes

de notre correspondant

Nouvelle étape de la normalisation au sein du Parti communiste dans le Finistère : la fédération a fait voter, le mardi 28 avril, à Morlaix l'unification des associations nordfinistériennes et sud-finistériennes des élus communistes et républicains. Cette fusion fait suite à la création, en mai 1986, d'une scule fédération dans le département. Mais elle a aussi pour effet d'éliminer les communistes critiques de la direction de l'association (dont MM. Jean-Pierre Jendy, maire de Carhaix, et Yvon Pichavant, conseiller municipal à Brest, les deux anciens présidents) alors que se pré-pare le congrès national les 23 et 24 mai.

La réunion se tenait à huis clos dans les locaux du PC à Morlaix en présence de M. Albert Clément maire de Romainville, secrétaire national de l'Association des élus communistes. Mais, à entendre le tumulte qui traversait les fenêtres et les murs, il n'était pas difficile de conclure qu'à l'intérieur se réglaient quelques comptes. Depuis la honleuse conférence de réunification du 25 mai 1986 à Quimper, le mot « camarade » n'est plus celui qui convient dans le Finistère pour par-ler des relations entre les membres du parti. Le PC est désormais formé de deux composantes : d'un côté, la fédération, dirigée par MM. Piero Rainero, premier secrétaire, et Louis Le Roux, conseiller régional, conseiller municipal de Brest, mem bre du comité central ; de l'autre, les opposants, parmi lesquels se trou-vent MM. Louis Aminot, conseiller municipal brestois, ancien perma-Jean-Pierre Jeudy (rénovateur), maire de Carhaix. Cette dissension s aussi des répercussions au sein du syndicat CGT.

La réunion de mardi à Morlaix a montré que la ligne officielle du Parti communiste ne recueille pas une adhésion unanime chez les élus communistes du département. Tous n'étaient pas là, en particulier M. Michel Mazeas, maire de Douarpenez, qui avait décidé de s'abstenir volontairement . Certains n'avaient pas été conviés, notamment M. Yvon Pichavant, président de l'association Nord-Finistère, mais ces « non-invités » avaient décidé de

vingt-cing ans par tous les dis-

cours officiels revêt une allure

qui l'ont précédé, que ce soit

M. Thomas Bradley, maire noir

de Los Angeles, ville jurnelée à

Berlin-Ouest où l'ancien chance-

lier social-démocrate Willy

Brandt venu souhaiter que les

espoirs entretenus par les ouver-

tures de M. Gorbatchev ne soient

« Aussi longtemps que des

pas gáchés, n'y ont rien changé.

Allemands sont privés de la

liberté, aussi longtemps que les

droits élémentaires de l'homme

et du citoven sont bafoués au

centre de l'Allemagne, aussi

longtemps que la question alle-

mande restera ouverte, Barlin est

le symbole de cette ouverture de

la question allemende », a

parterre de quatre mille cinq

cents invités où avaient pris

place tous les principaux repré-

sentants du monde politique

ouest-allemend, avec le prési-

dent de la République.

M. Richard von Weizsäcker, ainsi

que les ambassadeurs à Bonn

des trois puissances occide

assurant la tutelle de Berlin.

séclaré la chancelier devant un

Ni le chancelier ni les orateurs

se rendre à Morlaix. Théoriquement, l'entrée aurait du leur être refusée, la fédération estimant en effet qu'ils ont « créé une structure

parallèle ». Pourtant, personne n'a osé leur barrer le passage. La réunion n'a donc pas tardé à tourner an vinaigre. Les propositions d'une partie de la salle n'ayant pas été retenues, MM. Le Roux et Michel Derrien (ce dernier conseil-ler municipal à Morlaix) se sont mis, imités par leurs amis, selon les opposants, à taper sur la table en criant « saboteurs ! » pour couvrir les voix des contestataires, ce que dément toutefois M. Le Roux.

Bref, une folle ambiance ! La réunion s'est soldée par un vote à main levée dont le résultat diverge selon les composantes : selon la fédéra-tion, il y a eu 34 voix pour l'unifica-tion, 24 contre et 3 abstentions; selon l'opposition, il y a en 34 pour, 32 contre et 14 abstentions. Quelle que soit l'exactitude de ces deux résultats, il semble que la fédération ait eu peur d'être battue vu le nombre des opposants présents. Trois personnes ont été interdites de vote sous prétexte qu'elles n'étaient pas à jour de leurs cotisations MM. Pierre Le Gall (Carhaix) Pierre Plougonven (Crozon) Mairie-France Pellennec (Lannilis) Quant à la « bande à Amiot » (dixit M. Piero Rainero), leurs voix ont été décomptées.

Le nouveau bureau a été formé. Il est présidé par M. Jean Kervisiou, maire adjoint du Guilvinec. M. Michel Mazeas en est membr une nouvelle que l'intéressé a été surpris d'apprendre. D'autres élus non présents à la réunion font également partie du bureau.

GABRIEL SIMON.

• M. JUQUIN : pour us dat de ressemblement. — M. Pierre Juquin a déclaré le jeudi 30 avril, à Biénod-lès-Pont-à-Mousson (Mourthe et Moselle), qu'il ne sou-tiendrait pour l'élection présidentielle qu'un « candidat capable de rassembler tout l'électorat communiste et au-delà, capable de rassembler tous ceux qui ne se reconnaissent pas au premier tour dans le Parti socialiste ». « Tant qu'il y aura un millimètre d'espace à la conférence natio-nale du PCF [à la mi-juin], je me battrai afin que soit désigné un homme de rassemblement contre un homme de division », a ajouté le chef de file des « rénovateurs » ou PCF.

Mutinerie anti-SIDA dans une prison belge

Une centaine de détenus d'une prison de Tournai, en Belgique, qui s'étaient mutinés dans la soirée du vendredi 1= mai, exigeant le transfert de plusieurs prisonniers accusés d'avoir le SIDA, ont réintégré leurs cellules après l'intervention des forces de l'ordre, a annoncé la police belge samedi.

La police de Tournai avait qualifié de grave la mutinerie, précisant que des détenus avaient mis le fen an bâtiment tandis que d'autres étaient montés sur le toit. Selon l'agence de presse Belga et la radio belge, ils demandaient le transfert de quatre ou cinq codétenus qui auraient contracté le syndrome immuno-déficitaire acquis. Une grande banderole proclamant chée sur un mur de la prison, où vivent près de deux cents prison-niers. « Nous ne voulons blesser personne, mais nous allons tout casser ici », avait déclaré un détenu à la radio, précisant que les prison exigeaient aussi de meilleures conditions de détention. - (Reuter.)

du SIDA » assassiné à Puteaux

tre spécialisé dans la prise en charge psychologique des patients atteints de SIDA, et sa secrétaire, Annie Dubois, out été assessinés, le jeudi 30 avril, an Centre psychiatrique Jean-Wier, de Puteaux (Hauts-de-Seine). Samedi en fin de matinée, le metririer n'avait pas été identifié.

[Le docteur Didier Seux n'était pas un psychiatre comme les autres Atta-ché à l'hôpital psychiatrique de Clerjour Jean-Wier de Puteaux, il était surtout connu pour son action dans la intte contre le SIDA Membre de l'es tion Aides, il avait été l'un des premier à s'intéresser aux conséquences psycho-logiques du SIDA. Consultant bénévols aux côtés du docteur Willy Rozeabaum dans le service du professeur Gentilini à l'hôpital Pitié-Salpêtrière, il avait en outre participé à de nombreuses émis-sions de radio et de télévision. Auteur d'articles consacrés an SIDA, dont un, remarquable, paru dans le demier numéro de la revue Informations psychiatriques, il avait également écrit un livre, SIDA, réalités et fantasmes, en collaboration avec W. Rozenbaum et Annie Konchner (Editions P.O.L., 1984).]

EN BREF

• Les Etats-Unis proposent 4 millions de tonnes de blé « subventionné » à Moscou. - Les Etats-Unis viennent de proposer à l'Union soviétique de lui vendre jusqu'à 4 millions de tonnes de blé subventionné, dans le cadre du programme de subventions en nature à l'exportation lancé en mai 1985 par l'administration Reagan. Cette offre, présentée le 30 avril par le secrétaire néricain à l'agriculture, M. Lyng, vise à renforcer la compétitivité des Etats-Unis sur le marché soviétique, face à la CEE, à l'Argentine et au Canada. Une proposition identique des Américains, en août demier, avait été refusée par Moscou.

• CORÉE DU SUD : Libération de milla détenus. - Mille prison-niers seroint libérés le lundi 4 mai, pour marquer l'anniversaire de la ance du Boudda, fête nationale, a annoncé samedi le ministère de la justice. Parmi eux figurent un célèbre avocat dissident et vingt-trois étu-diants, arrêtés pour *e violation de la* sécurité publique ».

Mª Lee Dong-myung, prédident du Comité pour la justice et la paix de l'Eglise catholique, sera libéré après avoir purgé six mois d'une peine de huit mois infligée pour avoir hébergé un autre avocat dissident.

• THAILANDE : la pecific dans le sud. - La plus importante reddition collective de maquisards communistes malaisiens dans le sud de la Thallande, près de la frontière de la Malaisie, à eu lieu, mercredi 29 et jeudi 30 avril, loraque quelque huit cents insurgés ont remis leurs armes aux forces de Bangkok, au cours de cérémonies solennelles, qui marquent une étape sans doute décisive dans l'éradication de cette guérilla. Il ne resterait plus que mille trois cents maquisards encore opérationnels dans le secteur frontalier, salon les autorités thailandaises. Les rebelles auraient accepté de se rendre à condition de ne pas être renvoyés en Malaisie. La Thailande serait prête à construire, à leur intention, des virlages leur permettant de s'adonner à l'agriculture dans la région frontalière. La radio clandestine du Parti communiste de Malaisie a annoncé elle-même, le 26 avril, qu'elle cessait d'émettre à la suite d'un accord avec les autorités thailandaises garantis sant le respect, la « dignité » des

M. EDOUARD BALLADUR invité du «Grand Jury RTL-le Monde»

M. Edonard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, sera l'invité de l'émission hebdonadaire «Le grand jury RTL-le Monde», le dimanche 3 mai, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Balladur répondra aux ques-tions d'André Passeron et de Bruso Dethomas, du Monde, et de Paul-Jacques Traffant et de Jean-Yves Hollinger, de RTL, le début étunt dizigé par Houri Marque.

- (Publicité)

CATTOLICA (Adriatique/Italie) - NOTEL BRAURIVAGE 大人 - Tal. 1939541 /963101 Situé dans un magnifique endroit panoramique : dir. sur la plage, l'HOTEL BEAURIVAGE offre à sa clientèle les conforts les plus modernes et une cuisine recherchée avec spécialités régionales et internationales, buffet, service soigné et aimable. Soirées aux chandelles. Prix de pension complète à partir de 1843 FF. Demandez-nous les dépliants

SIDA-Danger » avait été accro-

Le « psychiatre

Le docteur Didier Seuz, psychia-

An Samu etam appear y mar THERE IS FUND AND THE ular accounter in their du 鐵點 医拉克克氏 化二甲基乙烯 医二甲基甲基 Maria region de America des protugios. ≨'apparit na de i Jan Common dux citur (* المن المدادة المستحدة المناطقة Messissen a Algor ... Primare and the contract of the leen la di egotion mano. Bigge ratifee special an-RE Meiro les apportantes.

iza tisee par lo re. Faftid Champai has continued. Lin Appenders 62 South 3.19 M. Almed Bonstude. tar Coretement : augu-A i sec hotes in the terms Sauci les con pour THE RESERVE TO THE PARTY !lagenation Caja en cours Control intrident. Attes, il via uno quach Y compres ou ten des crise de ale Guene, pour pourtaire 4 du rei en vuo de la des e provinces du Alta Algerie, lo decent our rable ser Jatunité d'aider same

Policing est suver Fa borremps, mais sans te calcul des curs cu efficers of the plan Militeres Rebat a la icas-Ageria, privee 1 120 Manual de ses revereus Sept medial September 1 Paperestion Cultoning Mark Bergas sons Group

the Suerre framche.

פרים פרים או פרים כם

Application of the less of the

bricher des contra de

Alle dans (There's de

Service of interior

des co qui issignitie

sale a description

STATE A L'ETRANGER : Audina, 3 BA .: Miles

Action sur is renson-Bill Toxperion on the to sia prodestro. Des noso-sia prodestro. Des noso-sia prodestro de con-sia prodestro de Metalogical Sections Separation of Secretary The few dup is president to the state of the

The state of the s The second second The second second PORT OF THE

MENTALEMENT OF THE